

Les dictatures "de droite" dans l'entre-deux-guerres¹

Dans l'entre-deux-guerres, les démocraties européennes eurent à affronter deux grandes contestations: la contestation communiste, qui ne parvint à l'emporter dans aucun autre pays que l'U.R.S.S. avant 1944², et ce que nous aurions tendance à appeler aujourd'hui la contestation "fasciste" ou la contestation "d'extrême-droite". Mais ces deux termes posent problème car il s'agit d'appellations imposées *a posteriori* (à partir de 1934³, et surtout après 1945) par les adversaires de ces courants. D'une part, l'expression "le fascisme" ne désigne que l'idéologie du régime qui mit fin à la démocratie italienne au début des années 1920, certes à peu près le premier de ces régimes nouveaux et longtemps le modèle, partiel au moins, des autres, mais pas forcément le plus typique; l'identification au "fascisme" de tous les régimes non démocratiques et non socialistes de l'entre-deux-guerres est un phénomène

¹ Pour plus de détails et pour une analyse beaucoup plus marquée par l'héritage marxiste que la mienne, beaucoup plus axée sur les déterminations sociologiques et beaucoup moins sur l'Histoire des idées, voyez le gros manuel de Pierre Milza, *Les fascismes*, paru en 1985.

² Pourquoi cet insuccès? Sans doute parce que les mouvances socialistes révolutionnaires d'Europe n'avaient jamais eu aucun relais dans les milieux proches du pouvoir. Jusqu'en 1945, la mode intellectuelle était plutôt d'être à droite; les milieux d'affaires et les bureaucraties d'État étaient peu sensibles au discours ouvrier, internationaliste et collectiviste des communistes, ni à leurs appels à la révolution: selon l'expression du sociologue Jules Monnerot, « la formation des bourgeois ne les a[vait] pas préparés à estimer que le désordre [pût] être un remède à leur ruine » (alors que dans le tiers monde à la génération de la décolonisation le socialisme révolutionnaire a servi de relais au nationalisme, ce qui lui a permis de rallier des fractions importantes des élites locales — ainsi au Nicaragua dans les années 1970, ce sont de grandes familles écartées du pouvoir depuis deux générations par la kleptocratie de la famille Somoza qui ont encadré la révolution sandiniste).

L'idéologie communiste n'était pas assez fédératrice, parce qu'au moins jusqu'aux Fronts populaires elle s'adressait exclusivement aux ouvriers et ceux-ci étaient bien en peine de peser décisivement sur la vie politique: peu nombreux dans les pays où la démocratie était la plus fragile (à l'exception de l'Allemagne), ils étaient à la fois exclus (socialement et économiquement), solidement contrôlés (par la répression) et paradoxalement relativement intégrés, notamment par le biais des courants socialistes modérés qui jouaient le jeu des institutions (et arrivèrent au pouvoir en Grande-Bretagne en 1929, en Suède en 1932, en France en 1936), mais aussi par le biais du nationalisme. De ce fait, seule une minorité des ouvriers éprouaient de la sympathie pour le projet de société des communistes; encore moins nombreux étaient ceux qui militaient réellement avec eux; les véritables révolutionnaires, prêts à troquer les acquis du temps présent, même médiocres, pour l'aventure de la "table rase", étaient très rares — les gauches ne parvinrent à s'unir qu'autour de projets très réformistes, comme ceux des Fronts populaires français et espagnol des années 1935-1936, qui visaient à sauver la démocratie et non à la renverser. Enfin l'U.R.S.S. était totalement isolée d'un point de vue diplomatique et les nouvelles qui en parvenaient n'étaient pas spécialement exaltantes pour l'immense majorité, ceux qui n'étaient pas intoxiqués de propagande stalinienne.

La seule exception que l'on peut évoquer, ce fut la République espagnole, dont les communistes prirent le contrôle à partir de 1937 (jamais directement ni officiellement, plutôt par le biais d'une infiltration multiforme de ses institutions); mais on était dans le contexte de la guerre civile, la République était déjà en très grande difficulté: il s'agissait plutôt d'une dérive attribuable à des circonstances exceptionnelles où les capacités d'organisation des communistes firent la différence.

³ Dès la fin des années 1920, les communistes ouest-européens désignaient les socialistes du nom de "social-fascistes", mais dans une toute autre logique qu'au moment des Fronts populaires: il s'agissait alors d'insister sur la ressemblance profonde de tous les partis "bourgeois".

tardif, lié à la victoire des gauches en 1945, et à l'adoption de leur vocabulaire par l'ensemble des Européens¹. D'autre part, ces courants ne se définissaient pas eux-même comme "d'extrême-droite", ni même comme "de droite", ils se proclamaient plutôt "ni de gauche, ni de droite": c'est encore l'autre camp qui a fini par imposer leur classement à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

Cette fiche constitue essentiellement un essai de typologie des régimes dictatoriaux non communistes de l'Europe de l'entre-deux-guerres, destinée à montrer leurs points communs mais aussi et surtout leur diversité; je n'en ferai pas à proprement parler l'Histoire mais j'essaierai d'en dégager les traits essentiels. J'exclus l'Allemagne et la France, pays sur lesquels j'ai rédigé des cours spécifiques. Dans la deuxième annexe, je pose la question, fort polémique en France, des rapports entre certains de ces régimes et l'autre grand régime contestataire de la démocratie à l'époque, le communisme léniniste et stalinien: pour les rapprocher, certains historiens recourent au concept de "totalitarisme"; mais ce concept est vivement contesté. Dans la troisième annexe, je présente le concept de "populisme", qui sert parfois à caractériser partiellement les extrême-droites de l'entre-deux-guerres, mais je le ferai dans un cadre beaucoup plus large, celui du XXe siècle tout entier.

D) Les modes de prise de pouvoir.

L'éviction des démocraties européennes, certes plus ou moins limitées, par des régimes autoritaires est un processus qui a commencé en Hongrie et en Italie à l'aube des années 1920, puis s'est étendu peu à peu à toute l'Europe, y compris la France en juin-juillet 1940, à l'exception des îles britanniques, du Benelux, de la Scandinavie et de la Tchécoslovaquie (jusqu'à son démembrement par l'Allemagne nazie en mars 1939); en revanche il ne toucha pas l'Amérique du nord, mais il connut en Argentine, à la fin du second conflit mondial, un prolongement intéressant d'un point de vue typologique, que j'évoquerai dans la première annexe. Ces événements ne représentent donc pas uniquement une conséquence des

¹ Il s'agit donc d'un phénomène largement posthume: après 1945, il n'y a plus eu de régimes fascistes en Europe (je démontrerai dans le courant de cette fiche que les régimes franquiste et salazariste n'avaient à peu près rien de fasciste). Comme le souligne Milza dès les premières lignes de son manuel, ni les dictatures militaires latino-américaines de l'époque de la guerre froide, ni les « socialismes scientifiques en battle-dress » du tiers monde, ni le régime islamique iranien ne peuvent être qualifiés de fascistes, même s'il y a évidemment des éléments issus du fascisme dans les doctrines islamiques (voyez la fiche R1) comme dans le régime de Nasser ou dans celui de Pinochet. Il ne s'agit que d'éléments isolés au service de synthèses très différentes: baptiser "fascisme" tout et n'importe quoi, y compris parfois (j'écris en 2002) l'idéologie ultra-libérale et conservatrice de Silvio Berlusconi dans l'Italie démocratique et européenne, n'aide à comprendre ni ces phénomènes, ni les fascismes.

turbulences de l'immédiate après-guerre, ni de la crise économique des années 1930. Les dates précises sont: Hongrie, 1919-1920; Italie, 1920-1925 (la date-pivot étant 1922); Pologne et Lituanie, 1926; Portugal, 1926-1928; Albanie, 1928; Yougoslavie, 1929; Allemagne, 1931-1933; Bulgarie, Lettonie et Estonie, 1934; Autriche, 1934-1936; Grèce, 1935; Espagne, 1936-1939 (après une première dictature dans les années 1920); Roumanie, 1938; France, 1940.

Les régimes autoritaires de droite de l'entre-deux-guerres européenne sont arrivés au pouvoir de trois manières: légalement, par le biais d'élections (tenus, bien sûr, sous la pression de la violence de leurs partisans, mais l'important est qu'ils aient tenu à la forme légale de l'accession au pouvoir); à la suite de la confiscation du pouvoir par les hommes qui l'exerçaient face à la menace de la montée de plus extrémistes qu'eux; à la suite de coups d'État militaires. Le troisième cas est le plus rare en Europe — on ne le trouve à l'état pur qu'en Espagne¹. Le second cas est presque aussi rare: il n'y a que deux exemples — c'est le deuxième cas qui représente la grosse majorité, et c'est important, car il s'agit de défaites des forces révolutionnaires face aux forces conservatrices.

A) Prises de pouvoir "dans la légalité": l'exemple du fascisme italien.

Le régime fasciste et le régime nazi ont un point commun essentiel: l'un et l'autre sont arrivés au pouvoir dans le cadre de **procédures politiques formellement régulières**. Certes les élections législatives allemandes de 1932-1933, comme l'appel à Mussolini de la classe politique italienne en 1922, eurent lieu sous une forte pression de la rue, pression largement due aux fascistes et aux nazis; mais ce fut dans les formes et dans les cadres de la démocratie que des partis d'opposition dont l'idéologie était antidémocratique parvinrent au pouvoir: cela indiquait **une capacité à mobiliser contre la démocratie dans l'ensemble d'une société démocratique**. Dans les deux cas, les programmes qui valurent leurs succès électoraux aux contestataires étaient de type attrape-tout: ils mêlaient les attaques contre la faiblesse du régime démocratique et sa corruption (avec des éloges de l'élitisme), l'hostilité au danger marxiste (réel ou supposé) et au capitalisme, l'exploitation de thèmes nationalistes (avec l'exaltation de la violence et de la guerre régénératrice), et des promesses de réformes sociales; en revanche, seul le programme des nazis était antisémite². Ces programmes

¹ En revanche, bien sûr, il est le plus courant en Amérique latine, et ce depuis le XIXe siècle; mais comme cela se place dans le cadre de traditions politiques très différentes, et dans le cadre de sociétés très différentes également, je n'aborderai pas ce thème dans cet exposé.

² S'y ajoutaient, en Allemagne surtout, des dimensions franchement réactionnaires (l'exaltation des campagnes "éternelles" et de la tradition nationale), destinées à ratisser large, jusque dans les milieux dits *Völkisch* — voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2..

s'incarnaient en un homme qui se présentait comme le futur sauveur du pays, l'homme providentiel qui le ferait sortir de la crise où il était plongé.

En Italie, la monarchie "orléaniste" née de l'Unité, qui n'avait jamais été qu'une démocratie fort limitée au mains d'une clique de gros propriétaires terriens et de chefs d'entreprises, avait révélé ses faiblesses durant le premier conflit mondial; le pays, qui n'était entré en guerre qu'en 1915, après de sordides marchandages avec les deux camps, avait bien failli s'effondrer militairement en 1917 à la suite du désastre de Caporetto; puis, en 1919, la victoire avait été mutilée, c'est-à-dire que l'Italie n'avait pas obtenu toutes les terres "irrédentes" qu'elle considérait lui revenir de droit. La guerre avait passablement secoué une société demeurée jusque-là très traditionnelle, surtout au sud; la crise économique de reconversion avait été violente, les chômeurs abondaient, de nombreux anciens combattants, hommes jeunes et qui avaient le sentiment de s'être sacrifiés pour leur pays, ne parvenaient pas à se réinsérer.

Ils furent au cœur de l'in vraisemblable épopée de **Fiume**, qui fut une espèce de brouillon de la montée du fascisme. Cette ville autrichienne avant 1914, de population italienne mais isolée au sein d'un arrière-pays slave, était disputée entre l'Italie et la Yougoslavie; la Conférence de la Paix avait décidé d'en faire une "ville libre" sous mandat de la S.D.N., remettant courageusement à quinze ans la tenue d'un plébiscite. Les nationalistes italiens s'emparèrent de l'affaire; parmi eux, une espèce de Barrès local, le poète Gabriele **D'Annunzio** (1863-1938), dandy égotiste fin-de-siècle depuis longtemps fasciné par le surhomme nietzschéen¹, par la violence et par l'aventure. Jusqu'en 1914, sa révolte n'avait pas dépassé les salons chics, mais il s'engagea (il fut grièvement blessé) et juste après la guerre, il rassembla d'anciens membres des troupes de choc de l'armée italienne au sein d'une milice, les **arditi** (le mot désignait à la fois les membres des unités d'élite et ceux de la milice de D'Annunzio)². En septembre 1919, trois mois après que la population de Fiume eut expulsé *manu militari* les troupes françaises chargées de faire appliquer le mandat, D'Annunzio débarqua à la tête de ses demi-soldes et prit possession de la ville au nom de l'Italie, qui en fut bien embarrassée. Tous ceux que la paix avait déçus se retrouvèrent derrière lui, et Fiume devint le rendez-vous des soldats perdus d'Italie et d'Europe, et d'un certain nombre de révolutionnaires prêts à tout pour accélérer l'effondrement du monde bourgeois³.

¹ Sur Nietzsche, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 1.

²: Des phénomènes du même ordre avaient abouti à l'apparition des "corps francs" en Allemagne.

³ L'éphémère constitution dannunzienne de Fiume était d'inspiration anarcho-syndicaliste. Dans un ordre d'idées assez proche, le futuriste Mario Carli associait explicitement le désordre dannunzien à la révolution bolchevique: « Fiume et Moscou sont deux rives lumineuses. Il convient au plus vite de jeter un pont entre ces deux rives ».

Après deux mois de bras de fer, le gouvernement italien lâcha D'Annunzio et reconnut l'indépendance de Fiume; mais la population refusa et en 1924 l'un des premiers gestes de Mussolini fut d'annexer la ville libre¹.

En ces mouvances d'agités, l'une des figures les plus populaires était celle de Benito **Mussolini** (1883-1945), qui pourtant ne prit pas part à l'épopée de Fiume. Pas plus que D'Annunzio, ce n'était un homme nouveau: avant-guerre, ce fils d'un forgeron et cafetier et d'une institutrice, lui-même (brièvement) ancien instituteur, avait été l'un des chefs de file de la faction d'extrême-gauche révolutionnaire du Parti socialiste italien (juste avant-guerre, il avait dirigé l'*Avanti*, le principal organe du P.S.I.); cependant, il n'avait jamais été tenté par l'internationalisme (en Italie, le nationalisme et la gauche ont toujours été très liés, à cause de l'épopée du *Risorgimento* et de l'Unité; en France, l'essor du marxisme était venu corriger ces tendances, mais en Italie la greffe marxiste n'avait pas pris²). Il s'était rallié à l'union sacrée en octobre 1914, et, un peu comme en France Gustave Hervé, s'était fait le chantre des combats³: de ce fait, il avait été exclu du P.S.I. dès novembre 1914⁴. Il s'engagea, se battit, fut blessé. En mars 1919, très isolé désormais au sein d'une gauche devenue massivement pacifiste, il fonda à Milan un petit groupe assez semblable aux *Arditi* dans son recrutement, les **Faisceaux italiens de Combat**, qui s'affirmait à la fois révolutionnaire et fidèle aux leçons et à la mystique de la guerre: on y trouvait des hommes jeunes⁵, instables et frustrés, un mélange d'anciens combattants, d'anarcho-syndicalistes et de socialistes attirés par une phraséologie très extrémiste. Mussolini situait son groupuscule à l'extrême-gauche. Le symbole du faisceau lui-même venait de la tradition révolutionnaire décimononique, notamment sicilienne; c'était un symbole "de gauche"⁶.

Jusqu'en 1921, le mouvement fasciste demeura marginal (en partie parce que D'Annunzio occupait le devant de la scène): en juin 1920 il n'y avait que cent huit faisceaux, regroupant environ trente mille personnes, et les résultats aux élections étaient calamiteux. Le fascisme attirait cependant déjà des intellectuels en mal d'engagement, notamment des

¹ Aujourd'hui Fiume est croate et s'appelle Rijeka (c'est le même mot, "fleuve", en serbo-croate).

² Selon une opposition classique, peut-être un rien mécanique, Proudhon fut l'idéologue de l'artisanat et du prolétariat pré-industriel, et Marx, celui des prolétaires de la grande industrie moderne (voyez, à ce propos, des notations dans le cours sur la France, notamment au chapitre 6). Le monde pré-industriel était très majoritaire en Italie, sauf dans la vallée du Pô; Mussolini lui-même en était issu.

³ Sur Hervé, voyez le cours sur la France, aux chapitres 6, 9 et 12.

⁴ À cette époque, le P.S.I. suivait une ligne modérée: "ni adhésion, ni sabotage".

⁵ Leur hymne, un ancien chant de soldats devenu plus tard celui de l'Italie fasciste, s'appelait *Giovinezza*. Ce mot signifie "jeunesse"; pour cause d'identification au régime mussolinien, depuis 1945 son usage a décliné au profit de son synonyme *Gioventù*.

⁶ Le faisceau était à Rome un emblème que portaient les licteurs, c'est-à-dire les appariteurs (gardes d'honneur) qui précédaient les magistrats dans leurs déplacements. Un faisceau, c'est un fagot (en latin: *fascis*) de bâtons liés par une cordelette; il en émerge une hache. La symbolique est transparente: "l'union fait la force".

N.B. La forme italienne est *fascio*, au pluriel *fasci*; la forme française "fasciste" est un décalque, et soit donc se prononcer à l'italienne (le "sc" doit se prononcer "ch", non "ss").

écrivains et artistes futuristes, parmi lesquels le poète Filippo Marinetti (1876-1954)¹; et **son programme s'inspirait très largement des idées anarcho-syndicalistes**²: proclamation de la République, autonomies locales et stricte limitation du rôle de l'État, gouvernement par le biais de référendums locaux, abolition du service militaire, liberté de presse, de conscience, de religion; convocation d'une "Constituante internationale des Peuples", désarmement (mais le premier fascisme n'avait rien d'internationaliste, son projet était purement italien); confiscation des biens des congrégations; journée de huit heures, dissolution des sociétés anonymes, suppression de la spéculation boursière et bancaire, impôt sur le capital, participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, réforme agraire (mais il n'était pas question de collectivisme, idée marxiste). Bref, Mussolini chassait sur les terres des socialistes, qu'il considérait comme les siennes: il était bien un socialiste — mais de l'espèce "nationale", par opposition aux marxistes qu'il détestait parce que la lutte des classes et l'internationalisme étaient des ferments de dissolution de la nation.

Cependant une vague d'agitation secouait le pays: agitation nationaliste et surtout sociale (avec notamment des occupations de grands domaines par des ouvriers agricoles). Dans un premier temps, les fascistes soutinrent les grèves et les occupations de terres; mais en même temps, pour tenter de les récupérer à leur profit, leurs *squadre* (pluriel de *squadra*: "escouades") en chemises noires et fez³ s'attaquaient aux dirigeants socialistes, légalistes en majorité mais complètement dépassés, ainsi qu'aux responsables syndicaux. Les différences doctrinales avec les socialistes marxistes, dont une partie se disaient désormais communistes⁴, s'exaspéraient de la concurrence pour une même clientèle, la classe ouvrière, et débouchèrent rapidement sur des haines inexpiables. Ce fut dans ce contexte que **les fascistes**, qui étaient d'anciens soldats "brutalisés" par quatre ans de guerre et des paysans (parfois récemment devenus ouvriers ou employés) dépourvus de toute culture démocratique, **inaugurèrent des méthodes de combat extrêmement brutales** pour l'époque, même si les bolcheviks faisaient nettement pire (mais en Russie les relations sociales avaient toujours été bien plus dures) et si en ce domaine comme en d'autres l'élève Hitler dépassa largement son maître: des incendies, des attentats. On n'avait jamais vu cela avant 1914: avec la violence des communistes et des anarchistes italiens, elle aussi nouvelle (et moins brutale, mais

¹ Le premier *Manifeste futuriste* de Marinetti date de 1909; il est paru en France, dans *Le Figaro*. Le futurisme était un vitalisme antirationaliste caractéristique de la génération nietzschéenne, une apologie de la guerre, "seule hygiène du monde", du geste agressif, de la vitesse et du mouvement, en haine de la mesure et de la culture traditionnelle, avec de fortes influences anarchistes.

² Ce mot désigne plutôt une mouvance française; mais l'idéologie était la même.

³ La coiffure turque de l'époque: c'était un héritage de guerres coloniales dans ce qui est aujourd'hui la Lybie. De même, les chefs des *squadre* étaient surnommés les "ras", du nom des chefs féodaux abyssins (en 1895-1896, l'Italie avait fait une tentative malheureuse pour conquérir l'Abyssinie, l'actuelle Éthiopie; elle s'était installée dans les marges érythréennes et somaliennes).

⁴ Le parti communiste italien (P.C.I.) naquit en janvier 1921, au congrès de Livourne. Bien entendu, la scission communiste affaiblit beaucoup le P.S.I.

inquiétante surtout au vu de ce qui se passait au même moment en Russie), cela surprit et affola la classe politique et les élites, habituées à contrôler le peuple par des méthodes traditionnelles (essentiellement le clientélisme) ordinairement exemptes de violence ouverte.

Dès l'automne 1920, **la violence des fascistes commença à porter des fruits paradoxaux: une partie des élites et hommes d'ordre se jeta dans les bras de Mussolini**, par terreur du communisme (pourtant, la vague révolutionnaire était déjà en train de refluer, mais la pétoche était intacte), parce que Mussolini partageait avec eux la haine de l'"Ancien Régime" (la monarchie semi-démocratique) et le fanatisme national, parce qu'il prétendait rétablir l'ordre; enfin, parce qu'ils firent le pari stupide qu'il serait possible de le contrôler, quitte, plus tard, une fois qu'il aurait fait le sale boulot, à intégrer le fascisme à la vie politique italienne comme on avait intégré les socialistes modérés avant 1914. Les fascistes acquirent une popularité croissante parmi les nombreux Italiens hostile à la révolution marxiste, dans la bourgeoisie bien sûr, mais aussi chez certains ouvriers et paysans (à commencer par les catholiques; mais aussi tout simplement les nationalistes, nombreux dans tous les milieux). Cela permit au parti fasciste de sortir de son ghetto et de commencer à recruter dans toutes les classes sociales, ce qui confortait le discours mussolinien sur l'unité retrouvée de la nation¹. Les militants affluaient, l'argent aussi (le patronat et les propriétaires fonciers s'intéressaient de plus en plus à Mussolini), tandis que l'échec de D'Annunzio à Fiume éliminait le principal concurrent.

Le programme des fasci s'infléchit rapidement: sans abandonner la rhétorique populiste d'allure socialisante, il faisait de plus en plus de place aux thèmes nationalistes. Ce fut alors la **terreur** contre la gauche révolutionnaire, le règne du *manganello* (le gourdin) et de l'huile de ricin², les grèves brisées, les bourses du travail attaquées... La gauche, progressivement, perdit pied, d'autant qu'elle était toujours incapable de s'unir (les communistes, dans une logique révolutionnaire, s'attaquaient très violemment aux plus modérés); le régime monarchique était dépassé, lorsqu'il n'était pas complice. Le caractère militaire des *fasci* et des autres officines mussoliniennes (il y avait notamment des ligues agraires fascistes) était de plus en plus prononcé. **Les fascistes ne se percevaient** absolument pas comme des conservateurs mais **comme des révolutionnaires**, au sens que les durcissements des années d'avant-guerre, puis la révolution russe avaient donné à ce mot: la révolution c'était la table rase, la violence régénératrice, indispensable pour en finir avec un monde irrémédiablement pourri. Ils se posaient comme **les porteurs de valeurs nouvelles**

¹ Sur ces points cruciaux, je ne suis pas Milza, qui fait du fascisme, à partir de l'automne 1920, une force essentiellement bourgeoise, les prolétaires ne lui servant que de masse de manœuvre. Cela correspond à une divergence fondamentale: je ne crois pas aux déterminismes sociaux en Histoire politique.

² Destinée à provoquer de spectaculaires diarrhées (en public): il peut être aussi efficace d'humilier que de tuer.

d'action, de dynamisme, de courage physique, etc.; ils affichaient leur **volonté de balayer les élites** en place (ce discours visait essentiellement les élites politiques, mais épargnait largement les patrons); **le tout au nom de la nation**, qu'il fallait régénérer, et pour cela d'abord réconcilier — de ce fait, ils ne s'attaquent pas aux classes dirigeantes, à l'exception de quelques symboles, mais acceptaient volontiers leur collaboration lorsqu'elles acceptaient de se mettre à leur service.

Cette poussée terroriste s'accompagna de premiers **succès électoraux** en 1921 (trente-cinq députés fascistes furent élus). Alors Mussolini dut choisir entre une stratégie axée sur la victoire électorale et l'accession au pouvoir dans la légalité, et une stratégie d'action violente, de renversement du régime par la foule (ce qu'on appelait dans les milieux fascistes "la marche sur Rome", en référence à César). Or cela ne s'était jamais produit dans l'Histoire moderne de l'Europe, à l'exception de la révolution de février 1917 en Russie, laquelle n'avait débouché que sur l'anarchie¹. Aussi, assez vite, Mussolini choisit la première option, malgré l'hostilité d'une partie de sa base; il craignait aussi que la violence fasciste, qu'il contrôlait mal, ne finît par indisposer les gens d'ordre. **En novembre 1921, les fasci se transformèrent en un parti politique**, dont le programme était désormais des plus prudents: il prétendait protéger la propriété privée; les mesures sociales qu'il réclamait (la constitution de syndicats "nationaux", l'interdiction des grèves dans les services publics) étaient ambiguës et pouvaient fort bien convenir aux conservateurs. En revanche, l'aspect "revanchard", nationaliste du fascisme était de plus en plus hypertrophié. Les patrons ayant évidemment tendance à favoriser les syndicats fascistes "nationaux" par rapport aux syndicats révolutionnaires internationalistes, et une adhésion à un syndicat fasciste valant adhésion au parti fasciste, le nombre d'adhérents explosa: ils étaient sept cent mille en juillet 1922; les anciens squadristes, cependant, étaient fort mal contrôlés, ce qui mit Mussolini en difficulté. Mais en ce même mois de juillet 1922, une tentative de la gauche pour organiser **une grève générale antifasciste échoua**, malgré le ralliement des communistes au mot d'ordre. Les fascistes, prétendant se substituer à l'État pour maintenir l'ordre, prirent d'assaut les bourses du travail et les sièges des syndicats, et, au terme de batailles rangées qui durèrent parfois plusieurs jours, forcèrent les grévistes à reprendre le travail.

Les centristes libéraux au pouvoir, complètement paralysés par leurs divisions et inconscients des enjeux, jetèrent l'éponge: la voie était libre pour Mussolini, qui posait au modéré — après un vote de l'Assemblée, en octobre 1922, avant même les élections législatives, le roi lui confia les rênes du pouvoir. La classe politique ne broncha pas. La fameuse **"marche sur Rome"** promise par Mussolini et que les fascistes avaient commencé

¹ Celle d'octobre en revanche n'avait été qu'un putsch mené par quelques milliers de personnes soigneusement encadrées. Sur l'une et l'autre, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

à organiser, plus à titre d'intimidation que de tentative réelle de révolution, se transforma en une parade triomphale *a posteriori*. Puis, en un peu plus de deux ans, Mussolini, qui n'avait toujours que trente-cinq députés, finit d'éliminer la gauche, en recourant à la violence et à l'intimidation (en juin 1924, le secrétaire général du P.S.I., Giacomo **Matteotti**, né en 1885, fut assassiné dans des conditions sordides¹) mais aussi en profitant de ses divisions et de ses erreurs (à la suite de l'affaire Matteotti, une centaine de députés d'opposition "se retira sur l'Aventin", comme la plèbe romaine aux heures de la lutte contre le patriciat, c'est-à-dire qu'elle refusa de participer à la vie parlementaire, ce qui permit à Mussolini de faire voter des mesures d'exception à son gré). Le centre se rallia ou se coucha. Les fascistes obtinrent 65% des voix aux élections d'avril 1924. Toute opposition fut mise hors la loi en janvier 1925. En décembre, Mussolini obtint les pleins pouvoirs. En novembre 1926, à la suite d'une tentative d'assassinat contre le *Duce*, les "lois fascistissimes" mirent fin à toutes les libertés démocratiques.

B) Prises de pouvoir contre les fascistes: l'Europe centrale.

Des groupes du même genre, mi-partis mi-milices, regroupant d'anciens combattants et des excités nationalistes au nom d'une idéologie nettement révolutionnaire, apparurent dans à peu près tous les pays d'Europe dans les années 1920 et surtout dans les années 1930, très fortement inspirés de l'exemple mussolinien, et de plus en plus aussi, dans la deuxième moitié des années 1930, de l'exemple hitlérien; j'en donnerai plus bas moult imprononçables exemples. Nulle part, sauf en Allemagne et en Roumanie, ils ne parvinrent à conquérir le pouvoir avant la guerre: lorsque la démocratie s'effondra dans ces pays, au moins dans un premier temps elle céda la place à des régimes dictatoriaux qu'ils ne contrôlaient pas, mais qui au contraire s'étaient constitués en opposition à eux. Frappant est le nombre de pays où ce sont en fait **les hommes au pouvoir, les conservateurs**, qui **ont confisqué les institutions** afin d'arrêter une dérive extrémiste impulsée non pas par la gauche marxiste mais par une mouvance nationaliste populiste ou révolutionnaire.

Je ne crois pas qu'il faille interpréter ce type de processus, comme on l'a beaucoup fait après 1945, comme "les possédants faisant bloc avec les fascistes contre la gauche avant de reprendre le contrôle sur leurs créatures". La gauche était faible en Europe centrale, tout simplement parce que dans ces sociétés très rurales son ouvriérisme de principe manquait de

¹ Un moment, cet assassinat, dû semble-t-il à des squadristes incontrôlés qui avaient outrepassé les ordres, déstabilisa Mussolini.

bases sociales; la répression (pas toujours spécialement modérée) exercée par les démocraties conservatrices des années 1920 était bien suffisante pour la tenir à l'écart du pouvoir — parfois, d'ailleurs, on la vit applaudir aux coups d'État conservateurs antifascistes. Les milieux marxistes révolutionnaires étaient franchement marginaux¹, d'une part parce que l'U.R.S.S. était proche et qu'en Europe centrale tout le monde savait très bien qu'il s'y déroulait un cauchemar; d'autre part parce que c'étaient des populations dont la renaissance nationale venait à peine de s'achever — elles étaient à peu près imperméables à l'internationalisme marxiste, lequel, de plus, prenait désormais la forme concrète d'un retour d'impérialisme du séculaire oppresseur russe, sous un déguisement bolchevique qui ne trompait personne.

Une seule exception: en **Hongrie**, un régime autoritaire s'installa à l'été 1919 sur les ruines de la République des soviets de Bela Kun, qui avait joui d'un soutien minoritaires certes, mais point du tout marginal². C'était l'apogée de la contagion bolchevique en Europe centrale; et la Hongrie, État récemment réapparu sur les ruines de l'Autriche-Hongrie mais complètement démembré par les traités de paix, sillonné en tous sens par différentes armées étrangères, était le pays le plus faible d'Europe. À partir de 1920, le danger communiste disparut pratiquement des rives du Danube — ce qui n'empêchait pas certains de continuer à en agiter le spectre, dans le but de réprimer plus commodément la gauche modérée.

D'autre part, les mouvances contre lesquelles se firent les coups d'État en Europe centrale n'avaient rien de conservateur: c'étaient des révolutionnaires qui recrutaient largement dans la plèbe urbaine, et dont la violence et la radicalité effrayaient les possédants, les conservateurs. C'étaient elles, le seul vrai danger subversif — l'exemple italien l'avait bien montré dès 1922, le désastre allemand vint le confirmer en 1933. Je choisirai donc un autre schéma interprétatif: **les institutions** fort démocratiques, mais trop faibles, des années 1920 **ayant montré leur incapacité** à résister aux tensions issues de la crise économique (et autres), **il se forma un consensus pour confier le pays à un "homme fort"**, chargé d'arrêter à tout prix la progression des populismes révolutionnaires (un peu comme en France en 1958, face à l'aggravation du problème colonial, mais sans traditions démocratiques pour éviter les dérives). En général ce consensus ne dura pas très longtemps, car **l'homme providentiel en**

¹ Même si après 1945 les communistes, parvenus au pouvoir dans toute l'Europe centrale, ont reconstruit l'Histoire de cette région à leur convenance, prétendant avoir constitué la principale force révolutionnaire, et que toutes les forces "bourgeoises", gauche modérée comprise, n'avaient fait que se liguer pour les empêcher d'accéder au pouvoir. Il est tout de même bien difficile de croire, par exemple, que les communistes roumains, qui étaient quelques centaines, la plupart en exil en U.R.S.S., aient été le péril contre lequel le régime en place s'est peu à peu durci dans les années 1930! En Estonie en juin 1940 il y avait entre cent trente et cent cinquante communistes (pour un million cinquante mille habitants): le P.C.E. était si faible qu'en 1938 ses dirigeants avaient été graciés par la dictature conservatrice.

² Voyez la fiche P4.

question se révéla le plus souvent un homme de droite, et son régime fort répressif; et aussi parce que les régimes autoritaires établis pour faire barrage aux extrémistes se révélèrent eux-mêmes sujets à des glissements vers l'extrémisme.

Typique est le cas de la **Bulgarie** où en 1934 le tsar Boris III (1894-1943, tsar de 1918 à sa mort) imposa une dictature en accord avec l'armée pour éviter une prise du pouvoir par l'ancien premier ministre Zankoff, qui, en 1931, avait pris la tête d'un mouvement fascisant, le Mouvement national social. Le schéma est le même, en gros, pour les deux pays baltes septentrionaux; en **Lettonie**, en 1934, le président élu Karlis Ulmanis (1877-1942), *leader* de l'Union paysanne, bannit à la fois les sociaux-démocrates et les fascistes de la *Perkonkrusts* (la "Croix du tonnerre") que dirigeait un ancien combattant des corps francs antobolcheviks, Gustav Zelmin, fortement inspiré par Hitler. En **Estonie**, les institutions très faibles mises en place en 1920¹ avaient du mal à résister aux pressions de la Ligue des Vétérans de la Guerre d'Indépendance de l'Estonie (*Eesti Vabadussõjalaste Liit*) d'Artur Sirk (1900-1937), une association d'anciens combattants qui s'était rapidement politisée, recourant à une rhétorique et à des modes d'actions inspirés à la fois des nazis, des fascistes et du mouvement agrarien finlandais². Les *vapsid*, comme on les appelait, multipliaient les marches et les parades, arboraient des uniformes d'un goût germanique, professaient l'anticommunisme et l'antisémitisme; leur ligue recrutait dans toutes les couches de la société. En 1932-1933, il y eut une bataille d'amendements constitutionnels, proposés les uns par l'E.V.L. et les autres par les partis au pouvoir, qui avaient tous pour but de renforcer le pouvoir exécutif. Finalement un référendum convoqué par la Ligue déboucha sur un résultat positif, et le pays se dota d'une nouvelle constitution (en 1933). Mais les premières élections organisées selon le nouveau système menaçaient, en toute logique, de porter les *vapsid* au pouvoir; aussi, en mars 1934, quelques jours avant le scrutin, le président Konstantin Päts (1874-1956), dernier chef de

¹ La constitution de 1920 prévoyait une assemblée unique (le *Riigikogu*), élue au suffrage universel à la proportionnelle intégrale; elle désignait et pouvait renvoyer à tout moment le chef de l'exécutif, qui n'avait même pas le titre de chef de l'État mais seulement celui d'"ainé de l'État" (*Riigivanem*). Tous les ministres devaient appartenir à l'Assemblée. Le résultat, ce fut qu'il y eut vingt et un gouvernements en quatorze ans; les chefs de l'exécutif étaient le plus souvent des intellectuels issus du mouvement nationaliste (Konstantin Päts et Jaan Tõnisson alternèrent au poste de *Riigivanem*), autrement dit fort peu armés pour la gestion de l'économie. Or le pays était minuscule et frontalier de l'U.R.S.S, dans une zone d'une grande importance stratégique...

² (Note pour les maniaques et les insomniaques) Il s'agissait du "mouvement Lapua" (du nom du lieu de leurs premiers exploits), plus tard rebaptisé I.K.L. (*Isänmaallinen Kansan Liike*, "ligue patriotique populaire"), né en 1929 et dirigé par Vittorio Kosola; c'était un mouvement très anticommuniste (dans un pays qui avait échappé de peu à une prise de contrôle par l'Armée rouge en 1918), qui s'inspirait des comportements et de l'idéologie de Mussolini, mais avec une forte coloration ruraliste et vaguement paganiste (certains courants se réclamaient d'une mythique religion nationale pré-chétienne). Elle s'était distinguée notamment par une marche sur Helsinki, en juillet 1930, qui avait abouti à la démission du gouvernement. Cependant la démocratie finlandaise ne s'était pas effondrée: un coup d'État échoua en 1932, et l'influence électorale de l'I.L.K. culmina à 8% en 1936; deux ans plus tard, elle fut interdite.

l'exécutif de l'ancien système resté au pouvoir à titre provisoire avec la mission de préparer le scrutin, proclama l'état d'urgence et la loi martiale.

Ce schéma-type présente quelques variantes. En **Autriche**, le chancelier Engelbert Dollfuss (1892-1934), arrivé au pouvoir en tant que représentant des milieux agrariens et d'un courant politique "chrétien-social", prit les pleins pouvoirs en mai 1934 en s'appuyant entre autres sur une formation fascisante locale (la *Heimwehr*, soutenue par Rome; elle avait des représentants au gouvernement depuis 1930), dans le but de résister aux nazis locaux, apparus en 1926¹, qui voulaient le rattachement à l'Allemagne; mais il fut assassiné en juillet 1934, lors d'une tentative de putsch nazi, et le nouveau chancelier, Kurt von Schuschnigg (1897-1977), marginalisa, puis élimina la *Heimwehr*, et tenta d'éliminer les nazis. En **Yougoslavie**, ce fut face au péril séparatiste croate qu'en janvier 1929 le roi Alexandre Ier (1888-1934) décida de suspendre les partis et d'imposer une dictature personnelle; mais les "oustachis", les nationalistes croates dirigés par Ante Pavelic (1889-1959), véhiculaient une idéologie proche du fascisme. Après son assassinat par un oustachi lors d'une visite officielle en France, à Marseille en octobre 1934, le régime qu'il avait mis en place continua sous la houlette de son fils Pierre II; le premier ministre Milan Stojadinovic (1888-1961) se faisait appeler *Vodja* (une version serbo-croate de *Duce*), mais la fascisation du régime demeura très superficielle.

L'exemple de la **Roumanie** montre que cette stratégie du coup de force conservateur mené par le pouvoir en place contre les extrémistes pouvait à terme déboucher sur un échec. Dans ce pays, en 1927 un certain Corneliu Codreanu (1899-1938) avait fondé une Légion de l'Archange saint Michel, un mouvement mystique, hystériquement nationaliste (les légionnaires portaient sur leur poitrine un sachet de terre roumaine), hostile à la démocratie roumaine (ou à ce qui en tenait lieu), très anticommuniste, très anticapitaliste et maladivement antisémite, avec cependant, dans ce pays très rural où il était peu rentable politiquement de chercher à séduire un prolétariat urbain squelettique, d'autres aspects qui ne rappelaient guère le fascisme: Codreanu prônait le retour à la terre et proclamait sa haine du monde des villes. Au début des années 1930, la Légion multiplia les attentats et se dota d'une milice, la Garde de Fer, hostile à la monarchie qui cependant la tolérait. L'agitation croissante finit par décider le roi Charles/Carol II (1893-1952, roi de 1930 à 1940) à prendre les devants: en février 1938, il dissolut les partis politiques et imposa un régime autoritaire conservateur. Codreanu fut arrêté, puis abattu en novembre au cours d'une "tentative d'évasion"; mais lorsqu'en septembre 1940 l'Allemagne hitlérienne humilia la Roumanie en attribuant la Transylvanie (de peuplement mixte roumano-magyar) à son alliée hongroise, le roi dut abdiquer et l'un des

¹ En réalité, ils existaient depuis 1919, avant même les nazis allemands: 1926 est la date de leur sujétion à la N.S.D.A.P. Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

dirigeants de la Garde de Fer, le général Ion Antonescu (1882-1946), prit le pouvoir et devint le *Conducator* de la Roumanie.

Un autre exemple d'échec de cette stratégie est celui de l'**Allemagne**, que je traite en détail au chapitre 2 du cours sur ce pays. Dans les trois dernières années du régime de Weimar, il y eut trois tentatives successives pour stopper l'ascension de Hitler en établissant un régime présidentiel fort (avec Brüning), puis un régime autoritaire conservateur (avec von Papen), puis, dans la panique de la fin 1932, une espèce de dictature militaire "sociale" non nazie, mais déjà bien mâtinée de thématiques fascistoïdes (avec von Schleicher) — le tout d'ailleurs sans modification officielle des institutions républicaines. Ces trois tentatives n'aboutirent qu'à affaiblir les rares soutiens qui demeuraient à la République: elles firent le lit du nazisme.

Moins net est l'exemple de la **Pologne**: ce fut en 1926, c'est-à-dire avant le grand essor des ligues et partis fascistes (laquelle, hors d'Italie, date essentiellement des années 1930), que le maréchal Joseph Pilsudski (1867-1935), "père de l'indépendance" et président de la République de 1918 à 1921, mit fin par un coup d'État à la constitution parlementaire qu'il avait lui-même accordée en 1921, et qui avait rendu le pays ingouvernable; il domina le régime issu du coup d'État depuis le poste de ministre des Affaires étrangères. Au départ, la constitution polonaise fut simplement modifiée dans le sens d'un renforcement de l'exécutif, mais les élections et le pluripartisme étaient maintenus. Ce ne fut que peu à peu que le régime dériva vers une franche dictature militaire: le régime maintenu après la mort de Pilsudski en mai 1935 porte le nom de "dictature des colonels"; mais les courants fascistes et nazis demeurèrent sous contrôle jusqu'au bout (il faut dire qu'il était difficile de se réclamer de l'exemple allemand!). En **Lituanie** le président Antanas Smetona (1874-1944) gouverna sous le régime de l'état de siège à partir de décembre 1926. En **France**, ce fut également en l'absence de tout danger fasciste immédiat, mais dans le contexte d'un désastre militaire, qu'en 1940 l'ensemble ou presque de la classe politique se jeta dans les bras d'une antique et providentielle baderne dont tous ignoraient le programme précis, mais dont chacun savait bien que ce n'était pas un républicain.

C) Prise de pouvoir par coup d'État militaire: l'exemple espagnol.

Dans le monde méditerranéen, l'intervention de l'armée dans les conflits politiques était une tradition ancienne — bien plus qu'en Europe centrale où les armées étaient récentes et faibles, même s'il faut noter qu'elles jouèrent un rôle important dans les événements en Bulgarie et en Pologne. Selon un schéma finalement assez proche du cas polonais, en **Grèce**, la monarchie, abolie en 1924 (avec l'appui de l'armée), fut rétablie en octobre 1935 à la suite d'un coup d'État militaire, en l'absence de danger fasciste mais avec l'assentiment des partis républicains lassés d'un régime ingouvernable; le roi Georges II et le général Ioannis Metaxas (1871-1941) imposèrent leur dictature de 1936 à la mort de Metaxas durant la campagne contre l'envahisseur italien¹. Au **Portugal**, les événements suivirent un cours assez parallèle. La monarchie se révélant incapable de freiner la séculaire décadence du pays des grandes découvertes, la République avait été proclamée en octobre 1910; elle se révéla bien vite incapable de faire face aux problèmes du pays: retard économique et pauvreté, isolement diplomatique et intellectuel, poids excessif de l'Église. Il y eut cinquante gouvernements en seize ans; l'agitation et les attentats étaient incessants. Deux premières tentatives de dictature, une militaire puis une civile, échouèrent en 1915-1918². Il s'ensuivit une guerre civile (1919-1920), puis une série de tentatives de putschs; finalement deux coups d'État successifs, en mai et juillet 1926, donnèrent naissance à un régime militaire, repris en mains par les civils à partir de 1933 mais pas devenu plus démocratique pour autant, le régime salazariste.

En **Espagne**, ce fut un coup d'État militaire "pur", c'est-à-dire mené contre les dirigeants en place (et non à leur demande), qui mit fin à la démocratie: en Espagne la société était bien plus complexe qu'au Portugal et en Grèce, ce qui faisait qu'il y avait des forces démocratiques; mais les forces hostiles à la démocratie étaient pratiquement aussi fortes et l'armée était leur principal porte-parole, ce qui provoqua une mêlée sanglante de trois ans — finalement arbitrée, pour l'essentiel, par l'aide italienne et allemande au camp antidémocratique. Pour comprendre la profondeur de la division de l'Espagne, la genèse de ces deux Espagnes, la "rouge" et la "noire", qui s'affrontèrent sans pitié en la guerre civile la plus sanglante du XXe siècle à l'ouest de la Russie, il faut effectuer un assez long retour en arrière.

L'Espagne a traversé tout le XIXe siècle sans trouver d'équilibre politique, sans résoudre le problème de l'apport des Lumières à la tradition nationale; ce n'est qu'avec Juan Carlos, monté sur le trône en 1975, qu'elle est parvenue à "terminer la Révolution". C'est que les Lumières, les idées nouvelles nées en France au XVIIIe siècle (pour simplifier), lui ont été imposées de l'extérieur, dans des conditions dramatiques: une **invasion française** particulièrement humiliante pour

¹ D'après Milza, le régime Metaxas n'avait rien de très fasciste, sauf quelques velléités et quelque gesticulation. Il n'y avait pas de véritables courants fascistes.

² Le Portugal entra en guerre en mars 1916, aux côtés de l'Entente.

un pays qui se concevait comme le cœur de la catholicité militante et n'avait jamais été occupé depuis les Arabes, "glorieusement" expulsés au Moyen Âge lors de la Reconquête. Au XVI^e siècle l'Espagne avait conquis l'essentiel du continent américain¹, et avait été la première puissance d'Europe jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Puis elle était entrée en décadence, mais elle n'en avait pas clairement conscience. L'occupation du pays par les troupes napoléonienne, en 1808, se doubla de l'imposition d'un souverain non légitime: les rois Charles IV, puis Ferdinand VII, qui étaient des Bourbons (descendants directs de Louis XIV), furent déposés et remplacés par le frère de Napoléon, Joseph².

Il y avait pourtant en Espagne des forces libérales; il y avait eu, malgré tout, un mouvement des Lumières (les "*alumbrados*", littéralement: les "éclairés"). Des représentants de ce courant libéral se réunirent aux *Cortes* ("Cours", c'est-à-dire Parlement) de Cadix, une assemblée d'opposants aux Français qui se tint dans une ville située hors de portée des troupes napoléoniennes; pour faire entrer l'Espagne dans la modernité tout en se donnant les moyens de mieux lutter contre l'envahisseur français, elles la dotèrent de sa première Constitution (en 1812). Mais les libéraux gaditains étaient isolés, d'autant que les Français les assiégeaient. Partout ailleurs ce furent le peuple, le clergé, la noblesse qui résistèrent aux Français, et ils résistent au nom de la tradition et de la religion: **L'Espagne fut une gigantesque Vendée**. Et cette résistance remporta la victoire: dès décembre 1813, la couronne d'Espagne fut restituée à Ferdinand VII. Entre-temps, une partie des *alumbrados* espagnols avait collaboré avec l'occupant "révolutionnaire" (ainsi la famille de Montijo, qui plus tard donna une impératrice à la France), ce que le pays ne leur pardonna pas — on les traitait d'"*afrancesados*", littéralement de "francisés", et sous ce qualificatif insultant on englobait souvent tous les libéraux.

De ce fait, l'Espagne a longtemps eu **une puissante extrême-droite légitimiste**, très militante, voire fanatique, et très portée à la violence, une droite de croisade fondamentalement réactionnaire, cléricale et anti-moderniste (mais ni raciste ni révolutionnaire); contrairement à ce qui s'est passé en France, cette

¹ L'essentiel pour l'époque: les futurs États-Unis étaient alors une zone pauvre et presque déserte, et le Brésil ne valait guère mieux, alors que l'Espagne avait hérité des Empires inca et aztèque.

² Charles IV (1748-1819) était monté sur le trône en 1788. En 1808, il fut forcé d'abdiquer en faveur de son fils Ferdinand VII (1784-1833), qui n'exerça une apparence de pouvoir que durant quelques semaines avant d'être placé en résidence surveillée en France. Son règne réel n'a commencé qu'à son retour dans sa capitale en 1814, et s'est poursuivi jusqu'à sa mort. Joseph Bonaparte (1768-1844) avait été roi de Naples (1806-1808) avant de régner sur l'Espagne sous le nom de Joseph/José I^{er} (1808-1813) — les Espagnols le surnommaient *Pepe Botellas* à cause de ses jambes enflées.

extrême-droite **est restée extrêmement populaire jusqu'à l'époque de Franco.** Plus nettement (et plus tôt) que la droite légitimiste française, elle s'est appuyée sur le nationalisme: celui du centre, de la Couronne, de Madrid — un nationalisme impérial par rapport aux provinces et aux minorités nationales, mais aussi un nationalisme "de repli" sur la péninsule: il y a belle lurette que l'Espagne a renoncé à guerroyer en Italie et la guerre contre les Français était une guerre de défense¹. Elle a même su rallier une partie des nationalistes non castillans, notamment parmi les Basques, dont le combat s'est articulé, outre la lutte contre le centralisme madrilène, autour de la défense du catholicisme et du refus du monde industriel et urbain (synonyme d'invasion des provinces basques par des populations ouvrières non bascophones, et peu croyantes)².

La vie politique espagnole au XIXe siècle fut très heurtée. La **Restauration** (1814-1833) fut une période particulièrement dure. Ferdinand VII rétablit l'Inquisition, ainsi que la plupart des privilèges nobiliaires (notamment les majorats, c'est-à-dire l'inégalité des enfants des grandes familles devant l'héritage dans le but de maintenir la puissance familiale). Un nouveau traumatisme vint s'ajouter à celui de l'invasion française, celui de l'indépendance des colonies d'Amérique: parties à la dérive faute d'autorité centrale à partir de 1808, péniblement reprises en main en 1814-1815, elles se révoltèrent à nouveau entre 1819 et 1821, sauf Cuba et Puerto Rico; c'était aussi au nom du libéralisme français (et américain...). L'opposition libérale, dépourvue de moyens d'expression légaux, s'exprimait essentiellement par le biais de ***pronunciamientos***: ce mot désigne une "proclamation", un "cri" lancé à l'opinion par un personnage qui prétend parler en son nom et se pose en chef potentiel de la nation. En général, les auteurs des proclamations sont des militaires et les *pronunciamientos* précèdent immédiatement des coups de force, le plus souvent des soulèvements de garnisons; ils peuvent dégénérer en coups d'État, au point qu'en espagnol le mot *pronunciamiento* est aujourd'hui un synonyme de "coup d'État". En 1820 le *pronunciamiento* du général Rafael del Riego (1785-1823) força le roi à rétablir la Constitution de Cadix et ouvrit le *trienio liberal* (les trois ans de libéralisme politique), fermé par la sanglante intervention française de 1823: la France de

¹ Il y a quand même eu des velléités persistances de continuer la Reconquête en Afrique du nord, mais elles n'ont pas donné grand-chose; et puis elles s'inscrivaient dans une mentalité commune à tous les Européens de l'époque, on ne peut donc pas les traiter comme l'expression d'une agressivité particulière.

² Bien sûr, le nationalisme basque est en conflit structurel avec celui de Madrid; mais aujourd'hui encore l'idéologie d'E.T.A.. est fondamentalement du type que je viens de décrire, une bonne pincée de racisme en plus (les Basques sont censés être les seuls Européens "purs"), même si, pour des raisons de respectabilité internationale dans les années 1960 à 1980, elle s'est parée d'oripeaux gauchistes, à la crédibilité plus que réduite.

Louis XVIII servit de bras séculier à la Sainte Alliance¹. **La vie politique espagnole n'avait pas d'autres traditions que la violence et l'armée prit l'habitude d'intervenir régulièrement** en tant que porte-parole de la nation.

Ces tendances s'aggravèrent avec les **guerres carlistes**. Cette série de guerres civiles commença en 1833, à la suite d'une querelle successorale. Ferdinand VII n'avait eu qu'une fille, Isabelle II (1830-1904), âgée de trois ans à la mort de son père. Il en avait fait son successeur, ce qui allait contre les traditions: en Espagne, la loi salique était en vigueur. La Reine-mère, régente, et les libéraux appuyèrent la décision de Ferdinand; mais son frère Carlos, évincé du trône, déclencha une guerre civile au nom de la légitimité, de la tradition et du Christ-Roi. Il souleva en fait essentiellement les provinces hostiles à Madrid, jalouses de leurs *fueros*, leurs privilèges (la Catalogne, le Pays basque, la Navarre). Cet épisode ressemblait très fort au soulèvement de 1808 (les prêtres et les notables locaux y jouèrent un rôle majeur; il prit la forme d'une guérilla). La première guerre carliste, qui dura jusqu'en 1839, provoqua aussi le surgissement d'un anticléricalisme très virulent, notamment à Madrid.

Dans les années 1830, avec l'influence française et anglaise et par opposition aux carlistes, l'Espagne se dota d'une Constitution et de gouvernements libéraux. Mais ce libéralisme politique était très mal accepté du peuple (en particulier parce que les libéraux procédèrent à la confiscation des biens de l'Eglise, la *desamortización*), et les institutions fonctionnaient mal. À plusieurs reprises un militaire exerça la réalité du pouvoir avec le titre de "régent"; entre ces périodes l'instabilité politique était grande. La classe dirigeante "éclairée" se montra incapable de moderniser l'Espagne: l'entrée dans la Révolution industrielle se fit par les périphéries (Barcelone, Valence, Bilbao, Santander) et contre l'État; contre l'Espagne même pourrait-on dire, car de ces marges, les plus dynamiques se trouvaient être de langue catalane ou basque. En revanche, l'intérieur du pays, notamment la Castille et la Manche, vivait encore quasiment au Moyen Âge.

Après une phase de durcissement politique, un *pronunciamiento* de la flotte de Cadix renversa la monarchie en 1868. Ce fut la **première République**: elle échoua très vite. Il y eut des émeutes de travailleurs agricoles, une seconde guerre carliste à partir de 1872, des révoltes régionalistes qui aboutirent à un durcissement de Madrid et à l'abolition de tous les *fueros* provinciaux en 1876. Dès 1869, l'Espagne républicaine, aux mains du général Prim, se mit en quête d'un

¹ La principale victoire française fut celle de Trocadero, qui a laissé des traces dans la toponymie parisienne.

roi: après l'échec d'Amédée de Savoie (1845-1890), qui refusa d'occuper un trône aussi instable (en 1870), et une seconde tentative de République, en 1874 on finit par restaurer les Bourbon en la personne du fils d'Isabelle, Alphonse XII (1857-1885). La première République laissa essentiellement le souvenir du désordre et la crainte de la révolution.

La **deuxième Restauration** fonctionna plus ou moins bien jusqu'à la première guerre mondiale (après Alphonse XII, son fils posthume Alphonse XIII devint roi à sa naissance en 1886, et le demeura jusqu'à son abdication en 1931 — il mourut en exil en 1941). Mais c'était un régime très conservateur, plus proche de la Monarchie de Juillet que de la IIIe République¹. Par réaction au centralisme croissant du régime, on assista à **un développement des nationalismes** dans les régions non castillanophones (notamment en Catalogne, où la revendication nationale était de plus en plus marquée à gauche). En 1898, une nouvelle crise coloniale aboutit à une humiliation nationale, lorsque **l'Espagne fut chassée de Cuba et de Puerto-Rico** par une intervention militaire des États-Unis. Surtout, on assista à **l'apparition d'une classe ouvrière très revendicative**, tout autant que les ouvriers agricoles (les traditions anarchistes et "libertaires" étaient fortes dans ces deux milieux, notamment dans le plus grand syndicat, la C.N.T.): en 1909 des manifestations contre l'envoi de réservistes au Maroc, où l'Espagne tentait de se tailler une colonie, aboutirent à une véritable révolte urbaine dans toute la Catalogne: la répression des barricades culmina dans la "Semaine Tragique" de Barcelone.

L'Espagne demeura neutre durant la guerre, mais en 1918 le régime était usé: le bipartisme traditionnel ne fonctionnait plus, l'armée, qui s'était calmée après 1874, s'agitait à nouveau (des "juntas² de défense" obtenaient le renvoi de ministres), les ouvriers aussi (il apparut un syndicat encore plus radical, l'U.G.T.). De 1917 à 1923, grèves et actes terroristes se multiplièrent: finalement, le régime s'effondra à la suite du **désastre marocain: en 1921**, des révoltés menés par Abd el Krim (vers 1882-1963) expulsèrent l'armée espagnole de toute la région montagneuse du Rif, ne leur laissant que la côte: ce furent les Français qui finirent par venir à bout des révoltés, en 1926. La dictature née du *pronunciamento* de septembre 1923 était donc un constat d'échec: l'Espagne avait été incapable de se donner un régime politique stable, de se développer harmonieusement; elle ne comptait plus sur la

¹ L'ambiance étouffante en est décrite dans le roman *La Régente* de Leopoldo Alas "Clarín" (1852-1901), sorte de *Madame Bovary* espagnol.

² De l'espagnol *junta*: ce mot désigne un collectif d'officiers. En Amérique latine depuis le XXe siècle, il désigne une présidence militaire collective de fait, c'est-à-dire non légitimée par une élection.

scène internationale; elle était menacée d'éclatement, comme l'Autriche-Hongrie et la Turquie.

Ce fut le général Miguel **Primo de Rivera** (1870-1930) qui imposa sa dictature, sans pour autant éliminer la monarchie (Mussolini avait choisi la même stratégie). Il profita du vide de pouvoir, mais il n'y avait pas de milieu favorable à ses idées hors des casernes, pas de parti à son service; ce n'était pas un chef charismatique. Il n'avait pas non plus de projet politique à long terme: il se contenta de caricaturer superficiellement le *Duce* (notamment en suscitant la création d'une Union patriotique qui prétendait faire office de parti unique — c'était en fait un simple syndicat de notables; il y eut également une ébauche de corporatisme social). En 1930, le monarque renvoya Primo de Rivera: les *pronunciamientos* et les grèves avaient repris avec les difficultés économiques (largement internes: l'Espagne était trop isolée pour sentir si tôt les effets de la grande crise, mais celle-ci stoppa net l'émigration et les investissements étrangers). Cependant l'échec de la dictature rejaillit sur la monarchie: un vaste mouvement populaire aboutit à un succès républicain aux municipales, et en avril 1931, Alphonse XIII abdiqua à la veille d'une probable nouvelle victoire des républicains aux législatives.

La **seconde République** naquit donc dans un contexte de crise internationale et interne: les problèmes agraires notamment s'aggravaient (les ouvriers agricoles, nombreux et misérables, demandaient une réforme agraire) et les Catalans et les Basques réclamaient l'autonomie. De ce fait, le nouveau régime sombra vite dans l'instabilité, d'autant plus que la Constitution, inspirée de celle de Weimar, affaiblissait l'exécutif; les nationalistes et les anarchistes étaient trop forts pour qu'il pût se constituer une majorité parlementaire stable. Le régime entreprit une série de réformes (l'Etat devint laïc, il fut interdit aux congrégations d'enseigner; la Catalogne reçut un statut d'autonomie; il y eut une réforme agraire) qui soulevèrent de farouches oppositions; la réforme agraire fut d'ailleurs incomplète, le mécanisme en était lourd et lent. Anarchistes et socialistes progressaient.

Devant cette évolution, les soutiens traditionnels de la monarchie, l'Église et l'armée, se radicalisèrent. L'Église avait conservé un grand poids dans la société espagnole: on comptait cent treize mille prêtres pour vingt-cinq millions d'habitants et du temps de la monarchie, les congrégations dominaient l'enseignement. C'était une Église très conservatrice, très hostile au monde

moderne (dans la tradition de Pie IX et de Pie X¹), alors que les milieux populaires, dans les villes mais aussi dans certaines campagnes comme en Andalousie, étaient complètement déchristianisés et même fort anticléricaux: en 1931 il y avait eu des incendies d'églises et de couvents; ces exactions anticléricales continuèrent pendant toute la République. L'Église inspira la formation d'un parti de droite, la C.E.D.A., qui n'avait rien de fasciste mais s'opposait farouchement au régime; l'Action catholique eut aussi un rôle important dans la mobilisation antirépublicaine de l'Espagne "noire". L'armée était divisée sur le régime, mais unanimement inquiète des risques de révolution sociale et de démembrement du pays. Dès 1932, le général José Sanjurjo (1872-1936) tenta un putsch: il ne fut que légèrement sanctionné, ce qui révéla la faiblesse du régime. Les organisations traditionnalistes fleurissaient: un parti carliste en Navarre, un autre regroupant les nostalgiques d'Alphonse XIII, etc.

Il apparut aussi une droite révolutionnaire, avec notamment les "Jeunesses d'Action populaire" de Gil Robles (1898-1980), une organisation de filiation catholique-sociale mais très marquée par le mimétisme mussolinien², et surtout les **J.O.N.S.** (*Juntas ofensivas nacional-sindicalistas*) pro-nazies, fondées en octobre 1931, qui en février 1934 fusionnèrent avec la **Phalange** espagnole (*F.E.*, apparue en octobre 1933) de José Antonio Primo de Rivera (1903-1936), le fils du dictateur, chrétien, mais surtout admirateur de Mussolini³, nationaliste unitaire, antimarxiste, hostile aux partis comme aux syndicats de classe. Juste avant la crise de 1936, le programme de la Phalange incluait une réforme agraire, la nationalisation du crédit, l'intervention de l'État dans la vie économique.

Malgré la violence (une grève insurrectionnelle des mineurs des Asturies fut réprimée dans le sang en 1933-1934), la République conservait d'importants soutiens; l'électorat, dans sa majorité, glissait lentement à gauche, mais cela ne faisait que radicaliser la droite. En 1936, un *Frente popular* (Front populaire), qui regroupait les socialistes, les communistes, les républicains de gauche, les autonomistes catalans et galiciens, le P.O.U.M. (plus ou moins trotskiste), des communistes dissidents et des anarchistes, remporta la victoire aux secondes élections législatives républicaines. Les manifestations se multipliaient, comme les occupations de grands domaines et les agressions anticléricales; le pouvoir était

¹ Voyez la fiche R2.

² Comme le rexisme en Belgique (voyez la fiche R2).

³ Milza en fait plus un réactionnaire qu'un fasciste, mentionne le mépris que le *Duce* avait pour lui, et insinue que c'est surtout à titre posthume qu'il est devenu une figure du fascisme.

dépassé. Tout cela finit d'affoler les possédants et les conservateurs: ils n'avaient plus d'espoir qu'en l'armée.

Le **17 juillet 1936**, l'armée du Maroc "se prononça", à la suite de l'assassinat de l'une des grandes figures de la droite espagnole, José Calvo Sotelo (1893-1936). Le *pronunciamiento* réussit dans le sud du pays (à Séville notamment), ainsi que dans le nord-ouest (le gouvernement rebelle s'installa à Burgos), à l'exception du le Pays basque qui, coupé du reste de l'Espagne républicaine, connut deux ans et demie d'indépendance de fait. En revanche le coup de force échoua à Madrid et à Barcelone. Les deux camps étant à peu près de force égale et contrôlant chacun une partie du territoire, l'Espagne plongea dans une boucherie de trois ans.

La guerre civile transforma et radicalisa la droite espagnole. Elle lui donna des martyrs, comme "José Antonio", fusillé par les républicains en novembre 1936; on peut aussi évoquer l'épisode de l'Alcazar (le Château, en arabe) de Tolède, où les cadets, c'est-à-dire les élèves officiers, soutinrent plusieurs mois de siège; les viols de nonnes et les assassinats de prêtres par les "rouges" ont servi à la propagande de toutes les droites, en Espagne et ailleurs, toutes ces années et durant la guerre. La guerre civile donna aussi à la droite espagnole un leader incontesté, le général **Francisco Franco** Bahamonde (1892-1975). C'était un Galicien, un ancien du Maroc, mais surtout un monarchiste traditionnaliste — il détestait José Antonio; l'assassinat du *leader* des droites révolutionnaires l'arrangea bien, le mort fit une icône parfaitement inoffensive. Franco n'était que le numéro deux du soulèvement, mais Sanjurjo, le chef, se tua en avion le premier jour — ce fut la chance du Galicien, qui n'était pas bête, mais avait autant de charisme qu'un balai à chiottes. L'Espagne nationaliste était sous le joug des militaires, mais elle demeurait très diverse (la junte militaire de Burgos n'était qu'une fiction, les généraux étaient maîtres en leurs provinces). Franco était soutenu par les grands propriétaires (qui avaient repris leurs terres), par l'armée, par l'Église (qui évoqua un "plébiscite armé"), à l'exception de celle du Pays basque, très nationaliste.

Le *leader* des putschistes reprenait des thèmes hérités de l'histoire de l'Espagne: la lutte contre l'invasion étrangère (bolchevique en l'occurrence), pour l'unité de l'Espagne et pour sa grandeur, la lutte contre le Démon: bref, un discours de Croisade mâtiné d'un nationalisme défensif. **En aucune manière Franco ne tenait un discours fascisant**: son monde était celui du légitimisme traditionnaliste et catholique, pas celui des hordes prolétariennes excitées par des démagogues — il écrasa les grandes villes espagnoles, puis les maintint sous le boisseau, sans jamais tenter d'y conquérir l'ombre d'une popularité (à l'exception de la très bureaucratique Madrid). Cependant, comme le conflit espagnol s'internationalisa très vite, **Francisco se rapprocha des régimes fasciste et nazi** qui le soutenaient: en particulier,

l'Allemagne assura la supériorité aérienne au camp nationaliste¹. Mais durant la guerre civile il ne fonda aucune organisation de masse, ne fit pas de tentatives d'embrigadement de la jeunesse; il n'y avait pas non plus d'idéologues phalangistes au gouvernement de Burgos, en revanche on y trouvait pas mal de membres de l'Action catholique. Au contraire, **en avril 1937, la Phalange fut émasculée**, neutralisée, phagocytée, instrumentalisée: elle dut se fondre avec la droite traditionnaliste (notamment les carlistes de la Communion traditionnaliste) en un "parti unique" tout aussi peu conforme au modèle fasciste que celui de Primo de Rivera père, qui reprenait le nom de la ligue fasciste du fils en le noyant dans un intitulé interminable: les *F.E. Tradicionalistas y de las J.O.N.S.* En réalité, le mot-clef était: "traditionnalistes". Franco eut l'habileté de reprendre l'hymne de la Phalange (le *Cara al sol*) et son programme (celui de 1936, condamnation du capitalisme incluse), mais il fit jamais la moindre tentative pour l'appliquer². Les derniers phalangistes purs et durs, les révolutionnaires, ceux qui dénonçaient l'orientation conservatrice et traditionnaliste du régime, n'avaient plus aucun espace autonome pour s'exprimer; quant aux monarchistes, ils étaient privés d'arguments par la définition particulièrement imprécise du régime, qui combattait la République mais ne s'affichait pas comme une monarchie — et se gardait bien de permettre à Alphonse XIII de remettre les pieds dans son pays.

II) Typologie des régimes autoritaires de droite dans les années 1930.

L'objectif de cette partie est d'illustrer la diversité des dictatures de droite dans l'Europe des années 1930. Je partirai des plus conservatrices pour terminer par les plus révolutionnaires.

A) Une dictature réactionnaire non fascisante: le Portugal de Salazar.

D'origine modeste, Antonio de Oliveira **Salazar** (1889-1970) avait été professeur d'économie à l'université de Coïmbre, la plus prestigieuse du Portugal; il avait été aussi l'un des journalistes catholiques les plus lus du pays — c'était un disciple de Maurras (les deux hommes correspondaient). Appelé au pouvoir en 1928 en tant que technocrate, au poste de

¹ Épisode célèbre: le bombardement de Guernica/Gernika, siège du gouvernement autonome basque, par l'aviation allemande, en 1937.

² Milza insiste beaucoup plus sur les affinités fascistes du premier franquisme, celui d'avant 1945.

ministre des Finances (avec les pleins pouvoirs), pour rétablir une situation économique très inquiétante, il y parvint moyennant un plan d'austérité sévère; il devint premier ministre à partir de 1932, mais ne brigua jamais la présidence de la République.

Ce pur intellectuel, très introverti, est toujours resté célibataire. Homme de conviction, de croisade, il détestait le dialogue¹, les bains de foule; mais il n'admettait aucune opposition, il exigeait une adhésion sans murmure. Il détestait le changement, l'aventure: il enferma son pays dans l'immobilisme, sous le masque du respect des traditions. Au nom d'**un idéal passéiste et chrétien**, il refusait la démocratie mais aussi toutes les critiques "modernistes" de la démocratie: le socialisme et le fascisme². Catholique réactionnaire, rempart d'un Portugal chrétien (mais désireux de tenir l'Église à l'écart de la politique, et attaché aux libertés des autres communautés religieuses), il était farouchement hostile à tout l'héritage du scientisme et du positivisme du XIXe siècle. Il craignait les effets dissolvants des rapports de production modernes: il freina le plus possible l'industrialisation du Portugal, arguant que son pays était pauvre en matières premières et surtout que l'industrialisation aboutirait à la disparition du Portugal traditionnel. Il refusait même le tourisme, activité corruptrice des valeurs, ce qui eut au moins l'avantage de sauver la plus grande partie des côtes portugaises du désastre espagnol. En revanche, il protégea tant qu'il put les grands domaines agricoles nobiliaires. Tout ce qu'il consentit à moderniser, ce furent les infrastructures (les routes, les barrages), ainsi que l'armée et la marine.

<i>Uma casa portuguesa fica bem</i>	Une maison portugaise, que c'est bien
<i>Pão e vinho sobre a mesa</i>	Du pain, du vin sur la table
<i>Quando a porta humildamente bate alguém</i>	Quand quelqu'un frappe à la porte humblement
<i>Senta-se a mesa com a gente</i>	Il s'assoit à la table avec les gens
<i>Fica bem essa franqueza</i>	Que c'est bien cette franchise
<i>A alegria da pobreza</i>	La joie dans la pauvreté
<i>Está nesta grande riqueza</i>	Consiste en cette grande richesse
<i>De dar e ficar contento</i>	De donner et d'être content
<i>Quatro paredes calhadas</i>	Quatre murs chaulés
<i>Um cacho de uvas doiradas</i>	Une grappe de raisin dorés
<i>Duas rosas num jardim</i>	Deux rosiers dans un jardin
<i>Um S. José de azulejo</i>	Un saint Joseph en carreaux de faïence
<i>Sob um sol de primavera...</i>	Sous un soleil printanier... ³

¹ Aucune vulgarité hitlérienne dans ses discours: une langue simple mais châtiée, des phrases claires mais à la syntaxe très littéraire.

² Il renonça cependant à rétablir la monarchie parce qu'elle s'était discréditée: « il ne faut pas laisser les hommes amarrés à des cadavres ».

³ Paroles (moins un ou deux vers que je ne comprends pas) d'un célèbre *fado* d'Amalia Rodrigues (1920-1999), datant de 1953-1956. Le *fado* est la musique urbaine portugaise du XIXe et du XXe siècle, l'équivalent (en un peu plus ancien) du tango en Argentine ou de la valse-musette en France, avec, surtout depuis Amalia, un statut de marqueur identitaire national. Il a été abondamment récupéré par le salazarisme, qu'on accusait d'abrutir le peuple à l'aide de la trilogie *fado, futebol, Fatima* (le grand sanctuaire marial portugais depuis les apparitions de

Certains éléments, cependant, rappelaient les régimes fascistes, mais ces ressemblances étaient superficielles — beaucoup de régimes autoritaires s'étaient mis à singer le fascisme dans certains de ses aspects extérieurs (un peu comme dans les années 1970 et 1980 certains dictateurs nationalistes du tiers-monde "singeaient" le socialisme, alors à la mode). Les uniformes et les défilés militaires étaient dans l'air du temps — même les jeunes de la S.F.I.O. française défilaient en uniforme à l'occasion! Mussolini avait un prestige incontournable y compris chez ceux qui ne partageaient pas ses objectifs. Et puis le parti unique, les organisations de jeunesse, etc... s'étaient révélés des instruments commodes de contrôle de la population, au nom de n'importe quel type d'idéologie (on les retrouvait en U.R.S.S.). Le régime salazariste s'appelait l'*Estado novo* (il n'eut une constitution qu'en 1933). Il y avait un parti officiel, l'*União nacional*, qui ne fut jamais proclamé parti unique (cependant tous les autres furent dissous); une milice, les Chemises vertes; une redoutable police secrète, la P.V.D.E., rebaptisée plus tard la **P.I.D.E.**¹, et des syndicats corporatistes (*gremios* patronaux, *sindicatos* ouvriers, *casas do povo* rurales et *casas dos pescadores* littoraux étaient censés collaborer par le biais de syndicats régionaux et de branches; il y avait aussi des *corporações morais* et *culturais* — à dire vrai, le **corporatisme** était autant une idée légitimiste et maurrassienne que fasciste²). Il y eut aussi une organisation de jeunesse, la *Mocidade portuguesa*, apparue en 1936, mais elle n'eut jamais un rôle majeur, car le régime était bien trop attaché aux valeurs familiales chrétiennes pour encourager une éducation qui se fit hors du cadre du foyer. Toutes ces organisations furent mises en sommeil après 1945, sauf la P.I.D.E.; il réapparut des partis d'opposition³.

Le régime salazariste n'était pas raciste, ni antisémite (en revanche, certaines figures du régime professaient un certain antijudaïsme légitimo-maurrassien, généralement associé à un vigoureux discours antiprotestant). Il n'y avait aucun culte de la personnalité, Salazar ne se posait pas en chef de la nation et ne prit jamais aucun titre du style *Duce* ou *Führer*; il refusait toute idée de révolution, d'humanité nouvelle, de table rase, et condamna explicitement le totalitarisme juste après l'arrivée au pouvoir de Hitler⁴. Totalement marginalisés, les fascistes locaux tentèrent de se révolter en septembre 1935, mais ce fut un échec.

1917); Amalia elle-même, pour des chansons comme celle-ci, a été violemment critiquée à la chute du régime post-salazariste, avant de redevenir une idole nationale.

¹ *Policia Internacional e de Defesa do Estado.*

² Salazar, du reste, le revendiquait dans un langage maurrassien ou d'Ancien Régime, absolument pas fasciste, comme en témoignent ces lignes de 1930: « les familles, les paroisses, les municipalités, les corporations où se trouvent tous les citoyens, avec leurs libertés juridiques fondamentales, sont les organismes qui composent la nation et ils doivent, en tant que tels, intervenir directement dans la constitution des corps suprêmes de l'État: c'est là une expression plus fidèle que n'importe quelle autre du système représentatif ».

³ Pour avoir une idée de l'ambiance au Portugal dans les années 1930, lisez le roman *Pereira prétend* d'Antonio Tabucchi (auteur italien, mais fort lusophile), paru en italien en 1994, ou voyez le film qui en a été tiré.

⁴ « Nous devons éviter la tendance à la formation de ce que l'on pourrait appeler l'**État totalitaire**. L'État qui subordonnerait tout, sans exception, à l'idée de nation ou de race par lui représentée, dans le domaine de la

Salazar soutint Franco durant la guerre d'Espagne, puis l'Axe au début du conflit mondial (sans déclarer la guerre aux démocraties), mais assez vite il sentit le vent tourner: en août 1943, il accorda aux États-Unis une base militaire cruciale aux Açores, au milieu de l'Atlantique (que les avions de guerre n'étaient pas encore capables de traverser d'une traite)¹. En 1945, il dut et sut gommer les aspects fascistes de son régime, ce qui, la guerre froide aidant, lui permit de survivre politiquement à la victoire des démocraties; mais il dénonçait toujours la « menace matérialiste », y compris dans sa version occidentale.

Après-guerre, le régime résista à toutes les tentatives de coups d'État (il y en eut cinq ou six, de 1946 à 1962), mais se sclérosa lentement malgré (ou à cause d') un début d'industrialisation; surtout, la naissance d'une classe ouvrière portugaise se fit quand même, mais à l'étranger — la joie dans la pauvreté ayant des attraits limités, les Portugais émigrèrent en masse, notamment en France. Dans les années 1960, on assista à une montée de l'opposition (communiste notamment, sous l'égide d'Álvaro Cunhal, né en 1913); il y eut de l'agitation étudiante. Surtout, l'Empire colonial craquait de partout; or c'était l'une des grandes fiertés du régime. En décembre 1961, l'Inde infligea une humiliation au Portugal en confisquant ses comptoirs, notamment Goa; la même année, des guérillas marxistes apparurent dans les colonies africaines (le Mozambique, l'Angola, la Guinée Bissau). Ces guerres coloniales saignèrent à blanc le budget de l'État; le service militaire obligatoire en Afrique nourrit le mécontentement et l'émigration.

Salazar eut une attaque en septembre 1968; il fut remplacé par Marcelo Caetano (1906-1980). Finalement, l'armée, lassée de la "sale guerre" et inquiète du développement d'une contestation communiste (encore que certains officiers n'étaient pas loin de sympathiser avec elle), prit la décision de renverser le régime: ce fut la "**révolution des œillets**", en avril 1974. Ce fut le dernier coup d'État militaire réussi en Europe au XXe siècle: mais il ouvrit la voie à une démocratie².

morale, du droit, de la politique et de l'économie; qui apparaîtrait comme un être omnipotent, trouvant en lui sa propre origine et sa propre finalité, auxquelles devraient être assujetties toutes les manifestations individuelles et collectives (...), un tel État **serait nécessairement païen**, incompatible par nature avec le génie de notre civilisation chrétienne ». *L'Estado novo*, au contraire, « commence par établir comme limites à la souveraineté elle-même la morale et le droit. [II] impose à l'État le respect des garanties dérivées de la nature, en faveur des individus, des familles, des corporations et des administrations locales. [II] assure la liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses. [II] attribue aux parents et à leurs représentants l'instruction et l'éducation des enfants. [II] garantit la propriété, le capital, le travail, dans l'harmonie sociale. [II] reconnaît l'Église, avec ses organisations propres, et lui laisse le libre exercice de l'action spirituelle ».

¹ L'alliance américaine prenait la suite logique de l'alliance britannique, laquelle, au XIXe siècle, avait ressemblé furieusement à un protectorat, et que les sympathies des années 1930 pour les dictatures continentales n'avaient pas vraiment remise en cause.

² Le signal du putsch fut la diffusion sur les ondes de la chanson interdite de José Afonso, *Grândola, vila morena*. Le nom de "révolution des œillets" vient des fleurs que les Lisboètes enthousiastes accrochèrent aux

B) Le régime franquiste en Espagne.

Le régime franquiste était lui aussi **un régime essentiellement réactionnaire**, avec quelques éléments (un peu plus nombreux qu'au Portugal) empruntés superficiellement aux fascismes. La différence essentielle avec le régime salazariste résidait en ce que le régime franquiste, né d'une guerre civile et ayant un militaire à sa tête, était beaucoup plus personnalisé. Le principe fondateur en était le **caudillisme**: la dictature espagnole se présentait comme un régime d'exception lié à la personnalité du chef et dont la durée s'identifiait à celle de la vie du chef, le *Caudillo* (ce vieux mot espagnol, issu du latin *capitellum* qui a donné "chef" en français, désignait à l'origine le chef des troupes dans la bataille. On n'y trouve pas la racine du verbe "guider" et ce mot ne tentait pas de traduire le mot *Duce*). Homme providentiel, le *caudillo* tirait son pouvoir du charisme acquis dans l'action, c'est-à-dire concrètement dans la guerre civile; mais après la victoire, son rôle n'était plus que de maintenir l'ordre et les traditions, contrairement à Mussolini, apôtre du dynamisme de la violence, éternel chef de horde en quête de nouvelles conquêtes. Bien entendu, durant la guerre civile c'était Dieu qui lui avait donné la victoire, non une forme quelconque de souveraineté ni de volonté populaire, qu'il récusait. Franco symbolisait, selon les statuts de la Phalange, "l'unité de destin dans l'universel", il était "l'épée de Dieu contre le mal" et par cela même son pouvoir, d'essence supérieure à l'homme, n'était pas partageable: **le pouvoir du Caudillo ne s'exerçait pas au nom du peuple ni d'un parti**, contrairement à ceux de Mussolini et de Hitler.

Concrètement, le franquisme des débuts était une dictature plus personnalisée encore que celles de l'Italie et de l'Allemagne, car il n'y avait pas de parti de masse au service du *Caudillo*. Franco nommait et révoquait les ministres; jusqu'en 1971, il n'y eut pas de chef du gouvernement. Chef de l'État et de l'armée, président de la Phalange, « représentant suprême de la nation », le *Caudillo* personnifiait la souveraineté nationale; il « exerçait le pouvoir suprême politique et

chairs. Durant deux ans, le Portugal oscilla entre démocratie à l'occidentale et régime fort d'inspiration plus ou moins castriste, mais les États-Unis firent savoir qu'ils ne toléreraient pas la soviétisation d'un pays de l'O.T.A.N.; en revanche ils cédèrent les colonies (où ils se dépêchèrent de susciter des guérillas anticomunistes). Entre-temps, le P.C. portugais, fossilisé dans le stalinisme durant son interminable clandestinité, avait fait la preuve de son impopularité aux élections législatives d'avril 1975 (il n'obtint que 12,5% des voix): dans l'été suivant (l'"été chaud"), le Portugal passa à deux doigts d'un "coup de Prague" ou d'une guerre civile, mais les généraux les plus à gauche furent marginalisés, un coup d'État communiste échoua en novembre, et finalement la constitution et les élections d'avril 1976 mirent définitivement le Portugal sur la voie de la démocratie (et de la C.E.E., où il entra en 1986).

administratif »; il était « le chef national du Mouvement¹ et veill[ait] au respect le plus strict des principes du Mouvement ainsi qu'à la continuité de l'État et du Mouvement national; c'[était] en son nom qu'[était] rendue la justice, il exer[çait] le droit de grâce; il conf[érait], conformément aux lois, les emplois, les charges publiques et les honneurs » (les citations viennent de la constitution de 1967). Depuis 1945, le *Caudillo* avait la possibilité de consulter le peuple par référendum (le premier eut lieu en 1947; il porta sur la succession du chef de l'État²).

Le franquisme empruntait certains éléments aux dictatures nationalistes révolutionnaires: pour remporter la guerre civile, Franco avait dû faire appel à l'Italie et à l'Allemagne; sur le plan intérieur, il avait enrôlé toutes les droites, y compris les courants révolutionnaires et fascistes; et puis, comme je l'ai expliqué plus haut, c'était la mode à droite. L'appellation de "Mouvement", qui apparaît au paragraphe précédent, était typiquement fasciste. Il y avait un parti unique, la **Phalange** (dont le nom officiel était toujours: *F.E. tradicionalistas y de las J.O.N.S.*) mais ce n'était pas un parti de masse. Elle avait la responsabilité de la presse et de la propagande, elle assumait la direction des syndicats officiels (organisés selon un système corporatiste comme au Portugal), l'organisation de l'aide sociale (créée pendant la guerre, d'abord pour gérer le problème des invalides et des anciens combattants), de l'encadrement de la jeunesse (il existait un *Frente de Juventudes*). Mais jamais la Phalange ne prétendit mobiliser la société, susciter l'enthousiasme, imposer une idéologie; son rôle était d'encadrement, c'était une simple courroie de transmission entre le *Caudillo* et son peuple.

Durant la guerre civile, nous l'avons vu, Franco avait commencé à neutraliser la Phalange en y intégrant massivement des éléments traditionnalistes. Après 1945, les nécessités des temps nouveaux (il fallait apparaître le moins "fasciste" possible pour survivre) permirent au *Caudillo* d'accentuer cette évolution: le salut à la romaine fut aboli; la Milice, l'organisation paramilitaire de la Phalange, fut dissoute. Ne subsistèrent de la première Phalange des années 1930 que les signes

¹ Ce mot, un emprunt à Mussolini, désignait à la fois les institutions, au sens large, et l'encadrement de la population par le régime.

² Franco finit par se résoudre à restaurer la monarchie... mais après sa mort seulement: les monarques sont parfois encombrants — Mussolini en avait fait l'expérience en 1943. Vers la fin des années 1950, il fit revenir d'exil le petit-fils d'Alphonse XIII, Juan Carlos, né en 1938, et qui n'avait jamais foulé le sol de son pays; son père accepta de renoncer à la couronne. Le jeune homme reçut une formation très complète, avec notamment trois services militaires dans chacune des trois armes, afin qu'il ait des amis dans les différents corps d'armée (cela lui servit lors de la tentative de putsch de 1981); on tenta de lui inculquer les valeurs du régime, sans succès — marié à la sœur du dernier roi de Grèce, qui avait favorisé le retour au pouvoir des militaires en 1964 avant d'être renvoyé par ces mêmes militaires en 1967, l'héritier du trône d'Espagne avait compris que le seul avenir de la monarchie était dans la démocratie, à la britannique.

extérieurs: le nom; le symbole (un joug et des flèches) qui rappelait celui du *Fascio* italien.

Le régime franquiste était profondément **catholique, réactionnaire, traditionnaliste**: son projet était de restaurer l'Espagne traditionnelle, l'Espagne "noire", celle du Sacré-Cœur, des processions, des croisades, de liquider tous les ferments de modernisme, puis de fixer la société espagnole dans cet état "restauré" en freinant le développement économique. Franco s'appuyait sur le clergé, sur les grands propriétaires ruraux, etc., beaucoup plus que sur la bourgeoisie des villes (celle de Barcelone fut toujours frondeuse, même dans les années 1940¹). Dans les premières années, il se posa en réaction systématique contre les réformes de la République (les franquistes annulèrent la réforme agraire, ainsi bien sûr que les mesures anticléricales). Le divorce fut aboli, le mariage à l'église redevint obligatoire, l'enseignement religieux fut rétabli dans les écoles. Aux termes du concordat signé en 1953, la religion catholique était "la seule de la nation" et l'État s'engagea à garantir son enseignement (cependant les autres communautés religieuses, minuscules, ne furent pas inquiétées; à plus forte raison il n'y eut jamais d'antisémitisme racial, passion complètement étrangère à la tradition espagnole²). L'Église contrôlait les manuels scolaires, en revanche elle était exemptée de censure, et les prêtres et les religieux l'étaient de service militaire; mais c'était le *Caudillo* qui "proposait" les évêques. L'Église lança un vaste programme de rechristianisation de la société, notamment par le biais de l'Action catholique et de l'*Opus Dei*³, sans grand succès (les églises se remplirent, mais c'était pas conformisme, voire par peur). Tout ceci déboucha sur une atmosphère particulièrement étouffante.

Le franquisme était aussi un régime profondément **unitaire et centralisateur**; en cela, il se distinguait des régimes légitimistes, en tout cas de leurs proclamations — mais l'Espagne avait à gérer deux séparatismes... Dans les rues de Barcelone, de grandes affiches proclamaient: "parlez la langue de l'Empire"⁴; le catalan et le basque n'étaient que tolérés à l'oral, toute publication et tout enseignement furent interdits jusqu'aux années 1960, et fort mal tolérés par la suite jusqu'au rétablissement de la démocratie.

¹ Voyez les romans du *Charnego* (Barcelonais hispanophone) Juan Marsé, né en 1933.

² C'est en tant que communauté *religieuse* que les juifs ont été expulsés d'Espagne en 1492. Il est vrai que dans les deux siècles suivants les descendants de juifs convertis ont été systématiquement soupçonnés d'être restés juifs, et soumis à toutes les avanies; mais ces dérives avaient disparu au XIXe siècle. Au contraire, des diplomates espagnols ont sauvé des Juifs hispanophones, de lointaine ascendance espagnole, dans les Balkans à la fin de la seconde guerre mondiale.

³ Sur l'*Opus Dei*, voyez aussi la fiche R2. Fondé en 1928 par l'abbé Escriva de Balaguer, l'*Opus* s'identifia rapidement aux élites du franquisme, plus précisément avec les technocrates qui menèrent la modernisation économique de l'Espagne dans les années 1960 (voyez plus bas).

⁴ Le franquisme cultivait des nostalgies impériales, mais cela eut moins de conséquences qu'au Portugal car il n'y avait pratiquement plus d'Empire; l'accent était mis plutôt sur le prestige de l'hispanité en Europe.

Le franquisme était un régime **très répressif**, tout particulièrement dans les premières années (le P.C.E. en souffrit beaucoup, ainsi que la franc-maçonnerie, les syndicats non officiels, les grévistes); la censure était absurde et tâtilonne, il existait une école officielle pour former les journalistes, l'État avait le monopole de la distribution de papier aux journaux, qui ne pouvaient paraître sans autorisation préalable... La répression se relâcha vers la fin, mais ne sut pas se débarrasser de ses symboles les plus haïs (début 1974, trois nationalo-gauchistes catalans furent condamnés à la mort par étranglement, le "garrot", ce qui souleva une tempête de protestations dans toute l'Europe). Mais **le franquisme ne véhiculait pas une idéologie totalitaire**; non seulement parce qu'à partir de 1945 il était devenu impossible en Europe de se réclamer d'un totalitarisme non communiste, mais surtout parce que le régime franquiste se réclamait du catholicisme; or Franco n'était pas Pie XII — autrement dit: **un régime qui se réclamait d'une légitimité religieuse ne pouvait pas être totalitaire**, car il y avait quelque chose au-dessus de lui¹; il respectait quelque chose qui lui était extérieur, un homme, le Pape, qui était un étranger et ne lui était pas spécialement lié. Ce fut pourquoi, en particulier, les tentatives d'embrigadement de la jeunesse firent long feu: la hiérarchie catholique y était hostile.

L'Espagne échappa à la guerre mondiale malgré l'insistance de Hitler qui, en 1940, alla jusqu'à faire le voyage pour rencontrer Franco en Espagne (ce fut sur ce chemin qu'il rencontra Pétain à Montoire). Le *Caudillo* était conscient de l'épuisement de son pays; très vite, il cessa de croire à la victoire allemande. Il fit beaucoup de promesses à l'hystérique moustachu (ainsi l'Espagne passa de l'état de "neutralité" à celle de "non-belligérance", jusqu'en 1943); mais rien de plus. Cette neutralité, et le répit accordé à la population et à l'économie espagnoles, sauvèrent le régime en 1945, alors que tout le monde s'attendait à ce qu'il chût — il y eut de très fortes pressions des États-Unis et de l'O.N.U., puis elles furent mises en veilleuse avec la guerre froide: en 1953 les Américains obtinrent même des bases militaires en Espagne, mais contrairement au Portugal l'Espagne n'adhéra pas à l'O.T.A.N.² Au passage, les pressions américaines permirent à Franco de se refaire une popularité en jouant sur la corde nationaliste...

Ce fut pourquoi le régime dura jusqu'à la mort du dictateur en 1975; il n'y eut aucune tentative de coup d'État, pas d'opposition massive, mais plutôt d'incessants coups d'épingle (des grèves, des attentats; il y eut même des maquis républicains dans les Pyrénées aux premiers temps de l'après-guerre). Le gouvernement républicain en exil, installé à Toulouse, se révéla totalement inefficace. Les

¹ Voyez, plus haut en note, la citation de Salazar à ce sujet.

² L'adhésion date de 1982.

monarchistes se rallièrent lorsque le régime en vint à se présenter comme une "régence" appelée à se terminer par une troisième Restauration. Mais ce qui permit au franquisme de durer, ce fut aussi une certaine efficacité économique (surtout à partir de 1955-1960, grâce à l'apparition d'une technocratie efficace, en bonne partie issue de l'*Opus Dei*, moins bornée que le personnel politique salazariste) et l'argent de l'émigration et du tourisme.

Dans les années 1950 le régime se créa une bureaucratie, notamment administrative. Ce fut l'un de ses soutiens les plus solides; elle permit de finir de marginaliser les phalangistes (vers 1970, la Phalange n'était plus que l'une des organisations paragouvernementales, et pas la plus puissante). Mais la société changeait rapidement: l'exode rural (dirigé pour partie vers les villes, pour partie vers la France) permit l'amélioration de la condition de ceux qui restaient et un début de mécanisation des grandes propriétés agricoles. Les taux de scolarisation progressèrent rapidement, l'enseignement public gratuit non confessionnel gagna du terrain; la condition ouvrière s'améliora; il apparut une bourgeoisie moderne, à la mentalité bien plus "européenne". Le régime perdurait, mais il perdait ses bases sociales: l'Espagne "noire" était en voie de disparition.

Le développement industriel (encouragé par une certaine libéralisation de la gestion de l'économie après les années dirigistes de l'après-guerre civile, il touchait désormais également le centre du pays et notamment Madrid) provoqua un essor des échanges et une dépendance croissante envers l'extérieur. Dans les années 1960, grâce aussi à l'émigration et au tourisme, l'Espagne devient la dixième puissance économique du monde; mais le tourisme de masse bouleversa les mentalités. Avec l'essor des agglomérations industrielles la contestation sociale reprit: il y eut une grande grève en Catalogne en 1956. Les syndicats officiels perdirent toute représentativité tandis qu'un syndicalisme de lutte (interdit) réapparut.

L'arrivée aux affaires d'une génération nouvelle, formée à l'*Opus Dei* et dans les universités américaines, mais qui n'avait pas connu la guerre civile, orienta définitivement le pays vers un libéralisme économique modéré et amena un assouplissement des pratiques politiques du régime, même si les principes fondamentaux restaient inchangés. En 1966 la censure préalable sur la presse fut supprimée. En 1966, le régime se dota d'une Loi organique. Ce fut en 1969 qu'eut lieu la désignation officielle de Juan Carlos comme futur successeur du *Caudillo* et futur roi d'Espagne. Les oppositions n'étaient guère menaçantes (la plus visible était celle du P.C.E.). Mais les régionalismes réapparaissaient malgré la censure, surtout en Catalogne où des cours en catalan reprirent à l'Université de Barcelone.

Au Pays basque, où les Basques se sentaient menacés de submersion par les hispanophones, la situation se dégrada beaucoup plus: le mouvement terroriste basque E.T.A. ("Pays basque et liberté") apparut vers 1966.

Vers la fin le régime était très affaibli: le *Caudillo* vieillissant (il eut quatre-vingt ans en 1972) rivalisait en gâtisme réactionnaire avec Brejnev et Tito; en décembre 1973, l'assassinat par E.T.A. de l'amiral Carrero Blanco, héritier désigné du Caudillo avec la charge d'occuper le poste de Président du Conseil pendant cinq ans après sa mort, priva le franquisme de toute perspective d'avenir; en avril 1974, la révolution des œillets au Portugal lui ôta son dernier allié en Europe; la crise économique se traduisit par une nouvelle multiplication des conflits sociaux. Le régime était aux abois, et Franco lui-même était conscient de son anachronisme: après la mort de Carrero Blanco il ne chercha pas à nommer un nouveau dauphin; il ne fit jurer à Juan Carlos que de "préserver l'unité de l'Espagne", non le régime. Franco mourut en novembre 1975 après une interminable agonie. Bien fait¹.

C) Le destin de la dictature hongroise.

Dans le cas de l'Espagne, il y eut donc prise de contrôle de la droite révolutionnaire, réduite à ses signes, par la droite traditionnaliste. Dans d'autres pays, on assista à un processus inverse, à une "fascisation de l'intérieur" d'un régime au départ essentiellement réactionnaire. Le cas le plus éclairant est celui de la **Hongrie**.

La dictature hongroise était la plus ancienne de l'entre-deux-guerres. Le chef en était Miklos/Michel **Horthy** von Nagybanya (1868-1957), "régent" à vie d'une improbable monarchie (la Hongrie n'avait plus de dynastie nationale depuis des siècles!), monarque sans roi, ancien commandant en chef de la flotte austro-hongroise (un amiral à la tête d'un pays sans accès à la mer...). Le parti dominant était issu d'une fusion du Parti national chrétien et du Parti des petits Agriculteurs; mais les apparences démocratiques étaient plus ou moins respectées dans les années 1920, entre autres il existait encore une social-démocratie. Bref, c'était un régime conservateur agrarien typique, assez proche du régime portugais; il ne cherchait pas à associer les masses à ses objectifs. Il était détesté des plus radicaux,

¹ Contrairement au Portugal, la transition vers la démocratie se fit sans heurts, à l'exception d'un coup d'État militaire avorté en 1981: les Espagnols savaient désormais ce qu'il coûtait de s'affronter. La constitution démocratique date de 1976; l'Espagne est entrée dans la C.E.E. en 1986.

notamment parmi les nationalistes — la Hongrie avait perdu les deux tiers de son territoire en 1919, notamment de nombreux territoires peuplés de Magyars¹.

Cependant de 1932 à 1936, sous l'impulsion du premier ministre Julius/Gyula/Jules Gömbös (1886-1936), hostile en particulier au capitalisme et à la grande propriété terrienne, on assista à une dérive fascisante du régime hongrois: d'abord, comme un peu partout, dans les gestes et les symboles (rassemblements, défilés, uniformes), mais aussi dans une tentative de mettre en place un parti unique et un État corporatiste à l'italienne; enfin, dans une série de mesures antisémites. La Hongrie devint également très agressive envers les pays voisins. Après le décès de Gömbös, cette évolution se ralentit, mais de nombreux mouvements d'inspiration fasciste ou national-socialiste prirent le relais et tentèrent de faire pression sur le pouvoir, notamment un Parti des Croix fléchées apparu en 1935, dirigé par Ferenc Szálasi (1897-1946) et qui prônait une alliance avec l'Allemagne hitlérienne. Ils obtinrent un gros succès aux élections législatives de 1939, mais jusqu'à la guerre ils restèrent à l'écart du pouvoir. Ce fut durant le conflit que les Croix fléchées finirent par déborder complètement Horthy, jusqu'à prendre le pouvoir en mars 1944, lorsque la Hongrie fut occupée par les troupes allemandes.

D) Le régime fasciste italien (vers 1924-juillet 1943).

C'est, avec le régime nazi qui fait l'objet d'un cours séparé², l'archétype de la dictature populiste et nationaliste, à velléités révolutionnaires et totalitaires.

À vrai dire, Mussolini est allé nettement moins loin que Hitler sur bon nombre de points. Il est essentiellement demeuré dans l'Histoire comme l'inventeur d'une nouvelle manière de faire de la politique, d'une nouvelle ambition: d'où le caractère générique qu'a pris le mot de "fascisme" pour désigner ce type de régime, notamment dans le discours des gauches à partir des Fronts populaires (vers 1935). Mais il n'est pas parvenu à réaliser ses ambitions, pour des raisons exposées à la fin de cette sous-partie. Il a maintenu des éléments essentiels du régime précédent, à commencer par la **monarchie**: le roi Victor-Emmanuel III (1869-1947), sur le trône depuis 1900, demeura chef de l'État durant tout le régime

¹ J'appelle Magyars les membres de l'ethnie hongroise, quel que soit le pays où ils vivent, par opposition aux Hongrois qui sont les habitants de la Hongrie, quelle que soit leur langue.

² Voyez le cours sur l'Allemagne, aux chapitres 3 et 4. La politique extérieure de l'Italie fasciste est abordée dans la fiche P4 du cours de Relations internationales.

fasciste, avec le droit de destituer son premier ministre, ce qu'il finit par faire en juillet 1943, juste après le débarquement des Alliés en Sicile, dans le but de tenter un retournement d'alliances. (Cependant, trop compromis, il dut abdiquer en mai 1946, et un mois plus tard, par référendum, les Italiens choisirent la République).

Dans les années 1930, il était devenu si évident que l'Allemagne nazie était un régime plus "achevé" dans son genre, plus dynamique surtout que le régime fasciste, qu'à partir de la guerre d'Espagne Mussolini s'engagea dans **un alignement progressif du régime fasciste sur le régime hitlérien**, allant jusqu'à adopter une législation antisémite en 1938, alors qu'à l'origine le fascisme n'était pas antisémite. L'antisémitisme officiel en Italie ne prit jamais les mêmes proportions qu'en Allemagne, d'autant plus que la population n'était absolument pas antisémite (jusqu'en juillet 1943 l'Italie refusa de livrer ses juifs à l'Allemagne pour la solution finale); mais évidemment, c'était impardonnable, et ces dérives ont décisivement joué pour l'assimilation à l'horreur hitlérienne d'un régime à qui certains en Europe, dans les années 1920 et 1930, et pas qu'à l'extrême-droite, tendaient à trouver des vertus, à commencer par celle d'avoir rétabli l'ordre¹.

Le fascisme n'était pas un régime conservateur, même si on lui a reproché d'avoir, en pratique, beaucoup conservé du pouvoir des élites traditionnelles, catholiques, terriennes et bourgeoises — mais ce n'était pas faute d'ambitions de rupture: il me paraît impossible d'analyser Mussolini comme une simple ruse de ces élites pour continuer à contrôler le peuple. Le régime mussolinien avait **une dynamique propre vis-à-vis des milieux conservateurs** qui avaient contribué à l'amener au pouvoir ou l'avaient laissé prendre le pouvoir par désaffection envers la monarchie parlementaire et peur de la révolution marxiste, même si ces milieux conservèrent un certain contrôle sur les événements, bien plus qu'en Allemagne nazie. Le fascisme se réclamait d'**une idéologie révolutionnaire**, d'un désir de changer et non de conserver (la société, les mentalités, l'ordre international) — et de changer en allant de l'avant, pas en restaurant l'ordre ancien à la manière des légitimistes —. Il proclamait la prééminence du groupe (la nation) sur les individus et se proposait une mobilisation permanente de toutes les énergies au service de la collectivité (l'Italie): **il ne**

¹ Les derniers mois accentuèrent ces dérives. Emprisonné en juillet 1943, Mussolini fut délivré par les Allemands en septembre dans des conditions rocambolesques, et le régime nazi, qui entre-temps avait envahi l'Italie pour lutter contre l'avance des Alliés, le mit à la tête d'un régime fantoche dont la capitale était la petite ville de Salò, sur le lac de Garde. La bien nommée "**République de Salò**", officiellement "République sociale italienne" (le Roi s'était enfui à Naples), fut bien plus nettement révolutionnaire, bien plus raciste, bien plus brutale aussi que le régime fasciste proprement dit; elle livra aux nazis les juifs qu'elle put. Finalement, en avril 1945, Mussolini, aux abois, fut arrêté et exécuté par des partisans italiens près de Salò; son cadavre fut pendu par les pieds.

demandait pas seulement le conformisme, l'obéissance, mais l'adhésion, l'enthousiasme, le fanatisme; il cherchait à imposer son idéologie en intervenant dans la vie privée des individus. Dans les années 1920, de telles ambitions étaient neuves (tout du moins hors des frontières de l'U.R.S.S.).

Le régime fasciste se définissait comme **un régime corporatiste**, c'est-à-dire qu'il prétendait rompre avec l'individualisme démocratique et libéral et réorganiser la nation italienne sur la base d'**un consensus social dynamique fondé sur le dialogue dans la discipline**, sans références aux corporations, aux pouvoirs locaux et aux corps intermédiaires d'Ancien Régime, mais plutôt à certaines traditions du **syndicalisme** européen — en gros, ces traditions remontaient à Proudhon, mais elles avaient été gauchies par l'anarcho-syndicalisme révolutionnaire de la Belle Époque, puis par les théoriciens radicaux issus de cette mouvance, comme Sorel¹. Il ne s'agissait pas d'un syndicalisme de lutte des classes, comme celui que les marxistes tentaient d'imposer en Allemagne et en France (pour les fascistes, la lutte des classes dissolvait la communauté, amenait la nation à sa ruine); ni d'un syndicalisme de consensus et de cogestion² de la société capitaliste, comme en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le syndicalisme tel que les fascistes l'entendaient visait à **reconstruire la société sur des bases coopératives**, à **calquer l'organisation politique de la société sur celle des unités de production**, à susciter des "fédérations agricoles-industrielles"³ au sein desquels **patrons, ouvriers et cadres négocieraient sur un plan d'égalité pour le bien de tous**. Bref, retrouver l'harmonie de la nation dissoute par le capitalisme, le libéralisme et la démocratie, mais sans revenir au passé pré-industriel: au contraire, intégrer la classe ouvrière à la société, mais par le consensus, non par la lutte. La principale différence avec Proudhon, c'était que cette négociation permanente, cette collaboration des classes, était censée se faire **sous l'égide d'un État bienveillant et tout-puissant** (Proudhon était de sensibilité anarchisante), **dans le respect des hiérarchies sociales "naturelles"** (Proudhon n'insistait pas trop là-dessus, au contraire une partie de la tradition proudhonienne était fort libertaire et fort hostile à toute hiérarchie) et **au service d'un projet d'essence nationaliste** (Proudhon était fort cocardier, xénophobe et même passablement antisémite; mais le nationalisme n'occupait pas une place centrale dans son projet).

Les syndicats de lutte furent dissous et les syndicats fascistes reçurent une reconnaissance officielle; ils constituaient (en théorie du moins) la colonne vertébrale du régime. L'adhésion y était obligatoire, sauf pour les fonctionnaires qui n'avaient pas le droit de

¹ Sur Proudhon, voyez le cours sur la France, au chapitre 1. Sur l'anarcho-syndicalisme, voyez les chapitres 5 et 6. Sur Sorel, voyez le chapitre 6.

² Appellation d'origine gaulliste, parlante, mais à manier avec précaution dans le contexte du début du XXe siècle!

³ Expression de Proudhon: comme la précédente, c'est moi qui la plaque sur le contexte italien.

se syndiquer. Ils étaient structurés en **vingt-deux "corporations"** ou branches professionnelles, placées sous le contrôle direct de l'administration et du parti fasciste (il existait un ministère des Corporations). Les représentants syndicaux étaient désignés, en théorie par les adhérents, selon des procédures contrôlées par les représentants de l'État et du Parti. À l'intérieur de chaque corporation, au syndicat ouvrier correspondait une organisation patronale censée discuter et négocier avec elle. Grèves et *lock-out*¹, censés ne plus servir à rien, étaient interdits; il existait toute une hiérarchie d'instances d'appel en cas de conflit. À l'échelon local, des conseils intersyndicaux réunissaient des représentants des organismes ouvriers et patronaux des entreprises de toutes les branches. **Les syndicats avaient des pouvoirs étendus** en matière de fixation des salaires et des conditions de travail (sous l'égide du régime, mais ils étaient les seuls représentants des ouvriers dans les négociations), et aussi d'attribution d'avantages en tout genre: logements, aide sociale, produits rationnés, billets pour des spectacles, places dans les villages de vacances fascistes... Les élections aux Chambres, maintenues avec un rôle purement consultatif, se faisaient sur la base de "listes de confiance" (uniques évidemment) proposées par les corporations: c'était important pour la propagande du régime.

Les syndicats, seuls médiateurs des conflits sociaux, étaient censés protéger l'ouvrier en même temps qu'ils exigeaient son adhésion idéologique totale: ils étaient au service d'une idéologie, d'un projet collectif (national) qui dépassait la classe ouvrière. Le discours du régime était des plus ouvriéristes: Mussolini donnait aux ouvriers du "camarades", les flattait dans ses discours. Le fascisme se flattait d'importantes réalisations sociales; le niveau de vie des ouvriers italiens s'améliora légèrement. Mais l'encadrement du régime, syndicats compris, n'appartenait pas à la classe ouvrière; le capitalisme, condamné en paroles, subsista pour l'essentiel.

Le régime mussolinien n'était pas seulement un régime corporatiste: c'était aussi **un régime d'ordre** — contre l'anarchie démocratique et la subversion marxiste. Le corporatisme visait à liquider les ferments de désordre, à inculquer aux ouvriers comme aux patrons une discipline, d'une "bonne conduite fasciste", à les pénétrer d'une "mission morale et nationale" commune. L'ordre était nécessaire aux grandes choses; le régime se vantait de ce que

¹ Un *lock-out*, c'est en quelque sorte une grève patronale: il y a *lock-out* quand le patron ferme son usine pour faire pression sur les ouvriers. Évidemment la symétrie entre grèves et *lock-out* était totalement factice: il y a très peu de *lock-out*, parce que les patrons ont bien d'autres moyens de pression efficaces. Tout aussi factice, pour les mêmes raisons, était l'égalité entre ouvriers et patrons au sein des corporations fascistes, d'autant que le principe d'autorité faisait qu'en pratique la raison des patrons l'emportait systématiquement sur celle des ouvriers — lesquels, du reste, n'étaient "représentés" que par des fonctionnaires du régime.

désormais les Italiens pouvaient dormir *porte aperte*, "portes ouvertes"¹, et de ce que "les trains arrivaient à l'heure". La peine de mort, abolie en 1890, fut rétablie au milieu des années 1930. Les agités des Chemises noires se transformèrent rapidement en une milice au service de l'ordre fasciste; les plus instables et les plus violents furent éliminés — en 1923, la Milice reçut un statut légal: c'était un véritable armée partisane, qui compta jusqu'à sept cent mille hommes et faisait concurrence à l'armée italienne (ainsi elle prit part à la guerre d'Éthiopie). Tout cela, évidemment, enchantait ceux qui avaient suivi le fascisme par conservatisme: le fascisme déçut nettement moins les conservateurs italiens que le nazisme les conservateurs allemands, car l'ordre l'emporta bien plus nettement sur les dynamiques révolutionnaires affichées.

Régime d'ordre, le régime fasciste était également **un régime très personnalisé** — l'un et l'autre ne vont pas forcément ensemble, comme le montre l'exemple des dictatures militaires "sans visage" de l'Argentine et de l'Uruguay des années 1970 (1976-1982 et 1973-1985 respectivement), dirigées par des juntes. Ce trait ne venait pas des traditions socialistes, ni proudhoniennes ni marxistes, mais des traditions monarchistes, plus précisément bonapartistes, revivifiées par le culte nationaliste de l'"homme providentiel" restaurateur de la nation avilie par la démocratie, tel que le boulangisme en avait fondé la tradition en France (en Italie il n'y avait pas eu d'épisode de ce genre, ni de coups d'État militaires à l'espagnole, et la monarchie orléaniste d'avant-guerre n'était pas exactement un pouvoir fort; mais le mythe du héros charismatique était bien implanté dans la gauche nationaliste, où l'on admirait l'énergie de Mazzini et de Garibaldi — Mussolini, nous l'avons vu, venait d'un socialisme très influencé par la geste nationaliste, qui en Italie était une geste de gauche).

Mussolini avait inventé, pour désigner l'homme à la tête du régime, un mot nouveau, ***Duce*** ("guide"), un mot qui n'évoquait absolument pas les monarques traditionnels, arbitres bienveillants au service de la conservation des structures sociales et de la volonté divine ("roi" vient de *regere* qui veut dire: régir, gérer), et qui allait bien plus loin que des mots comme "prince", "chef", "*caudillo*" ("chef" vient de *caput*, "la tête"; *princeps* veut dire "le premier"). Le mot *Duce* vient de *ducere* qui veut dire "guider", "conduire"²; le mot connote le mouvement, le dynamisme. Il y avait toute une propagande, un "culte de la personnalité"³ du *Duce*. Mussolini était "l'homme qui faisait arriver les trains à l'heure", "l'homme qui ne dormait jamais" (symboliquement, la lumière restait allumée toute la nuit dans son bureau); "celui qui sait et qui voit tout, celui qui lit les yeux fermés dans les cœurs humains"... Un

¹ Slogan repris par l'écrivain Leonardo Sciascia (1921-1989) pour titre d'un de ses romans, publié en 1987.

² C'est la racine latine qui a donné aussi les mots "duc" et (à Venise) "doge"; mais Mussolini ne se référait pas à ces deux mots.

³ Attention: cette expression est née en référence au stalinisme.

célèbre slogan apparu en 1927 affirmait "***Mussolini ha sempre ragione***" — "Mussolini a toujours raison". Comme on était en Italie, le pays de la sensualité méditerranéenne, du nu pictural et sculptural, du baroque, et comme par ailleurs le *Duce* était jeune, bel homme et adorait les contacts humains, cette propagande était très "charnelle", parfois à l'extrême limite du sensuel, ce qui contrastait avec la propagande hitlérienne. L'homme Mussolini, son corps, étaient sans cesse mis en spectacle, souvent dénudé, image de force et d'énergie (en train de se livrer à des exercices sportifs, de faire les récoltes, etc.). Les discours du *Duce* étaient des spectacles où l'on venait acclamer un acteur, physiquement présent et qui payait de sa personne avec ses gestes théâtraux, ses poses fameuses (le "menton mussolinien"), avec ces dialogues où "l'homme debout" dominait la foule "féminine"¹ (une idée reprise à D'Annunzio) — en revanche Mussolini prenait peu de bains de foule, rite par trop démocratique: le *Duce* n'était pas un homme comme les autres, mais un dominateur; un homme sorti de la foule, pas un homme parmi la foule. Ces discours étaient aussi des espèces de kermesses où l'on entendait des orchestres, les chants des Chemises noires, où l'on admirait les cortèges des organisations du Parti sur la *Via dei fori imperiali*, voie sacrée du régime.

Mussolini était premier ministre, chef du gouvernement, secrétaire d'État: au-dessus de lui, il n'y avait qu'une seule autorité, celle du roi, qui jusqu'en juillet 1943 n'essaya jamais de faire contrepoids. Le *Duce* nommait les ministres (et collectionnait les portefeuilles: jusqu'à sept en même temps!). Il avait l'initiative exclusive des lois et le droit de légiférer par décrets-lois: bref, il détenait l'intégralité des pouvoirs exécutif et législatif. Au-dessous de lui, il existait un **Grand Conseil fasciste**, reconnu à partir de 1928 comme partie intégrante des institutions (c'était la première fois, hors U.R.S.S., qu'une structure partisane et idéologique faisait irruption dans les institutions d'un pays). C'était l'organe suprême de l'État; il réunissait les membres éminents du Parti, les ministres, les hauts fonctionnaires; Mussolini devait lui soumettre les lois constitutionnelles. En théorie il exprimait la volonté du fascisme, laquelle s'incarnait en celle de son *Duce*, mais du point de vue idéologique le régime fasciste était nettement moins personnalisé que le régime nazi (Mussolini n'avait pas proclamé l'équivalent du *Führerprinzip* nazi): en juillet 1943, le Grand Conseil finit par désavouer la conduite du *Duce*, prétexte dont le roi s'empara pour le destituer — une telle procédure était impensable en Allemagne, où d'ailleurs il n'existait aucun organe suprême du parti nazi. Quant aux **Chambres**, reliques du régime précédent, elles sussistèrent jusqu'en 1939; elles n'avaient qu'un rôle consultatif et "représentatif" au sens corporatiste du mot; les listes de candidats (uniques) à la députation étaient établies par le Grand Conseil sur proposition des corporations. Le régime, à propos des "élections" au Parlement, parlait de "procédure plébiscitaire". Bien sûr, toute forme d'autonomie administrative locale avait disparu.

¹ Expression de Robert Brasillach, concernant Hitler.

Mais les choses allaient au-delà d'une simple dictature personnelle avec culte du chef, phénomène somme toute assez banal. Le fascisme était une idéologie; l'État fasciste était un État "éthique, religieux et social" (selon un dignitaire du régime, en 1928), dont le but était **la création d'un homme nouveau** — et non de restaurer l'homme de jadis menacé par la modernité. Le fascisme exigeait une adhésion fanatique, quasi religieuse, qui apparaît bien dans l'un des plus fameux slogans mussoliniens: "**croire, obéir, combattre**". De même, en 1927, le régime rassembla les commandements du *Duce* en un *Livre de la foi*. Il ne s'agissait pas du tout d'une doctrine intellectuelle comme le marxisme-léninisme: Mussolini n'a laissé aucun ouvrage notable, même pas l'équivalent de *Mein Kampf*. Le fascisme haïssait l'intellect, la réflexion. L'homme fasciste n'était pas défini par des idées, des actes, ni même une profession de foi ni une utilité sociale, mais d'abord par **un "style"**: énergie, rapidité, dynamisme, efficacité, décision, par opposition à la bourgeoisie ventripotente et décadente, aux élites immobilistes et pourries de la monarchie parlementaire. Un slogan typique du régime, censé résumer la "manière d'être" fasciste: *Ne me frego* ("je m'en fiche"). Les dirigeants devaient donner l'exemple de ce dynamisme, au point de devoir se soumettre (en 1938) à des épreuves sportives (saut en longueur, équitation, natation)! Les défilés officiels au pas de gymnastique donnaient des résultats inégalement convaincants, d'autant qu'en pratique le personnel politique du régime ne se recrutait pas entièrement parmi de jeunes gens minces et vigoureux¹.

Tout une symbolique fasciste, en bonne partie reprise des folklores nationalistes et socialistes du XIXe siècle, devait imprégner le pays de nouveauté, d'énergie, de vitalité. En 1926, le régime instaura un **calendrier** fasciste (une idée reprise évidemment du calendrier révolutionnaire français): l'"ère fasciste" commençait à la Marche sur Rome, l'épisode le plus "martial" de la geste. En pratique, il ne parvint pas à s'imposer dans ce pays catholique. Le fameux **salut fasciste** était une reprise, en plus viril, du salut romain (il était obligatoire pour les officiels et les membres du parti fasciste: serrer la main était tenu pour un acte de mollesse punissable). Le message intellectuel, éthique et culturel du régime s'exprimait dans le cri: *Eia, eia, eia, a la la!* Le fascisme tenta même de remodeler la langue italienne, notamment d'imposer le tutoiement et le **vouvoiement** (le *voi*, symbole du respect des hiérarchies nouvelles, usage viril né dans l'armée romaine du Bas-Empire) et de lutter contre les formes de politesse à la troisième personne (le *lei*), considérées comme serviles et par ailleurs d'origine étrangère (ce sont des usages espagnols: l'Espagne avait longtemps possédé Naples et la Sicile).

¹ Le pas de l'oie, en revanche, n'apparut que très tard et sous l'influence allemande; il fut rebaptisé "pas romain".

Pour mener à bien ce projet, Mussolini avait emprunté à Lénine et aux bolcheviks leur idée la plus féconde: le parti unique, instrument fort efficace de contrôle et de mobilisation d'une société au service d'une idéologie — de n'importe quelle idéologie¹. Le **parti fasciste** avait été repris en main et sévèrement épuré à la fin des années 1920. Il était défini comme "une armée de croyants et non une masse d'associés", comme une élite à partir de laquelle devait s'effectuer la transformation en profondeur de la nation, comme une aristocratie politique hiérarchisée "sous la Lumière du génie" (Mussolini, tout comme Lénine, avait reçu la carte numéro un). Les membres du Parti étaient en théorie soigneusement sélectionnés et soumis à de strictes règles de comportement et d'"hygiène physique et mentale". Ce n'était pas un organisme privé mais une "milice au service de l'État fasciste": le secrétaire était nommé par le roi sur proposition de Mussolini (dans les années 1930, c'était **Achille Starace**). Nous l'avons vu, le Grand Conseil, qui en était l'organe suprême, dominait les institutions. La fascisation des cadres sociaux et administratifs, qui ne fit que s'accentuer, aboutit à une interpénétration profonde entre le politique, l'administratif et le judiciaire: ainsi les préfets, les diplomates, les magistrats, les instituteurs devaient être membres du Parti, et ils n'avaient pas droit à la neutralité idéologique dans l'exercice de leurs fonctions. À partir de 1938, tous les fonctionnaires portèrent un uniforme. Dans la réalité, peu à peu les arrivistes prirent le dessus: à la fin des années 1930, la carte du Parti était surnommée *la tessera del pane*, la "carte du pain", car elle donnait accès au rationnement dans des conditions privilégiées².

Le Parti avait pour mission essentielle d'**enrégimenter la population**, avec toute l'ambiguïté caractéristique de ce genre d'entreprise (rassembler, mais aussi isoler face à l'État, notamment par la liquidation de toutes les formes alternatives d'organisation, de tous les espaces de sociabilité volontaire³). Il s'agissait de priver les gens de toute autonomie dans leur existence sociale, et même de réduire leur intimité autant que possible, afin d'en faire des êtres essentiellement politisés, des soldats au service d'une idée, de simples cellules du nouvel organisme social.

¹ Emprunt tout à fait explicite et revendiqué. Évidemment, le parti fasciste descendait des groupuscules révolutionnaires du XIXe siècle, comme il y en avait dans toute l'Europe, pas seulement en Russie; mais ce sont bien les bolcheviks russes qui, dès avant 1914, ont fait la théorie du Parti, "avant-garde du prolétariat" (à cette époque, ils appartenaient à la même mouvance socialiste révolutionnaire que Mussolini); après avoir pris le pouvoir, ils furent les premiers à adapter cette structure à la gestion et à la mobilisation de toute une société: un succès éclatant, maintes fois imité au XXe siècle.

² Milza insiste sur le fait que le parti unique était une structure de pouvoir plus importante en Italie fasciste qu'en Allemagne nazie, où l'on pouvait très bien occuper une place centrale dans le régime sans être membre de la N.S.D.A.P. De manière générale, le nazisme était une dictature bien moins institutionnalisée que le fascisme — voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3. Milza irait presque jusqu'à parler d'une dépolitisation du parti fasciste, soumis aux directives d'un État qui laissait une large place aux technocrates; il n'y eut rien de tel en Allemagne nazie.

³ Pour une réflexion plus fouillée à ce sujet, voyez les cours sur l'Allemagne et la Russie.

La jeunesse était la cible privilégiée de l'enrégimentement, car elle représentait l'avenir et car le fascisme était une idéologie "jeuniste": elle était encadrée par l'organisation de jeunesse du Parti, l'*Organizzazione nazionale Balilla*. Les enfants des deux sexes de quatre à huit ans faisaient partie des "Fils de la Louve". À huit ans les garçons entraient dans les *Balille* (pluriel de *Balilla* — c'est le nom du "Bara italien", un jeune Génois qui en 1746 avait donné le signal d'une révolte contre les Autrichiens): en uniforme, parés d'armes factices, ils participaient à des défilés et à des parades, à des entraînements militaires et à des exercices de culture physique, à des colonies de vacances aux activités fort martiales. C'était bien plus que du scoutisme: on cherchait à les pénétrer du sens de la collectivité, de l'agressive vitalité des guerriers antiques et des valeurs de la révolution fasciste, qu'ils prêtaient le serment de défendre avec leur sang. Il s'agissait d'inculquer une idéologie, de créer des espaces de sociabilité extra-familiaux, politisés. Les petites filles étaient enrôlées dans les "Petites Italiennes". À l'âge quatorze ans, les garçons passaient dans les rangs des *Avanguardisti* et les filles dans ceux des "Jeunes Italiennes" — toutes organisations encadrés par des membres de la Milice. À dix-huit ans, tous étaient enrôlés dans les Jeunesses fascistes, ce qui donnait lieu à une grande cérémonie imitée de l'Antique, la *leva fascista*. L'adhésion à tous ces groupes n'a jamais été strictement obligatoire, mais elle était fortement conseillée (le scoutisme, principale alternative, fut interdit en 1931) et presque tous les enfants italiens faisaient partie de ces mouvements. Cela ne plaisait guère aux catholiques; mais ils toléraient la situation, d'autant plus qu'en pratique l'endoctrinement fasciste n'était pas très efficace.

Distincts de l'O.N.B., il existait aussi des Groupes universitaires fascistes pour les étudiants (et les professeurs — toujours le corporatisme). En revanche, comme on était en Méditerranée, il n'y avait pas d'organisation spécifique pour les femmes adultes, priées de rester à la maison pour faire les pâtes. Les loisirs des travailleurs adultes étaient encadrés par l'*Opera nazionale Dopolavoro*, qui mit sur pied tout un système de voyages organisés, de manifestations culturelles, etc.: l'accès des prolétaires italiens au tourisme et à l'opéra était l'un des *leitmotive* de la propagande mussolinienne.

L'**enseignement** ne pouvait être que fasciste, il devait relayer une propagande: « le gouvernement exige que toute l'école, à tous les degrés, dans tout son enseignement, éduque la jeunesse italienne à comprendre le fascisme et à vivre dans le climat historique créé par la révolution fasciste », disait la Constitution. Ce fut dans l'enseignement primaire que la fascisation alla le plus loin (les instituteurs faisaient cours en chemise noire); mais à tous les niveaux il était obligatoire de faire de temps en temps des leçons spéciales pour exalter le *Duce*. La culture physique occupait une place de plus en plus importante dans les programmes, ainsi que diverses "activités utiles à la communauté" (les écoliers étaient mis au travail dans les usines, participaient aux récoltes — une main-d'œuvre peu efficace, mais gratuite!). Les professeurs d'université, qui n'étaient pas tous fascistes, étaient astreints à un

serment; il existait évidemment des chaires de fascisme, d'Histoire fasciste (la grande figure du régime en ce domaine était Giovanni Gentile), etc.

Le régime fasciste fut l'un des premiers, avec le régime bolchevik, à saisir l'importance des mass-média pour remodeler l'esprit d'une population; il faut dire que c'était la première génération des média modernes, la presse, le cinéma (apparu en France en 1896) et la radio (apparue aux États-Unis en 1920; la télévision n'existait pas encore). Il existait un ministère de la Presse et de la Propagande (rebaptisé en 1937 Ministère de la Culture populaire, "**Minculpop**" — un sigle à la soviétique), qui donnait des instructions aux média (quels sujets traiter et comment, avec quelle typographie, sur combien de colonnes; quels sujets éviter). Il n'y avait plus de **presse** indépendante du régime; la carte du Parti était obligatoire pour écrire dans la presse, les journalistes étaient encadrés par un syndicat. La **radio**, monopole d'État à partir de 1927, véhiculait toute une sous-culture fasciste, parfois par des moyens explicites (des émissions de propagande et de mobilisation, des retransmissions des discours du *Duce*, etc.) mais aussi par le biais des émissions ordinaires, de sketches, de chansons, etc. Mais le médium fasciste moderne par excellence était le **cinéma** (l'un des slogans du régime disait: "la cinématographie est l'arme la plus forte"): aux journaux parlés (les "actualités"), s'ajoutaient toutes sortes de documentaires et de films de propagande plus ou moins ouverte — le tout contrôlé par un échafaudage complexe d'organismes d'aide financière et de contrôle, sous les ordres directs du *Duce*. En 1938, le régime prit le contrôle direct des studios de *Cinecittà*, près de Rome. Le **sport** jouait un rôle essentiel dans cette sous-culture: le régime l'utilisait pour détourner l'attention des Italiens des problèmes du pays, mais aussi pour diffuser ses valeurs, son "jeunisme", son culte de l'énergie et de la violence, et pour déchaîner les pulsions nationalistes, le tout sous le contrôle direct du Parti par l'intermédiaire d'un Comité olympique national italien qui regroupait toutes les associations sportives (les jeux olympiques de 1940 auraient dû se dérouler à Rome, la guerre obligea à les annuler). Comme toujours dans ces cas-là, les succès suivirent: l'Italie accumula les médailles.

La culture était sous la coupe d'un Institut fasciste de Culture, qui organisait des cours et des conférences, et d'une Académie fasciste distincte (et concurrente) des Académies littéraires. Il y avait **des écrivains et des artistes fascistes**: ainsi le journaliste et romancier Curzio **Malaparte** (1898-1957), les peintres **Marinetti**, déjà cité, et Mario **Sironi** (1885-1961), issus pour la plupart des mouvements d'avant-garde de l'avant-guerre. Mais **les intellectuels étaient tenus en suspicion**: il était dangereux de trop réfléchir et d'insuffisamment "croire, obéir, combattre". À la fin des années 1930, le régime commença la mise à l'index systématique de toutes les œuvres "déviantes". La culture fasciste universitaire exaltait avant tout l'œuvre conquérante et civilisatrice de Rome, dont la nouvelle Italie était censée avoir repris le flambeau: fouilles et restaurations se multiplièrent, l'architecture des monuments du régime était d'inspiration volontiers antiques.

En somme, beaucoup de gesticulation, parfois grotesque, une symbolique bien naïve, beaucoup de propagande, souvent infantile, mais somme toute **une influence assez faible sur la société italienne**: rien de comparable en tout cas avec les bouleversements qui eurent lieu sous l'Allemagne de Hitler, avec le fanatisme de masse que parvint à susciter l'hitlérisme — et des résultats pitoyables: en 1941, l'armée italienne parvint à se faire battre par l'armée grecque... Et puis, il est évident que pour l'essentiel **le capitalisme italien demeura intact**: le dirigisme fasciste l'organisa et l'épaula plus qu'il ne le remit en cause; l'autarcie économique que promouvait le régime, notamment par le biais de l'I.R.I. (*Istituto per la Ricostruzione industriale*) n'alla pas aussi loin qu'en Allemagne¹. Déjà à l'époque, il était évident que **les Italiens ne croyaient guère à la dimension idéologique du fascisme**. Le *Duce* se lamentait à l'occasion du peu de dispositions de son peuple à l'obéissance, les jeux guerriers et les grands idéaux qu'il lui proposait. L'Italie, patrie de l'opéra et de la *commedia dell'arte*, sait se moquer de ses histrions même quand elle apprécie leurs performances théâtrales; l'hypocrisie, trait fondamental des sociétés méditerranéennes (notamment en matière de mœurs), aide à mesurer la distance entre les discours et les réalités; les Italiens ont un sens aigu du ridicule, savent les vertus de l'ironie, et, par ailleurs, ont appris de longue date à se méfier de tous les pouvoirs. En 1929, dans *Ce que j'ai vu à Rome*, le journaliste français Henri Béraud évoquait l'interdiction par la censure d'une chansonnette aux paroles pourtant bien innocentes, parce que son succès paraissait lié moins directement à ses qualités musicales intrinsèques qu'à une discrète irrévérence des Italiens envers leur *Duce*. La ritournelle disait:

Non t'arrabiare Faut pas t'énerver
La vita e breve... La vie est brève...

Cela ne rendait pas le régime inoffensif: les Éthiopiens, gazés par dizaines de milliers en 1935-1936, sont bien placés pour le savoir; et puis les dérives des dernières années ne furent possibles que dans le cadre de ce qui avait été mis en place auparavant. La vie dans l'Italie fasciste n'était possible que si l'on se taisait: **le totalitarisme mussolinien a peut-être été une illusion**, au moins jusqu'en 1936-1938, **mais la dictature, elle, était bien réelle**, et sa police secrète et ses "grandes oreilles", fort efficaces. Ceux qui pensaient autrement, ceux qui

¹ Il est vrai que l'on pourrait soutenir, comme je le fais dans le cours sur l'Allemagne nazie (au chapitre 3), que les capitalistes italiens étaient entraînés dans des aventures qu'ils ne souhaitaient pas et ne maîtrisaient pas. Mais même les objectifs en politique extérieure de Mussolini étaient bien moins radicaux que ceux de Hitler: il s'agissait pour l'essentiel d'une reprise classique de l'impérialisme africain et circumméditerranéen, qui datait du XIXe siècle (en 1919, le libéral Orlando, représentant de l'Italie au congrès de Versailles, avait tenté de mettre la main sur la région de Smyrne en Turquie. En 1908, l'Italie avait annexé le Dodécanèse, dans la même région; les ambitions sur la Tunisie dataient des années 1880, et la Corse avait toujours fait l'objet d'un discours rattachiste). Tout ceci, qui s'appuyait sur des nostalgies romaines aussi anciennes que le *risorgimento*, était tout à fait acceptable pour des capitalistes à la mode de 1900, ce qu'on ne peut pas écrire des délires hitlériens concernant l'espace vital et le bouleversement complet de la carte de l'Europe.

étaient différents n'avaient d'autre choix que de se cacher et de filer droit¹. il y eut des assassinats d'opposants et des déportations, notamment dans le pénitencier des îles Lipari, entre Naples et la Sicile, qui préfigurait dans une certaine mesure les camps de concentration hitlériens des années 1930. Beaucoup de militants antifascistes choisirent l'exil en France; ils contribuèrent à donner à l'immigration italienne ses traditions "progressistes" si caractéristiques.

¹ Voyez à ce sujet le film d'Ettore Scola, *Une journée particulière*, sorti en 1977, mais dont l'action se situe en 1938.

Annexe 1: note sur le péronisme.

Les régimes de droite "révolutionnaires" de l'entre-deux guerres européenne ont connu un prolongement ultramarin en Argentine, où le régime péroniste de la fin des années 1940 et du début des années 1950 a été (ou a eu l'ambition d'être) autre chose qu'une simple dictature¹. Né dans les derniers mois de la seconde guerre mondiale, ce régime s'est épanoui dans un monde où le fascisme n'avait plus de légitimité et s'est donc plus rarement réclamé de Mussolini que de la gauche — une gauche à la latino-américaine, nationaliste et antiaméricaine, anticapitaliste par antiaméricanisme. Pourtant les liens avec le fascisme italien étaient évidents, et ont été affichés au tout début — encore en 1947, Peron expliqua: « nous créerons un fascisme, mais en évitant soigneusement les erreurs de Mussolini »². C'est pourquoi je crois qu'il est juste de l'évoquer ici³.

Le péronisme naquit dans un pays en crise, où l'armée avait de solides et anciennes traditions d'intervention dans la vie politique (c'est en Argentine, au XIXe siècle, qu'est né le concept de *caudillo*, que j'ai présenté à propos de Franco). Après trente ans de stabilisation politique liée à la prospérité économique du début du siècle, l'arrivée de la grande crise, très violente car l'Argentine vivait de ses exportations dans le monde développé, provoqua l'effondrement du régime civil. Les militaires, avec le général Uriburu, reprirent le pouvoir dès 1930, et la démocratie ne subsista plus que pour la façade. Uriburu et ses successeurs n'avaient pas de doctrine particulière: leur régime se fondait sur le caudillisme, la défense de l'unité nationale (toujours menacée en Argentine par les conflits entre Buenos Aires et les provinces), le mépris pour les civils; il y avait quelques sympathies pour les régimes forts d'Europe parmi les équipes au pouvoir, mais pas de mimétisme fasciste au niveau de l'action concrète du régime. Du reste le régime n'avait rien de populiste: les militaires des années

¹ Milza étend cette analyse au gétulisme brésilien des années 1950, avec ses prolongements jusqu'au coup d'État militaire de 1964, et à d'autres expériences latino-américaines, civiles dans l'ensemble: celles au Pérou, perpétuellement avortées, de Haya de la Torre (et de son parti, l'A.P.R.A.); celle de Paz Estenssoro en Bolivie en 1952. Il évoque aussi les dictatures militaires des années de guerre froide, par exemple celle de Pinochet au Chili, et le nassérisme, mais ils ne les considère pas comme inspirés du fascisme. Reportez-vous éventuellement à son manuel, et, pour Nasser, à la fiche R1.

² Les liens avec l'Allemagne nazie étaient plus marginaux, quoique non nuls: ils correspondaient aux fascinations particulières d'un certain nombre d'officiers supérieurs argentins, et d'Argentins d'origine allemande. Perón lui-même ne ressentait guère d'attrance pour le nazisme.

³ Attention: je ne parle ici que de la première phase du péronisme! Depuis, tout le monde ou presque en Argentine s'est réclamé de Perón... Il y a eu un péronisme socialisant dans les années 1970, représenté notamment par la guérilla urbaine des Montoneros: un phénomène tardif, lié à l'épuisement du modèle péroniste initial. Par ailleurs il y a aujourd'hui en Argentine un péronisme libéral, à tous les sens du terme, dont le symbole a été, dans les années 1990, le président Carlos Menem; mais de l'avis général il n'a plus de péronisme que le nom, les clientèles, syndicales notamment, dont il a hérité, et une solide habitude de gouverner en distribuant de l'argent à tout va.

1930 s'appuyaient sur la grande bourgeoisie terrienne traditionnelle, chassée du pouvoir depuis 1914 par le parti radical, représentant des classes moyennes urbaines.

Avec la guerre, les gouvernements militaires argentins se trouvèrent tiraillés entre les intérêts économiques qui poussaient les milieux d'affaires à demander l'intervention aux côtés des Alliés, les pressions américaines qui allaient évidemment dans le même sens, mais qui heurtaient le nationalisme local, et les sympathies pour l'Axe de certains militaires. En juin 1943, au moment où le Président (un civil, pantin des militaires) semblait sur le point de déclarer la guerre à l'Allemagne, il fut renversé par un putsch "neutraliste". Cependant le nouveau régime militaire n'afficha guère d'objectifs autres que corporatifs (l'amélioration des soldes!), plus un anticommunisme et un antiparlementarisme des plus classiques. Mais au sein de cette junte figurait le colonel **Juan Domingo Perón** (1895-1974). Il était fils d'immigrés italiens, comme beaucoup d'Argentins, mais devenus propriétaires terriens: il était né dans la *pampa*, c'est-à-dire dans la région des grandes plaines à blé (l'équivalent du *Middle West* américain). C'était un officier spécialisé dans les postes administratifs: entre autres, il avait été attaché militaire en Italie, puis en Espagne juste après la guerre civile, en 1939. Il occupait dans la junte le poste de ministre de la Guerre et chef d'état-major: un poste secondaire sur le plan politique, mais qui lui donnait une grande influence sur l'armée. Il s'en servit pour éliminer ses rivaux successifs dans le cadre d'une série de révolutions de palais, mais sans jamais prendre la tête du régime.

On savait bien cependant qu'il était l'homme fort du pays, lorsqu'à la surprise générale, en octobre 1943, il demanda la direction d'un ministère obscur et méprisé (créé en juin), le Secrétariat d'État au Travail (il rajouta à cet intitulé: et du Bien-Être). C'est qu'**il avait compris la nécessité d'une base populaire pour durer**: l'époque des oligarchies arrogantes et égoïstes était close, désormais l'époque était aux régimes populistes. Les leçons apprises en Italie fasciste allaient être appliquées méthodiquement. Cependant l'heure n'était pas à la mobilisation des masses, tout simplement parce que Perón était *déjà* au pouvoir: l'important était de se constituer une popularité. Perón se fit attribuer un budget important grâce auquel il s'empara, par la séduction ou la corruption, du contrôle des **syndicats**; il proposa et fit voter toute une série de **lois sociales**.

En octobre 1945, le régime militaire, déjà fragilisé par l'effondrement de l'Axe, s'effondra à la suite de pressions de l'ambassadeur américain et du patronat, qui demandait l'abolition des lois sociales votées à l'initiative de Perón. Il fallut toute une campagne de manifestations pour parvenir à ce résultat — on vit les étudiants et la bonne société dans la rue au nom de la "démocratie"; les partis politiques, des conservateurs aux communistes (fort maltraités par les militaires), firent front commun. Début octobre, le gouvernement aux abois renvoya Perón et le fit arrêter. Dans les jours suivants, l'anarchie s'installa: tous les ministres

démissionnèrent sauf deux, plus le Président qui n'était qu'un fantoche. Mais l'armée continuait à réprimer les manifestations.

Alors, le **17 octobre 1945**, "les masses firent irruption dans l'Histoire argentine". Une grève générale convoquée par la C.G.T., le principal syndicat du pays (interdit), dégénéra: les banlieues déferlèrent sur le centre de Buenos Aires aux cris de: "Nous voulons Perón". La foule bloqua complètement le centre de la capitale, assiégea la *Casa rosada*, siège de la présidence de la République. Perón, libéré, apparut au balcon, parla, entama avec la foule un dialogue mussolinien, et parvint à l'apaiser. C'était la conclusion d'un pacte charismatique entre le *leader* et ceux que le régime péroniste baptisa plus tard les *descamisados*, les "sans-chemise" — les déshérités de la société urbaine argentine, à la fois nouvelle et déjà en crise. Le Président dut rétablir la liberté syndicale. Dans les mois suivants, Perón obligea les chefs d'entreprise à payer un treizième mois aux ouvriers et à reconnaître un salaire minimum. Les résistances patronales se heurtèrent à des grèves: ainsi, en janvier 1946, une grève générale paralysa le pays. Perón savait ratisser large: outre les milieux syndicalistes (d'où émergea un parti travailliste), il se rallia une partie des radicaux, mais aussi des groupes conservateurs, nationalistes et catholiques, car il s'affichait croyant et fort anticommuniste. **En février 1946**, au terme d'élections tout à fait honnêtes, **Perón fut élu président de la République** avec 55% des voix au premier tour. Le péronisme n'était pas populaire que dans la capitale: les péronistes raflèrent treize postes de gouverneurs de provinces sur quatorze.

Le nationalisme que le nouveau régime mobilisait était, un peu comme en Italie en 1920, **un nationalisme de réaction face à la "décadence"** du pays, évidente depuis les années 1930. Les Argentins se tiennent pour profondément européens et sont affligés d'un solide complexe de supériorité vis-à-vis des "Indiens" et des "Nègres" du reste du continent; après trente ans d'une prospérité qui leur donna l'illusion d'avoir aussi bien réussi que les pays développés (même si en fait elle reposait essentiellement sur des exportations de matières premières), ils ne supportaient pas d'être ravalés par la crise au rang de pays pauvre. Pour Perón, cette décadence était due à un complot des élites et des États-Unis: il voulait restaurer la souveraineté politique et l'indépendance économique de son pays. En politique étrangère, il rechercha une "troisième voie" entre l'est et l'ouest, mais cet engagement était fort ambigu — il le conduisit notamment à soutenir l'Espagne franquiste, en butte à l'hostilité américaine, au nom aussi de l'"hispanité"; mais il approuva l'intervention étatsunienne en Corée. Il tenta aussi de rallier l'Amérique latine au panache blanc de l'Argentine: il créa notamment un syndicat péroniste pancontinental (l'A.T.L.A.S.), et lutta contre l'O.E.A. (l'Organisation des États d'Amérique, apparue en 1948, trop liée aux États-Unis à son goût). En économie aussi le régime prit des mesures nationalistes, qui annonçaient les régimes nationalistes "tiers-mondistes" des décennies suivantes: en 1948, il nationalisa notamment les chemins de fer, qui

étaient aux mains de compagnies britanniques. Il y eut aussi des velléités de planification; des efforts pour développer l'industrie (mais la reconstruction de l'Europe sonna le glas des espoirs en ce domaine). Tout ceci affolait non seulement les anciennes élites¹, mais aussi les Américains, à peine sortis de la guerre contre l'Axe, pour qui Peron était un autre Hitler.

En matière sociale, le régime péroniste insistait énormément sur la notion de **justice sociale**, mais une justice sociale dont l'Etat devait être l'arbitre. L'esprit du régime est bien résumé par cette formule de Perón: « pour éviter que les masses, qui ont reçu la justice sociale nécessaire et logique, ne poussent pas plus loin leurs prétentions, le premier remède est l'organisation de ces masses: qu'en formant des organismes responsables, des organismes cohérents et rationnels, elles n'aillent pas jusqu'à l'injustice, parce que le sentiment commun des **masses organisées** finit par s'imposer aux prétentions exagérées de quelques-uns... ». Dans un esprit directement inspiré du corporatisme mussolinien, quoique Perón n'osât pas y faire référence explicitement², les syndicats siégeaient dans toutes les instances officielles; le pouvoir tenta de généraliser les négociations collectives par branches. C'était l'Etat qui faisait respecter un nombre impressionnant de **droits sociaux**: droit à la syndicalisation, au travail, à une juste rétribution, à "l'élévation", à des conditions décentes de travail, à la préservation de la santé, au bien-être, à la sécurité sociale, à la préservation de la famille — concrètement, cela prenait l'aspect de multiples prébendes distribuées par le régime à ses clients par l'intermédiaire des syndicats: une habitude désastreuse qui contribua à vider les caisses de l'État et à freiner le développement, les Argentins ayant pris l'habitude de consommer de l'argent qu'ils n'ont pas gagné, et de considérer que c'est un dû³.

Perón insistait beaucoup, corrélativement, sur la discipline nécessaire dans la société: elle ne pouvait être assurée que par la justice — telle que Perón la définissait. La doctrine du régime s'appelait le "**justicialisme**": le fondement en était la **collaboration des classes**, l'association du Capital et du Travail; mais aussi l'association des classes "manufacturières", c'est-à-dire liées à l'industrie moderne, garantes de la modernisation du pays, et des classes rurales (l'oligarchie foncière et la paysannerie) liées à la vieille économie d'exportation de matières premières agricoles. Concrètement, Perón chassa des syndicats tous les marxistes, socialistes et communistes; il arriva à s'assurer l'appui d'une partie du patronat, malgré la fureur qu'avait provoquée sa politique sociale.

¹ Un bon représentant en était l'écrivain Jorge Luis Borges, dont la haine pour le péronisme ne s'est jamais démentie.

² Il se réclamait de références plus "politiquement correctes": les expériences semi-socialistes en cours en France et dans la Grande-Bretagne travailliste, et même le *New Deal* américain. bien entendu, il n'en retenait que ce qui l'arrangeait: ce n'étaient que des slogans.

³ Le pays ne s'est toujours pas débarrassé de ces habitudes, que tous les régimes postérieurs ont reprises, même les plus hostiles au péronisme. Elles sont directement à l'origine de la poursuite de la décadence économique du pays, et notamment de l'hyperinflation des années 1980, puis de la faillite nationale de 2001.

Le style de gouvernement était profondément marqué par le populisme mussolinien, ce qui n'avait rien de très étonnant à cette génération et dans ce pays: Buenos Aires était essentiellement peuplée d'immigrés italiens! Perón s'affichait avant tout comme **le leader des descamisados**. Il disposait, pour le seconder, d'un *leader* encore plus doué que lui: sa femme, **Eva Duarte de Perón** (1919-1952) qu'il avait rencontrée en 1944 (elle avait alors vingt-cinq ans et lui cinquante). Issue d'un milieu très modeste (c'était la fille naturelle d'un fermier), elle avait été actrice, speakerine à la radio; les ennemis du régime l'accusaient de s'être prostituée à ses débuts. En tout cas, elle faisait une parfaite "fille du peuple", qu'elle connaissait de bien plus près que son mari, et son charisme, renforcé par des études d'art dramatique, faisait merveille. Avec "Evita", comme on l'appelait, **pour la toute première fois le show-business faisait irruption en politique**, au siècle des médias de masse — plus tard, il y eut Jiang Qing, Ronald Reagan, et bien d'autres. En même temps, étant une femme, elle ne représentait aucun danger sérieux pour son mari: dans l'Argentine d'alors, une femme au pouvoir était quelque chose d'aussi saugrenu qu'une vache bachelière.

Effacée au début, Evita devint l'un des piliers du régime à partir de 1947: orateur d'exception, elle faisait le lien entre le *leader* (« le condor qui vole haut et loin, parmi les cimes et près de Dieu », selon Bobonne) et les foules, qu'elle affrontait, dominait, domptait physiquement dans des réunions et des meetings totalement mussoliniens où la sensualité et le machisme complexé des Argentins se mettait en scène avec une complaisance baroque — tout cela, encore une fois, n'était intégrable à l'hypocrisie latine que parce qu'Evita bossait pour son mâle. Elle était à la fois dame patronesse (elle organisa un véritable système de protection sociale parallèle par l'intermédiaire d'une Fondation Eva Perón), leader syndical (secrétaire d'État au Travail, elle recevait les syndicalistes, les achetait et les surveillait, impulsait les lois sociales; elle se créa une clientèle personnelle de députés) et *leader* des femmes argentines (elle organisa un parti péroniste féminin, obtint le vote des femmes à la présidentielle de 1949; mais elle dut renoncer à se présenter à la vice-présidence à la suite de pressions de l'armée). Lorsqu'elle tomba malade, d'une leucémie, et mourut à trente-trois ans, l'âge du Christ, en 1952, le régime, avec sa participation active, mit en scène son agonie d'une manière complètement obscène, mais qui contribua à resserrer le lien entre le couple "martyr", qui avait fait don de lui-même à l'Argentine, et les *descamisados*¹.

¹ Tout ceci n'a pas l'air de gêner Madonna (*Don't cry for me, Argentina*), non plus qu'un certain nombre de féministes qui prennent la putain sado-maso, expression la plus achevée et soldate la plus enthousiaste du machisme argentin, pour l'une des leurs, et la reine du kitsch à trois sous au service du fascisme local pour une révolutionnaire — comme quoi la bêtise humaine n'a pas de sexe.

N.B. Pour avoir une idée de l'hystérie qui entourait Evita, voyez le roman *Sainte Evita*, de Tomas Eloy Martinez; il s'agit de l'histoire, authentique, des tribulations de son cadavre, embaumé par un spécialiste russe qui s'était déjà occupé de Lénine, exposé dans le hall de la Maison des Syndicats mais reproduit à plusieurs exemplaires pour décourager les vols, mis à l'abri à la chute du régime de peur que les militaires ne le profanent pas, objet de vingt ans de courses-poursuites entre péronistes et antipéronistes, caché dans un couvent italien, peut-être amputé des mains qui se trouveraient à Cuba...

En 1947, il apparut un **parti justicialiste**, par fusion de deux partis jumeaux, le Parti travailliste et la Junte rénovatrice radicale. Il quadrillait le pays, et entreprit d'envahir les structures administratives et autres. Perón s'était attribué le titre très mussolinien de *Conductor del Partido* (mais quand même pas du pays). C'était lui, bien entendu, qui prenait les décisions essentielles; aux termes de la constitution de 1949, il était rééligible, ce qui allait à l'encontre de toutes les traditions. Le régime amena au pouvoir un personnel politique nouveau, très "plébéien": il y eut un authentique renouvellement des élites, qui n'a guère été remis en cause depuis¹. Les institutions parlementaires subsistaient, les partis aussi, mais l'opposition était étroitement surveillée (le régime s'était arrogé le droit de dissoudre les groupements politiques qui ne lui convenaient pas); la justice perdit progressivement toute indépendance. Le régime contrôlait étroitement la radio et les journaux, l'Université (via les syndicats étudiants), l'enseignement — l'autobiographie d'Evita était une lecture scolaire obligatoire, et son portrait figurait sur tous les manuels scolaires: elle était "la maman chérie", "l'ange", "la bonne fée", "la douce", "la pure", "la céleste", "l'amie des pauvres", "la protectrice des vieillards".

Bref, un régime très proche du premier fascisme, celui des années 1920 — mais sans traces de dérives racistes. **De 1951 à 1955, le péronisme se sclérosa**: Perón avait de plus en plus de mal à tenir ses promesses, en partie parce que la croissance économique n'était pas au rendez-vous, en partie parce que la démagogie péronienne toucha ses limites lorsqu'il n'y eut plus d'argent dans les caisses. Perón perdit peu à peu ses appuis conservateurs, l'Église et l'armée; même les "vrais" ouvriers² se détachaient du régime, car leur pouvoir d'achat n'augmentait pas. De plus, la corruption explosa: rien d'étonnant dans un régime aussi clientéliste. Le péronisme devenait de plus en plus répressif, ses objectifs de plus en plus vagues, ses slogans de plus en plus creux (« la jeunesse agit aujourd'hui parce que désormais elle doit accomplir une mission. D'un pas décidé et sûr elle s'avance sur le chemin du futur et elle sent son coeur embrasé par la flamme lumineuse de Perón »).

Malgré tout, en 1951 l'élection présidentielle (avancée d'un an) aboutit à la réélection de Perón. Ce fut l'Église qui provoqua la crise: certes le régime avait tenté de l'amadouer (l'instruction religieuse avait été rendue obligatoire), mais elle ne supportait pas le contrôle croissant que le péronisme prétendait exercer sur l'éducation, les entraves à l'action du parti chrétien-démocrate, des syndicats chrétiens et des mouvements scouts. En 1954, Perón lança

¹ D'autant que les militaires argentins sont, eux aussi, d'origine assez modeste en général: l'armée argentine n'a pas le prestige sociale de l'armée chilienne.

² Par opposition à la fois aux dockers, petits employés et immigrés récents à la profession changeante, les *descamisados* par excellence; et à la bureaucratie des syndicats péronistes.

une grande campagne anticléricale et commença à préparer la séparation de l'Église et de l'État. Les manifestations et les grèves se multipliaient; un premier coup d'État échoua en juin 1955, ce qui se traduisit par une vague de violences anticléricales et de terreur envers les opposants. Un second putsch réussit en septembre; personne ne descendit dans la rue défendre Perón.

Le *Conductor* s'exila; il finit par se fixer dans l'Espagne franquiste. Une première tentative de retour échoua en 1964. Mais l'impasse politique était complète en Argentine au début des années 1970: les militaires et les radicaux (le vieux parti qui avait gouverné le pays avant Uriburu) ayant également échoué à rétablir l'ordre et à frainer la décadence, les péronistes redevinrent très vite, et de loin, la première force politique du pays, ils gagnèrent toutes les élections auxquels on les laissa participer, et qui étaient régulièrement annulées (à celles où ils ne participaient pas, l'abstention était massive); en 1969, il apparut une guérilla urbaine qui se réclamait d'un "péronisme de gauche", les Montoneros¹. Ce fut dans ce contexte dramatique que le candidat soutenu par les péronistes remporta la présidentielle de 1973; découragés, les adversaires du vieux *caudillo* le laissèrent rentrer. Ce qu'il fit; il remporta de nouvelles élections avec 60% des voix, tandis que sa deuxième femme, Marie Estela Martinez, dite "Isabelita", devint vice-présidente. Mais il avait soixante-dix-sept ans et il était complètement dépassé par l'évolution du monde; il tenta de reprendre son œuvre des années 1940 et 1950, mais sans aucun appui autre que sentimental. Il perdit complètement le contrôle de la gauche de son parti, avec laquelle il rompit publiquement le Premier mai 1974, et du mouvement ouvrier. Il mourut en juillet 1974, laissant le pays au bord du chaos et la présidente Isabel Perón, pâle copie d'Evita, aux mains d'un "mage", Lopez Rega. Une junte militaire la déposa en douceur en mars 1976, puis entreprit de liquider l'ensemble du péronisme et surtout de la gauche. Ce fut le début d'une dictature particulièrement brutale, sans doute la plus sanglante de toute l'Histoire argentine, dont le pays, presque vingt ans après le retour de la démocratie en 1984, porte encore les stigmates.

¹ Appellation reprise des guerres civiles du XIXe siècle: un *montonero* était un cavalier d'une troupe irrégulière levée par un *caudillo*.

Annexe 2, fragment d'idéologie:

La problématique du totalitarisme.

« On va m'accuser de rabâcher. Mais c'est seulement que je me répète. Et il y aurait de la mauvaise foi à me le reprocher. Il s'agit d'un phénomène purement sénile que les médecins expliquent facilement par une irrigation diminuée du cerveau. (...) C'est une chose qui s'obtient par le vieillissement ou l'alcoolisme. (...) On voit par là qu'il s'agit d'un phénomène très naturel et non point de mauvaise volonté. On ne saurait reprocher à un paralytique d'avoir des jambes qui ne marchent pas ».

(Alexandre Vialatte)

Note: la présence dans cette note de deux citations d'Alain de Benoist, philosophe d'extrême-droite, n'implique aucune proximité idéologique, mais seulement le souci de démontrer qu'on peut réfléchir à partir de n'importe quelles sources, et qu'il n'y a pas de pensées ni de textes *a priori* "politiquement incorrects". L'ouvrage d'Alain de Benoist que j'ai utilisé est clair et stimulant, même si l'on n'en partage ni les conclusions rationnelles, ni les émotions sous-jacentes.

Le concept de totalitarisme, auquel je recours sans cesse, est **un concept contesté**. Beaucoup de gens l'emploient, parfois à tort et à travers; beaucoup d'autres s'y refusent. Cette note vise à en défendre la validité, et à le cerner. Dans la première partie notamment, il ne s'agit pas à proprement parler d'un exposé historique, mais plutôt d'une réflexion ressortissant du domaine de la science politique.

Le mot de "totalitarisme" est apparu dans les années 1930. Mussolini a utilisé l'adjectif correspondant, pour se référer (en bonne part) à son propre régime, et Salazar, nous l'avons vu, pour désigner le type de dictature qu'il ne souhaitait pas incarner; ni Hitler ni Staline n'ont jamais utilisé l'adjectif ni le substantif, en revanche l'un et l'autre étaient d'usage courant sous la plume des analystes des dictatures de l'époque, notamment l'Allemand Waldemar Gurian et le Français Élie Halévy. Après 1945, ce concept a connu une éclipse en Europe, pour des raisons que j'évoquerai; en revanche, aux États-Unis il a gagné ses lettres de noblesse avec la parution de l'ouvrage de **Annah Arendt** (1906-1975): *Les origines du totalitarisme*, à partir de 1951. Cet ouvrage d'une Juive allemande exilée en 1933 était au départ une réflexion sur les origines du nazisme et (c'était à l'époque une nouveauté) sur le caractère inédit de ce régime dans l'Histoire, qui s'exprima par la Shoah et ne pouvait se concevoir qu'à l'âge moderne, l'âge de la puissance technique et des masses: Annah Arendt fut la première à

souligner que le nazisme n'a pas été une dictature nationaliste ordinaire¹. En cours de réflexion et de rédaction, elle ajouta à son livre une autre dimension, en soulignant **le caractère fondamentalement comparable des régimes nazi, fasciste et stalinien**. Ce qu'elle disait, c'était que "la Bête n'était pas morte"² avec la défaite d'Hitler, que ce n'était pas une Bête allemande mais une Bête tapie au fond de chacun d'entre nous, dans un certain nombre de passions, parfois honorables dans leur principe, mais qui deviennent dangereuses dès lors qu'on ne les maîtrise pas et que des démagogues s'en emparent pour faire de la politique; que cette Bête, c'est le monde moderne, le monde du XXe siècle qui l'a déchaînée, et que même après l'avoir vaincue il faudra vivre avec la connaissance qu'elle existe, lutter à chaque instant contre son ressurgissement.

Très populaire dans les pays anglo-saxons durant la guerre froide (un peu moins dans les très contestataires années 1960), rejeté en France où il était incorrect de mettre le P.C.F., le "parti des fusillés" sur le même plan que l'occupant nazi (**Raymond Aron** a été l'un des rares à l'utiliser), le concept de totalitarisme a regagné du terrain sur le vieux continent au fur et à mesure que l'image des pays socialistes se dégradait, et que l'idée de liens privilégiés entre le capitalisme et le fascisme était contestée (c'est-à-dire, en gros, à mesure que l'on abandonnait les analyses axées sur l'économie, qui mènent à insister sur l'irréductibilité du projet léniniste et sur le fait que les fascismes ont laissé en place l'essentiel des structures économiques en place à leur prise de pouvoir, pour revenir à des analyses axées sur le politique, qui mènent à insister au contraire sur les similitudes des pratiques politiques entre les dictatures du XXe siècle, entre autres leur idéologie anticapitaliste). Depuis 1989, le concept de totalitarisme s'est largement vulgarisé; mais une partie des historiens continuent à le contester.

Ceux qui reconnaissent une validité au concept de totalitarisme partent en général de ce constat que **certains régimes dictatoriaux du XXe siècle**, quoique très différents par leurs objectifs affichés et quoiqu'ils se détestassent, **présentaient des similitudes de fonctionnement qui n'étaient pas le fait du hasard**: elles correspondaient à une identité profonde dans la vision du monde, dans la conception que leurs *leaders* respectifs avaient de la politique. C'étaient **des dictatures modernes**, au sens où elles ne mobilisaient pas une légitimité transcendente (comme le droit divin au Moyen Âge), mais prétendaient servir le peuple. C'étaient **des dictatures révolutionnaires**, au sens où elles ne prétendaient pas maintenir par la force l'ordre existant, mais au contraire le bouleverser pour créer une humanité nouvelle. C'étaient **des dictatures idéologiques**: elles se référaient à des principes élevés au statut de dogmes, des quasi-religions laïques: de ce fait, il n'y avait pas d'espace

¹ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3.

² Référence à la bande dessinée française d'Edmond-François Calvo, sortie en 1945: *La Bête est morte — la guerre mondiale chez les animaux*.

pour le politique dans les régimes totalitaires¹. Enfin les totalitarismes étaient **des dictatures activistes**: ils ne se contentaient pas d'obtenir l'obéissance, mais prétendaient mobiliser la société, convaincre les gens de la justesse de leur idéologie, susciter l'enthousiasme, l'adhésion, voire le sacrifice.

Il s'agit donc d'un concept comparatif. Bien entendu, il ne concerne pas la totalité des dictatures du siècle passé; personne n'a jamais prétendu que le régime franquiste, par exemple, était un totalitarisme. Le franquisme était un régime autoritaire, non totalitaire, au sens où il prétendait obtenir l'obéissance, non l'adhésion; il tolérait la présence en Espagne de non-franquistes, y compris par exemple d'anciens combattants de l'armée républicaine, à condition qu'ils ne fissent pas de politique. Comme je l'ai montré plus haut c'était un régime conservateur, voire réactionnaire, au sens où il prétendait rétablir, puis "frigorifier", les structures sociales et économiques de l'Espagne traditionnelle, menacées par les progrès des contestations en tous genres. Enfin c'était, dans une large mesure, un régime de droit divin. De même, le régime soviétique à l'époque brejnévienne ne peut être qualifié de totalitaire: il avait renoncé à mobiliser la société et à changer l'ordre des choses, c'était devenu un régime autoritaire conservateur. La plupart des régimes socialistes qui ont fleuri dans le tiers-monde entre 1960 et 1980 n'étaient pas non plus des régimes totalitaires: l'idéologie affichée était totalitaire, mais c'était largement un discours à l'usage de l'étranger (dans le but notamment d'obtenir de l'aide soviétique), et concrètement ces régimes étaient des dictatures autoritaires à fondement nationaliste; ils ont toujours toléré l'indifférence, et même pour la plupart une dose variable de contestation.

On aboutit à un **inventaire** somme toute réduit: **le régime nazi** en Allemagne (1933-1945); **le régime stalinien** en U.R.S.S. (entre la fin des années 1920 et la fin des années 1950); **le régime maoïste** en Chine (entre 1949 et le début des années 1980); **le régime des Khmers rouges** au Cambodge (1975-1979); **le régime communiste de Kim Il-Sung, puis de Kim Jong-Il en Corée du nord** (depuis 1948), **le régime d'Enver Hoxha** et de ses premiers successeurs en Albanie (1945-vers 1990) et quelques autres variantes exotiques du stalinisme. Deux autres régimes, **le régime fasciste en Italie** (1922-1943, plus la république de Salò: 1943-1945) et **le régime léniniste en Russie**, puis en U.R.S.S. (de 1917 à la fin des années 1920) peuvent être qualifiés de régimes à velléités totalitaires: leurs dirigeants affichaient une volonté totalitaire, mais échouèrent à les concrétiser à cause de diverses circonstances — malgré cette restriction, dans cet exposé je me permettrai de faire référence à l'idéologie

¹ J'entends ici "politique" au sens de: "discussion contradictoire, débat". Dans un autre sens, on peut soutenir que dans les régimes totalitaires l'ensemble de l'existence était politisée, par le biais des meetings, de l'écoute obligatoire des discours du *leader*, des tâches collectives, etc. C'est certainement dans la Chine maoïste et dans le Cambodge des Khmers rouges que cette politisation de l'existence est allée le plus loin.

affichée par ces régimes, dans la mesure en particulier où ils ont largement servi de modèles, respectivement, au régime nazi et au régime stalinien.

Bien entendu, **comparer n'est pas identifier**. Il ne s'agit pas de prétendre que le stalinisme et le nazisme, c'est la même chose. Les différences sont énormes, mais elles ressortent d'un autre exposé. Ce qui m'intéresse ici, ce sont les ressemblances, parce qu'il me semble que c'est en les analysant qu'on parvient à comprendre l'essence de ces régimes. Le concept de totalitarisme, comme tout concept, ne rend compte que d'une dimension de la réalité; cela n'empêche pas cette dimension d'exister.

En revanche, le présupposé implicite de cet exposé est le refus d'établir une hiérarchie du "bien" et du "mal", une différence morale entre les différents régimes totalitaires, tant au nom des pertes humaines et matérielles dont ils ont été responsables qu'au nom de la radicale dissemblance des principes affichés. Pour moi, comme pour Stéphane Courtois dans l'introduction du *Livre noir du communisme* (paru en 1997), **« un enfant mort au Goulag vaut un enfant mort à Auschwitz »** (le verbe "valoir" est à entendre dans un sens moral), et il me semble non seulement erroné, mais obscène et chocant de prétendre le contraire: c'est une insulte à toutes les victimes. L'un des enfers du XXe siècle se trouve avoir été pavé de bonnes intentions, cela n'en fait pas moins un enfer, fort comparable à l'autre sous beaucoup d'aspects. Jamais la fin ne justifie les moyens. L'important, c'est d'essayer de cerner les raisons qui ont mené à l'enfer, en des lieux distincts et avec des pavements différents, et qui pourraient éventuellement y mener un jour à nouveau. Je défends la démocratie en actes et non la démocratie en intentions: mon principe est que les intentions ne valent rien si elles ne sont pas suivies d'actes en accord avec elles. La générosité n'excuse rien. Peut-être même¹ est-il encore plus scandaleux de tuer au nom de la générosité que de la haine, car cette hypocrisie remet en cause le concept même de générosité — ce qu'exprime à peu près Alain de Benoist dans *Communisme et nazisme: vingt-cinq réflexions sur le totalitarisme au XXe siècle*, de la manière suivante (je résume un peu): **"si l'on peut, au nom de la générosité, massacrer des êtres humains comme au nom d'une doctrine de haine, il serait peut-être temps de se méfier de la générosité"**.

C'est probablement à ce niveau que se pose le problème le plus aigu. Les lignes que je viens d'écrire sont considérées comme inadmissibles, en France notamment, par de nombreuses personnes, pour la plupart très respectables, au nom d'une sensibilité ancrée dans une expérience historique². Toute une génération a souffert de l'occupation nazie ou se souvient de ces souffrances, et considère l'U.R.S.S. comme le pays qui a libéré l'Europe, et le communisme comme la force politique par excellence qui a résisté à la peste brune, « des

¹ Comme me l'a soutenu Pierre Teitgen (khâgne, 1995 à 1998).

² Je développe également cette idée au chapitre 4 du cours sur l'Allemagne.

brigades d'Espagne à celles des maquis »¹, des grèves antimilitaristes et anticolonialistes des années 1920 à l'épopée castriste et guévariste. Au chapitre 6 du cours sur l'U.R.S.S., en m'inspirant du livre de François Furet: *Le passé d'une illusion*, paru en 1995, j'ai tenté de montrer que cette vision des choses, que j'appelle "l'idéologie de Front populaire", est le résultat d'une construction élaborée par la direction soviétique et ses relais en Occident, entre 1934 et 1945 (avec une interruption en 1939-1941): bref, que c'est une vision biaisée des choses, et biaisée pour des raisons politiques². Depuis 1991, nous avons changé de siècle; mais certains n'en veulent rien savoir, ne veulent pas sortir de ce monde mort qui fut le leur. Je crois qu'on n'est plus ici dans le domaine de la réflexion mais dans celui de la passion: qu'en dire, sinon qu'il est lamentable de refuser, pour des raisons affectives, de réfléchir?

Il faut prendre garde aussi à **ne pas confondre les communistes**, notamment les communistes français, **et le communisme**, tel qu'il s'est incarné notamment à l'époque stalinienne. Bien entendu, on ne peut mettre sur le même plan un militant communiste français et un militant du P.P.F. des années 1930. Le premier agissait au nom de l'amour, le second au nom de la haine. Mais cela n'a rien à voir avec la problématique du totalitarisme, car la France n'a jamais subi le joug d'un régime totalitaire, et l'immense majorité des communistes français n'en ont jamais rêvé: ils ne sont pas concernés par le sujet que je traite ici. Ce dont ils rêvaient, même dans leurs périodes les plus sectaires, n'avait rien à voir avec ce qui s'incarnait alors en U.R.S.S.: ces gens, il y en avait pas mal dans ma famille, voulaient un monde plus juste, plus doux aux faibles, mais absolument pas l'abolition de toutes les libertés, la liquidation de classes sociales entières, un bouleversement de l'ensemble des cadres de vie de l'humanité. Ils étaient généreux, dévoués, courageux; leur logomachie s'inspirait de celle de l'U.R.S.S., y compris dans sa période totalitaire, mais dans l'ensemble elle ne correspondait pas à leurs actes. Ils ont été trompés, ils se sont trompés, ils ont voulu se tromper; leur cas relève à mon avis d'une Histoire de la naïveté humaine, peut-être d'une Histoire de l'autisme; mais cela n'enlève rien à cette belle remarque de Juliette Noureddine, dans la chanson *L'étoile rouge* (1999): « L'avenir est-il si radieux / Que l'on oublie celles et ceux / Qui l'ont rêvé meilleur ? »³. Cela doit être dit; mais cela non plus ne doit en aucun cas empêcher de réfléchir à ce qui s'est passé en U.R.S.S. dans les années 1930 à 1950.

Un autre présupposé de cet exposé est le refus de considérer l'extermination des Juifs d'Europe, menée par les nazis entre 1942 et 1945 mais préparée dès le milieu des années

¹ Référence à la chanson de Jean Ferrat: *Le bilan* (1980).

² Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

N.B. Il existe d'autres biais! Les centre-Européens ont exactement la perception inverse de l'Histoire de cette période, à partir d'expériences elles aussi inverses: pour eux le communisme, dont ils ont souffert cinquante ans, est le mal absolu et Hitler est celui qui, au moins, a combattu avec eux l'Armée rouge. Cette vision, bien entendu, est tout aussi discutable; mais ce n'est pas ici mon sujet.

³ Voyez le cours sur la France, aux chapitres 12 (où je reprends cette citation) à 16.

1930, comme un événement unique, incommensurable, incomparable à tout autre, en quelque sorte "sacré" par l'horreur qu'il provoque en tout être normalement constitué. Il me semble s'agir, encore une fois, d'une position passionnelle et non rationnelle. La comparaison est nécessaire à la réflexion, et je me refuse à cesser de réfléchir sous quelque prétexte que ce soit. Il y a eu au XXe siècle des événements comparables à la Shoah (comparer n'est pas identifier): le génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman en 1915-1916 en est un, et je soutiens que l'extermination des koulaks dans l'U.R.S.S. stalinienne en est un autre. De toute façon, ce n'est pas en oubliant les victimes du Goulag et du Laogai que l'on rendra mieux hommage aux victimes de la Shoah: au contraire, cette focalisation parfois délirante de toute l'Histoire contemporaine sur un seul événement, très sensible en France dans les années 1980 et 1990, et les manifestations d'agressivité, très sensibles aussi, envers tout discours un tant soit peu hétérodoxe sur cet événement, finissent par provoquer de très naturelles réactions d'agacement, parmi lesquelles se glissent et se relégitiment à l'occasion des formes d'antisémitisme: c'est exactement le résultat inverse de celui qui est recherché.

Les **critiques du concept du totalitarisme** sont nombreuses: je vais commencer par essayer d'y répondre. Je les reprends largement de l'article de Ian Kershaw: *Nazisme et stalinisme: les limites d'une comparaison*, paru dans *Le débat* (n°89) en mars-avril 1996. Je ne m'arrête pas sur l'argument longtemps développé par les communistes selon lequel le stalinisme serait un espèce particulière de démocratie, avec des défauts liés aux difficultés des circonstances mais excusables et éphémères, et surtout superficiels, compensés par une "essence" fondamentalement démocratique et, rajoutaient certains, un plus grand degré de démocratie dans les rapports sociaux; selon lesquels il y aurait une parenté étroite, naturelle, une alliance inévitable entre le communisme et la démocratie contre le fascisme: outre que le caractère inacceptable de cette argumentation est aujourd'hui, je crois, évident à toute personne de bonne foi, je lui fais un sort dans le cours sur la Russie.

Première critique sérieuse: un concept qui ne s'applique qu'à une demi-douzaine de régimes au maximum est d'**un "rendement intellectuel" problématique**. Cet argument soulève généralement des tempêtes parmi les khâgneux optionnaires de philosophie¹! Depuis quand la validité d'un instrument intellectuel dépend-il du nombre d'objets réels auquel il s'applique? À ce compte, les mathématiciens devraient refuser d'utiliser les nombres imaginaires. Quand bien même le concept de totalitarisme ne s'appliquerait qu'au nazisme et au stalinisme, ces deux régimes ont occupé une place suffisamment importante dans l'Histoire du XXe siècle pour que ce cela justifie de s'y intéresser. Par ailleurs, les régimes que j'ai

¹ Remarque due, à l'origine, à Pierre Teitgen (khâgne, 1995 à 1998).

énumérés ci-dessus me semblent assez différents des autres régimes politiques que le siècle a connus, et en même temps suffisamment semblables entre eux au moins sous certains aspects, pour justifier qu'on ait recours à un même mot pour désigner ce qu'ils semblent avoir de commun entre eux et d'irréductible aux autres, au moins dans le but d'essayer de vérifier si cette intuition correspond à une réalité — autrement dit, même pour conclure que le concept de totalitarisme ne sert à rien, encore faut-il à un moment accepter de réfléchir dessus.

Deuxième critique: aucun régime ne correspond à cent pour cent à la définition que j'ai donnée ci-dessus du totalitarisme; même dans l'Allemagne nazie et dans l'U.R.S.S. stalinienne, **il y avait des espaces qui échappaient à l'idéologie officielle** (ainsi les religions n'ont jamais été interdites par aucun régime de la liste ci-dessus, sauf en Albanie de 1967 à 1989). À ce compte, on pourrait aussi bien prétendre que le concept de démocratie est inopérant parce qu'il n'existe aucune démocratie parfaite! Cet argument appelle le même genre de remarque: un concept est une construction intellectuelle, il aide à comprendre la réalité mais celle-ci est trop complexe pour qu'il en soit rendu compte en un seul mot — sinon ça se saurait depuis un certain temps, et il y aurait bien eu quelque démiurge oulipien pour dénicher ce Graal. Mais cela n'enlève pas leur validité aux tentatives pour penser la réalité dans le cadre de la finitude de l'esprit humain, à essayer de classer la réalité pour la comprendre: « chaque cas est unique pour l'historien; mais le politologue se doit de chercher des éléments communs, de les conceptualiser, et par-delà de réduire ce grand nombre à certains types principaux » (A. de Benoist), et l'historien se doit d'utiliser les concepts forgés par les politologues (entre autres) pour analyser chaque cas particulier, car sans analyses, sans concepts, l'Histoire n'est que de la chronique.

L'argument, proche du précédent, selon lequel **le communisme a évolué** et donc ne peut être enfermé dans le seul concept de totalitarisme, est justiciable du même type de réponse. Ce n'est pas parce qu'à certaines périodes le régime soviétique n'était pas totalitaire, qu'il ne l'a jamais été! Autant refuser d'étudier le féodalisme parce qu'il est entré en décadence à la fin du Moyen Âge... L'Histoire est la science des évolutions, le concept de totalitarisme est un instrument statique de la pensée, permettant de comprendre certains stades de cette évolution; cette compréhension me semble importante, même s'il y a évidemment aussi d'autres problèmes à aborder lorsque l'on étudie l'Histoire de l'U.R.S.S. — en particulier celui-ci: comment sort-on d'un totalitarisme? Mais c'est le sujet d'une autre étude. Quant à l'argument selon lequel le communisme, en U.R.S.S. et aussi en Chine, a fini par évoluer en un post-totalitarisme alors que le nazisme s'est plutôt radicalisé, c'est une illusion liée à un problème d'échelle historique. Le communisme a duré soixante-dix ans et est mort de sa belle mort; le développement du nazisme a été stoppé au bout de douze ans par la victoire des Alliés. S'il avait duré soixante-dix ans il aurait certainement évolué aussi, notamment après la mort ou l'élimination de Hitler! Si l'on considère les douze ou quinze premières années du

stalinisme et du maoïsme, on a également l'impression d'assister à des processus de radicalisation.

Troisième critique: **les régimes nazi et stalinien se sont affrontés**: ce fut la seconde guerre mondiale. Peut-on réellement considérer, dans ces conditions, que les ressemblances l'emportent? À cet argument, une réponse: il arrive que des frères jumeaux se détestent! La ressemblance n'a jamais impliqué l'amour. L'important n'est pas que staliniens et nazis se soient étripés, mais que dans leur lutte entre eux comme dans leurs autres luttes ils aient employé des instruments comparables dans le cadre de visions du monde apparentées. D'ailleurs François Furet fait remarquer fort justement que Staline et Hitler se détestaient pour des raisons très proches: pour Hitler, Staline était le produit final de la démocratie enjuivée; pour Staline, Hitler était le produit final de la démocratie bourgeoise. L'ennemi essentiel leur était commun (je vais y revenir); c'étaient ses contours qui variaient — et à certains moments, comme en 1928-1933 et en 1939-1941, la détestation commune l'emporta: à l'époque du pacte germano-soviétique, les régimes totalitaires furent alliés¹. Et il ne s'agit pas d'un incident de parcours, d'une période sans signification: c'est alors précisément que la seconde guerre mondiale a éclaté! Ce qui s'est passé en 1941-1944 n'annule pas ce qui s'est passé en 1939-1941: les deux périodes ont droit au même statut dans la réflexion historique, toutes manipulations postérieures et toutes expériences et sensibilités historiques personnelles mises à part.

Quatrième critique: il y a en fait deux dimensions de l'idée totalitaire: une dimension étatique (l'idéologie officielle, le parti de masse, le monopole des médias, etc.) et une dimension "activiste" (tout ce qui vise à la mobilisation totale des énergies). Or il arrive que l'on trouve l'un sans l'autre: est-ce que cela ne signifie pas que le totalitarisme est **un concept fourre-tout, donc bancal**? Je ne crois pas; cela signifie essentiellement, comme je le soutiens ci-dessus à propos du Portugal et de l'Espagne, que des régimes non totalitaires ont repris du totalitarisme certains de ses symboles, certaines de ses pompes, certains de ses instruments de domination de la société, au service d'un projet non totalitaire. Ainsi le parti unique léniniste est une trouvaille si brillante qu'il a été imité jusque dans le Zaïre du maréchal Mobutu, dans les années 1970 et 1980! Les totalitarismes partagent certains traits avec d'autres régimes; cela n'empêche pas de nommer totalitaires ceux d'entre eux qui ont un nombre suffisants de traits communs, et d'écarter les autres de la liste. La mise en évidence, par exemple, des traits communs entre les régimes totalitaires non communistes et certaines dictatures conservatrices de droite relève d'une autre étude; mais l'intérêt du concept de totalitarisme est de nous apprendre qu'il y a aussi des différences, essentielles, entre ces deux types de régimes.

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

Quatrième critique: on ne peut mettre sur le même plan **un régime qui avait un projet pour toute l'humanité et un régime qui divisait l'humanité**, en niant l'unité fondamentale. J'avoue ne pas bien saisir en quoi le projet léniniste et stalinien était un projet pour l'humanité entière: il s'agissait de la diviser en classes sociales, puis d'éliminer certaines d'entre elles, physiquement (et ce, dès l'époque de Lénine¹). Le "racisme social" des bolcheviks me paraît parfaitement comparable au racisme ethnique des nazis — le vocabulaire employé par Lénine et par Hitler pour désigner leurs ennemis respectifs était d'ailleurs exactement le même, notamment le rejet hors de l'humanité par l'emploi de noms d'animaux immondes². Comme pour Hitler il n'y avait pas d'innocents parmi les Juifs (le collaborateur Pierre Laval, raflant des enfants juifs, déclara: « je fais de la prophylaxie »); pour Lénine et Staline, "il n'y a[vait] pas d'innocents dans la bourgeoisie"³. Il est vrai qu'il y a en principe une différence entre une race et une classe: on ne peut pas cesser d'être un Juif, on peut cesser d'être un bourgeois. Le problème, c'est qu'en U.R.S.S., en Chine, en Albanie et dans le Cambodge communiste cette distinction ne fonctionnait pas! Dans ces quatre pays, il n'était pas question de laisser les anciens bourgeois et aristocrates se fondre dans la masse du prolétariat: ceux qui n'avaient pas été éliminés avaient un statut de parias, qui leur interdisait notamment de faire des études supérieures et d'exercer certains emplois, et les exposait à toutes les vexations⁴. Quelle est exactement la différence avec le statut des juifs en Allemagne nazie? Les koulaks, comme les Juifs, ont été exterminés pour ce qu'ils étaient, non pour ce qu'ils faisaient: le mot "génocide" ne convient peut-être pas, mais l'esprit est bien le même.

Cinquième série de critiques: il y a **des différences essentielles dans le fonctionnement** de ces différents régimes. Dans l'Allemagne de Hitler l'**économie** n'était pas étatisée; la **terreur** stalinienne était dirigée surtout "vers l'intérieur", elle visait à remodeler la société et elle était largement antiéconomique tandis que la terreur nazie était dirigée "vers l'extérieur"; les **campes** de concentration soviétiques n'étaient pas des camps d'extermination; surtout, le **statut du leader** n'était pas du tout le même dans les régimes fasciste et nazi et dans les régimes communistes. Certes: comparer n'est pas identifier! En particulier, je voudrais souligner que **la dimension monarchique n'est pas un élément central de la définition du totalitarisme** (il s'agit plutôt d'un élément emprunté indépendamment par les différents totalitarismes aux passés monarchiques des différents pays où ils se sont implantés); on peut très bien imaginer un totalitarisme à plusieurs têtes, voire sans tête comme dans *1984* de George Orwell. Du reste le totalitarisme le plus extrême du XXe siècle, celui des Khmers rouges, était pratiquement acéphale: le pays était sous la coupe d'une

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

² Voyez aussi le livre de R. Pipes: *The unknown Lenin*, paru en 1996.

³ La formule est de Ravachol, un anarchiste français des années 1890. Voyez le cours sur la France, au chapitre 5.

⁴ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3, et celui sur la Chine, au chapitre 2.

"organisation" (l'Angkar), dont la direction était collégiale et largement inconnue des Khmers eux-mêmes. Le numéro un du régime, Pol Pot, n'a laissé aucun texte et n'apparaissait pratiquement jamais en public, à tel point que les services secrets occidentaux ont mis trois ans à l'identifier (Pol Pot est un pseudonyme) à partir d'une unique photo¹! Il ne faut pas se laisser prendre à la fascination des grandes figures de dictateurs contemporains: ce n'est pas en eux, dans la folie de Hitler, la paranoïa de Staline ou les pulsions sadiques de Mao, que réside l'essence du totalitarisme.

Sur les **systemes concentrationnaires**, il faut d'abord souligner que tous les camps nazis n'étaient pas des camps d'extermination et que certains camps soviétiques s'en rapprochaient si l'on prend en compte les taux de mortalité². De toute façon il y a bien eu volonté d'extermination des koulaks, dans les camps ou hors des camps³; quant à la déportation des "peuples punis", elle a coûté la vie à un tiers des populations concernées (selon une estimation basse), des résultats comparables à ceux des persécutions des Juifs d'Europe; il est vrai que ce fut par des moyens plus artisanaux — on les abandonna, épuisés, le long des routes enneigées⁴. Les Allemands aussi ont eu recours à ce genre de technique "artisanale", notamment les *Einsatzgruppen* en U.R.S.S. en 1941-1942⁵.

Par ailleurs, la différence évoquée par Kershaw entre les deux **terreurs** me laisse perplexe. En quoi les Juifs étaient-ils plus "extérieurs" à l'Allemagne que les koulaks à l'U.R.S.S.? En quoi les Finlandais, les Baltes, les Polonais agressés par Staline étaient-ils plus "intérieurs" que les Polonais, les Tchèques, les Soviétiques agressés par Hitler? La terreur stalinienne visait à remodeler la société, la terreur nazie à remodeler le visage ethnique de l'Europe, je n'y vois pas de différence fondamentale; l'une et l'autre étaient aussi **antiéconomiques** (les milieux patronaux allemands ont protesté contre les persécutions antisémites parce qu'elles les privaient d'ouvriers, d'ingénieurs et de cadres qualifiés!). Quant à l'idée que la terreur stalinienne n'était pas dans la nature du régime soviétique alors qu'elle était dans celle du régime hitlérien, parce que ce dernier était un régime de haine et l'autre pas, il faut ne pas avoir lu une ligne de Lénine, ni beaucoup de livres d'Histoire parus depuis moins de vingt ans, et être doté d'une solide dose de mauvaise foi, pour soutenir des âneries pareilles: la haine sociale était au cœur de la vision du monde de Lénine depuis les premiers témoignages que nous en avons conservés⁶; la terreur était au centre de sa pensée politique dès que celle-ci a été formulée, et elle a été appliquée dès l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, à une

¹ Voyez le cours sur la Chine, au chapitre 2.

² Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 2 à 4.

³ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

⁴ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

⁵ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4.

⁶ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1.

échelle bien plus radicale que ce qu'exigeait la victoire dans la guerre civile¹. Enfin, le projet stalinien ne me paraît pas plus rationnel que le projet nazi: il s'affichait comme tel, mais c'était la raison devenue folle, c'était la logique des savants fous: ainsi dès le début, dès le V.N.S.Kh.², on savait que la planification centralisée de l'économie était une idée complètement inapplicable; mais on l'a appliquée au nom de l'idéologie. La collectivisation et la liquidation des koulaks ont définitivement ruiné l'agriculture soviétique! Bel exemple de radicale **irrationalité**... Le stalinisme, c'est l'économie (entre autres) devenue démente; l'hitlérisme, c'est la biologie (entre autres) devenue démente. Je n'y vois que des parallèles.

Quant au problème de la comparaison du **nombre des victimes** (le communisme, en gros, en a fait quatre fois plus, mais sur bien plus de temps et sur une bien plus grande partie du globe³), il me paraît sans intérêt. Ce sont les méthodes et les formes d'esprit à l'œuvre qu'il s'agit de comparer, pas la hauteur des tas de cadavres. J'irais même volontiers jusqu'à soutenir que l'essence du totalitarisme n'est pas forcément dans la violence, tout au moins dans la violence ouverte. Déjà au XIXe siècle dans *De la démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville avait prophétisé l'évènement d'une dictature douce, qui règnerait par le consensus, par l'acception de la servitude volontaire par les esclaves. Dans *Nous autres*, roman paru en 1920⁴, Evguéni Zamiatine décrit le totalitarisme au moment où il n'a plus besoin de la violence, puisqu'il a presque complètement décervelé la population — et le roman s'achève par la phase finale dudit décervelage. C'est aussi le point de départ du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, roman paru en 1932.

Sixième et dernière critique: **Hitler a fait ce qu'il a toujours dit, les bolcheviks ont fait le contraire de ce qu'ils prétendaient**. La pratique léniniste et stalinienne était en décalage avec les principes du communisme: de ce fait, il est toujours possible de critiquer Lénine et Staline au nom du léninisme, alors qu'il est impossible de critiquer Hitler au nom de l'hitlérisme. L'argument me semble procéder d'une lecture fort sélective de Lénine: chez celui-ci, on trouve dès le début, à côté de fort humanistes proclamations de foi en l'avenir radieux, la justification de la violence, la négation de l'humanité de l'ennemi de classe, l'appel au "génocide de classe" des koulaks. Il faut vraiment être partial pour ne voir dans Lénine que l'humaniste! Et ne parlons même pas de Staline... Chez les bolcheviks, la promesse progressiste du socialisme était déjà profondément adultérée, dès avant 1917. Par ailleurs, ce qui importe en Histoire ce n'est pas ce que les gens prétendent, c'est ce qu'ils font: qu'une quelconque secte prétende que le soleil est vert ne l'empêche pas d'être jaune; que Lénine ait

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

² Voyez ce même chapitre.

³ Voyez, bien sûr, *Le livre noir du communisme*.

⁴ J'utilise des citations de ce livre dans le cours sur la Russie, aux chapitre 2 à 4.

eu des formules progressistes ne doit pas empêcher, sauf aveuglement ou mauvaise foi, de s'occuper de ce qu'il a réellement fait, et qui n'était pas plus humaniste que ce que Hitler a fait.

Je vais maintenant passer à ce qui me semble justifier le recours au concept de totalitarisme. D'abord, il me semble qu'il y a entre les régimes totalitaires, **des identités formelles** qui à elles seules justifieraient le parallèle, même si elles n'étaient dues qu'à l'"air du temps" ou à des effets d'imitation. Je les reprendrai en détail à la fin de l'exposé; ici je me contente de jeter en vrac quelques exemples, en plus de ceux qui apparaissent en creux dans les paragraphes précédents: le parti unique et ses organisations satellites, avec notamment des tentatives pour embrigader les enfants et les adolescents et affaiblir le plus possible la cellule familiale, le contrôle total des médias et leur utilisation pour diffuser l'idéologie officielle; le volontarisme politico-économique et la mobilisation de la population dans un but révolutionnaire, l'utopie toujours affichée et des tentatives tout à fait concrètes pour la faire advenir, la politisation de l'ensemble de la vie des individus et en même temps la disparition totale de la politique en tant que débat; la présence de parias, parias sociaux dans les pays communistes, parias ethniques en Allemagne nazie et dans les dernières années de l'Italie fasciste; un discours éliminationniste concernant ces parias, et un passage à l'acte à certaines périodes. Sur un plan plus superficiel, les ressemblances sont évidentes au niveau du décorum: défilés, uniformes, et jusqu'aux arts officiels.

S'agit-il de ressemblances fortuites, comme je l'ai écrit plus haut, d'**un "air du temps"?** Peut-on soutenir, comme le fait en très gros l'historien allemand Ernest Nolte, que le nazisme n'a été qu'une réaction au bolchevisme, une réaction qui a repris ses méthodes? Je ne crois pas, même s'il est bien possible que les nazis, comme les fascistes, aient organisé leur parti unique sur le modèle de celui de Lénine (un succès éclatant en termes de prise et de conservation du pouvoir), et que les camps de concentration allemands (les premiers, ceux d'avant 1940) dussent beaucoup à l'exemple du Goulag. Il me semble qu'il ne s'agit que de détails. L'esprit et l'essence du nazisme ne sont pas des copies de l'esprit et de l'essence du communisme: Hitler n'était pas Mengistu Haïlé Mariam¹, il ne se livrait pas à des gesticulations pour attirer l'attention de possibles bailleurs de fond; il avait un projet qui datait au moins de 1923 (la date de rédaction de *Mein Kampf*), à une époque où le totalitarisme en U.R.S.S. était encore à l'état de potentialité; ce projet s'inscrivait dans le cadre d'une mentalité qui avait commencé de se former bien avant 1917. C'est pour analyser cette mentalité commune que le concept de totalitarisme me semble utile: penser le totalitarisme c'est d'abord

¹ Le "Négus rouge" éthiopien des années 1970 et 1980: son régime s'affichait comme un communisme radical.

penser son origine. Du reste, l'ouvrage où le concept de totalitarisme se trouve le mieux cerné est le livre d'Annah Arendt sur *Les origines du totalitarisme*.

Jusqu'où faut-il remonter dans cette **recherche des origines du totalitarisme**? Dans le cours sur la France¹ et dans celui sur la Russie² je donne quelques pistes, dans le désordre, sur les liens de filiation intellectuelle et sensible qui unissent certains acteurs essentiels de la Révolution française, Robespierre et les Jacobins, Marat, Babeuf, aux *carbonari* italo-français et aux décabristes russes à la génération suivante (puis aux radicaux russes descendants des décabristes, jusqu'à la *Narodnaïa Volia* dont le frère de Lénine était proche); à Blanqui en France, à la génération suivante encore³, puis à ses descendants intellectuels et politiques, notamment (avec une forte empreinte russe en retour) les anarchistes des années 1890; à la génération suivante enfin, aux socialistes corporatistes et nationalistes, descendants de Blanqui et de Proudhon, dont Benito Mussolini fut l'exemple le plus achevé — et l'on sait ce qu'il est devenu lorsqu'il a quitté la mouvance socialiste. Retisser tous ces liens avec précision est une tâche énorme qui dépasse très largement le cadre de cette mise au point.

En revanche, je voudrais m'arrêter sur un problème bien précis: faut-il aller chercher dans **l'esprit des Lumières, à l'origine** de l'esprit révolutionnaire des Robespierre et consorts, l'une des origines **du totalitarisme**? Il faut reconnaître que c'est tentant, lorsque par exemple on lit dans *L'an 2440* de Louis-Sébastien Mercier (1740-1814), une utopie publiée en 1770, comment les hommes, un jour, « guidés par la raison », se sont « mis d'accord » pour brûler tous les livres sauf douze, les plus dignes d'admiration et les plus « moraux »... Il y a dans le rationalisme des Lumières des inclinations qu'un homme du XXe siècle peut ressentir comme extrêmement inquiétantes: une tendance à perdre de vue les hommes, les personnes, les individus, au profit de la raison, des idées, des utopies. Il n'est pas très difficile de démontrer que ces tendances se retrouvent telles quelles dans le léninisme; pour le nazisme la démonstration demande un détour par la critique de la rationalité moderne au nom de ses propres principes (voyez plus bas). La connaissance assimilée à la calculabilité du monde, le culte de la technique, l'idée que le monde est (ou ne devrait être) qu'une extension de l'homme, qu'il est légitime (et devrait être possible, grâce aux progrès de la raison) de le transformer à l'infini, qu'il n'y a pas de nature humaine et que l'homme aussi est malléable à l'infini, cet optimisme radical et sinistre des faiseurs de barrages géants et d'hommes nouveaux, cette volonté acharnée de liquider tout ce qui est ancien, imparfait, bref tout ce qui

¹ Aux chapitres 1 à 6, 9 et 10.

² Au chapitre 1.

³ Pour François Furet, l'"Enfermé" est la figure clef de ces évolutions: c'est par lui que s'est effectuée la fusion d'une partie du courant de pensée socialiste et d'une partie des courants révolutionnaires et terroristes. Je reprends cette analyse au chapitre 1 du cours sur la France.

existe ("du passé, faisons table rase!"¹), tout cela forme à l'évidence la toile de fond mentale de tous les totalitarismes. Dans ces conditions, certains soutiennent que dès que les hommes des Lumières parviennent au pouvoir, ils massacrent les Vendéens, ils détruisent les liens sociaux dont la société traditionnelle était tissée pour laisser l'individu seul face au pouvoir, au nom d'un individualisme radical et dévoyé ils imposent la Raison même à ceux qui n'en veulent pas. La conclusion logique du raisonnement est que seule la technique leur a manqué pour établir un totalitarisme, cette technique que justement le XXe siècle a mise abondamment à la disposition des dictateurs².

Cependant, ce raisonnement me semble passer sous silence un point crucial: le rationalisme des Lumières n'a pas donné que des Mercier; toutes les utopies ne sont pas totalitaires, celle de Fourier par exemple était essentiellement libertaire³. Ce que je viens d'évoquer dans le paragraphe précédent est un héritage des Lumières; mais il y en a un autre, et c'est le libéralisme. Au XXe siècle, **la modernité issue des Lumières n'a pas abouti qu'aux totalitarismes**: au contraire, elle a donné à leurs ennemis la force et les moyens de l'emporter, et aujourd'hui la liberté règne sans partage, au moins au niveau idéologique: à quelques exceptions près, même les régimes qui la mettent à mal dans leur pratique quotidienne s'en réclament au niveau des principes. Quant à prétendre que le libéralisme est une nouvelle forme de totalitarisme... Cet argument me semble annulé par le fait même que celui qui l'avance puisse le prononcer. Je montrerai plus bas que le libéralisme secrète mécaniquement sa propre critique, et ce depuis ses origines; c'est pourquoi il ne peut pas devenir un totalitarisme.

Il me semble que les racines du totalitarisme résident dans **un arbitrage défectueux entre des rêves et des espoirs d'une part, l'acceptation de la réalité d'autre part**: ce type de dérive se produit à toutes les époques, pas seulement à celle des Lumières. À l'intérieur du cadre mental fourni par le rationalisme des Lumières, certains se sont progressivement écartés du libéralisme en politique comme en économie, par ambition d'un monde meilleur guidé par la raison, par déception de constater que le libéralisme ne débouche pas sur une société parfaite, par détestation du monde tel qu'il existe et désir de le changer à tout prix: l'ordre des choses est insupportable, il faut qu'il bouge quel que soit le prix à payer, une fin aussi sublime justifie tous les sacrifices, mais aussi tous les moyens. La réorganisation du monde se fera, bien entendu, sur la base des principes de départ... mais auparavant il y aura des détours, des reniements (provisoire en théorie). C'est sur cette mentalité que je me concentrerai dans l'avant-dernière section de cette note: c'est elle qui a fait le lit du totalitarisme.

¹ Paroles de *l'Internationale*.

² À l'exception de la référence à Mercier, ce paragraphe résume les arguments d'Alain de Benoist, dans l'ouvrage déjà cité plus haut.

³ Voyez le cours sur la France, au chapitre 1.

Mais il y a eu aussi les autres... Ceux dont le relativisme, la capacité d'accepter un monde imparfait pourvu qu'il soit un peu meilleur que celui d'hier et un peu moins bon que celui de demain, la confiance en l'humanité et en la liberté de l'homme, ont été suffisantes pour leur faire admettre que dans toute société des inégalités subsistent, mais que cela vaut mieux que la misère générale; des injustices, mais cela vaut mieux que l'arbitraire général; des limites à la liberté, mais cela vaut mieux qu'un monde transformé en un grand camp de concentration; que la liberté et la tolérance sont encore les meilleures *techniques* pour empêcher que les égoïsmes, inhérents à la nature humaine, et la diversité des points de vue sur le monde, ne dégénèrent en conflit général, et qu'en tout cas cela vaut mieux que de décerveler l'ensemble de la population pour obtenir l'unanimité dans la joie; que les liens sociaux détruits par la modernité peuvent être remplacés avantageusement par des liens librement choisis et qu'il vaut mieux être seul à faire le choix de ses amis, de son foyer, que condamné par sa naissance, par sa couleur de sa peau, à appartenir à telle ou telle caste, ou marié de force par ses parents; bref, que « la démocratie est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres », comme disait Winston Churchill. Ceux-là ont été, il me semble, majoritaires parmi les héritiers des Lumières aux XIXe et au XXe siècle; ils l'ont emporté dans le gigantesque combat pour l'interprétation des principes de la modernité qui fait toute l'Histoire politique du XXe siècle. Cela prouve qu'il n'y a pas de fatalité au passage de l'esprit des Lumières à l'esprit totalitaire: il y a seulement un risque récurrent auquel il faut toujours être vigilant, qu'il faut toujours se donner les moyens de réduire, en s'efforçant d'utiliser toujours des moyens compatibles avec les fins.

Pour analyser **les origines de l'esprit totalitaire**, je partirai donc non des Lumières, mais des critiques de ma modernité à l'époque où celle-ci était déjà très largement installée, c'est-à-dire au XIXe siècle. Les paragraphes qui suivent sont très largement repris du premier chapitre du *Passé d'une illusion* de Furet. Il y insiste sur trois idées: il y a eu **un terreau commun** aux totalitarismes, la passion révolutionnaire; **des circonstances** nouvelles, l'"ère des masses", ont permis à certains politiciens d'exploiter ce terreau; enfin il y a eu **un déclencheur**, la première guerre mondiale.

a) Les passions pré-totalitaires.

Un certain nombre de passions étaient à l'œuvre depuis longtemps en Europe, depuis le XIXe siècle au moins, qui poussèrent certains à **critiquer la démocratie au nom de la démocratie**. Il ne s'agissait pas de courants de pensée réactionnaire comme l'ultracisme, qui voulait en revenir à un Ancien Régime idéalisé; il s'agissait de critiquer la démocratie au nom du décalage de ses réalités et de ses propres idéaux. Il y a en effet **une contradiction essentielle dans la démocratie**: elle proclame des **principes** universels dont la dimension est

à la fois politique et morale, mais en même temps c'est le **régime individualiste** par excellence, puisqu'elle dit que l'État ne doit assurer qu'un minimum de fonctions, celles que les individus ne peuvent pas assurer seuls (ainsi la police; mais la religion et les opinions, elles, sont du domaine du privé). La démocratie est un régime qui se contente de prétendre réguler les égoïsmes. Aussi c'est le régime où l'argent compte avant tout, celui où les inégalités se creusent (ou se font évidentes); c'est un régime qui n'assure pas la cohésion des groupes, la solidarité des hommes, mais au contraire organise la compétition et détruit le lien social. Le démocrate est déchiré « entre l'égoïsme calculateur, par quoi il s'enrichit, et la compassion, qui l'identifie au genre humain (...); entre le désir d'être égal, donc semblable à tous, et l'obsession de la différence, qui le jette à la poursuite de la distinction la plus minime. Entre la fraternité, horizon de l'humanité, et l'envie, qui forme son ressort psychologique vital » puisqu'on n'est plus dans une société où "chacun est à sa place" mais dans une société où tout le monde, en principe, devrait avancer selon ses mérites... même si l'expérience démontre journallement qu'il n'en est rien.

De cette **déception fondamentale vis-à-vis de la démocratie**, de cette déception fatale car consubstantielle à l'idée démocratique (la démocratie n'est qu'un idéal, il n'y aura jamais de démocratie parfaite), découlent **plusieurs passions collectives**:

1) **La haine de l'argent**. L'argent est la seule "valeur" où se mesure la réussite à l'intérieur d'une société démocratique, puisque celle-ci ne met plus à son programme l'accomplissement d'un projet religieux ni le respect de normes morales. Il n'y a plus de normes morales communes aux citoyens de la démocratie: ceci était insupportable à beaucoup d'Européens du XIXe siècle, qui allèrent chercher de nouvelles normes dans le fonds des particularismes nationaux ou dans celui des idées de 1789. Au siècle pénultième la haine de l'argent n'était pas propre à la gauche: on la trouvait aussi chez les légitimistes qui ne supportaient pas qu'un veau d'or eût remplacé Dieu dans le cœur de l'homme moderne; chez les nationalistes qui pensaient que l'argent dissolvait les valeurs nationales.

2) **La haine du bourgeois**. Le bourgeois est le profiteur de la démocratie. Il prétend partager des valeurs universelles, mais il se sert de sa puissance financière pour empêcher les autres de vivre mieux; il les exploite. C'est un hypocrite, un Tartuffe; un égoïste à courte vue, incapable de s'élever aux universaux; il n'a aucune valeur morale, il n'est pas cultivé, il est ridicule. De plus la bourgeoisie ne forme pas une caste mais une classe: comme chacun peut espérer devenir un bourgeois en s'enrichissant, cela détruit les possibilités d'évolution de la société: le bourgeois embourgeoise la société, c'est-à-dire la rabaisse à son niveau de médiocrité. La haine du bourgeois, elle non plus, n'était pas que de gauche: les légitimistes détestaient ces parvenus sans prestige qui les avaient remplacés au pouvoir; les nationalistes haïssaient la bourgeoisie car elle était coupée des valeurs du terroir, "cosmopolite" (en particulier les Juifs). Enfin c'était sans doute dans la bourgeoisie que la haine du bourgeois

était la mieux ancrée: effet de la schizophrénie soulignée plus haut entre les principes politiques et les réalités socio-économiques.

3) **Le désir de fonder une société nouvelle**, une société sans argent ni bourgeois, où l'individualisme n'eût plus cours, où le lien social brisé par 1789 fût enfin rétabli, où l'homme ne fût plus un loup pour l'homme. Deux solutions pour accéder à cette société: soit on appliquait radicalement les principes de 1789, au risque d'une surenchère dont la Révolution française avait déjà montré les dangers, de Robespierre à Babeuf; soit on extrayait du passé national un *corpus* de valeurs particulières que l'on plaçait au-dessus des valeurs universelles de 1789, sans pour autant les contester, en tout cas celle d'égalité. L'égalité est en effet l'une des caractéristiques essentielles des **utopies**, ce genre philosophico-politique déjà ancien mais qui fleurit et surtout se politisa au XIXe siècle (dans la lignée de la Révolution française, qui marqua l'irruption de la philosophie en politique) et constitua la matrice essentielle de la pensée totalitaire: à partir du moment où on accepte de penser non plus philosophiquement, mais *politiquement* un monde idéal sans se préoccuper des contingences, c'est-à-dire des imperfections de l'être humain et de leurs conséquences pour l'organisation de la Cité, on est mûr pour essayer de fondre autoritairement tous les hommes dans un même moule. **Le nazisme et le stalinisme sont des utopies, ils sont nés dans des livres**, ils ont constitué des tentatives d'appliquer à la réalité de recettes imaginées par des intellectuels qui ont pensé le futur, la société idéale, *avant* de penser la réforme de la société existante. Déjà au XIXe siècle les tendances totalitaires de l'utopie étaient sensibles chez le doux, le libertaire Fourier, dans la manière maniaque dont il prévoyait tous les détails de la société idéale future. Certes Fourier ne faisait pas de politique, il attendait un généreux donateur; il ne prétendait pas imposer ses phalanstères par la force. Moindre mal... Mais les expériences tentées après sa mort tournèrent très mal, à la secte!

4) **Le mythe révolutionnaire**, le mythe de l'Histoire et de la volonté humaine. Il fallait en effet combler l'hiatus entre la société idéale projetée et la société actuelle, si insupportable. Tout le monde n'avait pas un caractère à se contenter, comme Fourier, d'attendre toute sa vie un bienfaiteur pour fonder un premier phalanstère! En Europe continentale il y avait un mythe tout prêt: celui de la Révolution, qui s'était incarné d'abord dans la Grande Révolution française, puis dans les événements de 1830 et de 1848. Bien sûr la société libérale et bourgeoise était issue des événements de 1789; mais les révolutionnaires eux-mêmes avaient tenté de la dépasser (Robespierre notamment): donc la Révolution était un moyen d'aller plus loin. Certains marxistes, dans la lignée des socialistes français attachés à la tradition de 1793 (Blanqui, etc...), élaborèrent une théorie de la Révolution où 1789 n'était qu'une étape annonçant le "grand soir", la révolution des prolétaires qui amènerait l'utopie au pouvoir.

Le mythe de la Révolution a eu une importance essentielle dans la genèse du totalitarisme. **Le révolutionnaire, c'est l'homme qui triomphe de l'Histoire, qui la plie à sa volonté, qui en accélère le déroulement; mais c'est aussi l'homme qui obéit aux lois de l'Histoire, les réalise**, puisque la succession des révolutions est inscrite dans l'Histoire. Situation on ne peut plus confortable pour l'esprit, quoiqu'un peu contradictoire si l'on y réfléchit bien! Cela donnait à l'action politique la caution de la science reine du XIXe siècle, l'Histoire, véritable divinité laïque dont le culte s'était bâti sur les ruines du déterminisme religieux (on ne pouvait plus penser l'avenir de l'Humanité en termes de salut et d'apocalypse; le contrat social renouvelé prenait sur Terre la place du Paradis, la Révolution était l'apocalypse). Faire la Révolution, c'était donner à l'action politique un caractère d'inéluctabilité historique. C'était aussi résoudre le dilemme de la volonté: comment réformer une société dont les citoyens les plus puissants veillaient sur la stabilité au nom de ses principes (la liberté, l'égalité), en mettant à mal soi-même nécessairement ces principes, au moins de manière transitoire? La Révolution substituait à la volonté de la majorité, idée qui n'avait débouché que sur le leurre du régime représentatif, la volonté de quelques-uns, plus "éclairés" car ils connaissaient les lois de l'Histoire, plus généreux (prêts à se sacrifier, etc...), plus efficaces car mieux organisés. Cette minorité qui agissait pour le peuple devint, dans l'esprit de beaucoup, le peuple agissant. On pouvait continuer sur cette voie en assimilant le groupe révolutionnaire à son chef, qui devenait ainsi le mandataire, la voix du peuple: c'est ce que François Furet appelle "l'hypostase révolutionnaire".

Evidemment, au XIXe siècle l'idée de Révolution était forte surtout à gauche. Mais à la fin du siècle elle commença à gagner du terrain à droite. Parce que celle-ci, avec le suffrage universel, était en train de perdre sur les masses le contrôle qu'elle exerçait traditionnellement par le biais des notables; mais aussi parce que la droite réactionnaire, légitimiste, la droite traumatisée par 1789, était morte (en partie de la contradiction de n'avoir pu se résoudre à employer des moyens révolutionnaires pour parvenir au pouvoir, sans pour autant se fixer d'autre but que la restauration d'un Ancien Régime dont le mal révolutionnaire était parti). La droite des années 1890-1910 s'inscrivait désormais dans le cadre de la société moderne; même lorsqu'elle voulait revenir à une société d'ordres, de corporations, elle admettait l'utilité de ce moyen d'action que lui avaient légué ses ennemis: l'action politique de masse, la Révolution.

b) L'ère des masses et des États tout-puissants.

Les phénomènes que je viens d'évoquer ont existé à toutes les époques (sauf le culte de l'Histoire): l'utopie, par exemple, est vieille comme la philosophie, et la Révolution a eu de beaux débuts dans le monde anglo-saxon bien avant 1789. Mais les révolutions anglo-saxonnes n'ont abouti qu'à des compromis pragmatiques permettant à la société libérale de fonctionner sans entraves; quant aux utopies, on n'imaginait pas qu'elles pussent s'incarner: même au début du XIXe siècle, les saint-simoniens et les fouriéristes n'appliquent leur idées

qu'à une toute petite échelle, et à des volontaires. Ce qui explique que ces idées aient finalement été imposées à des populations entières et surtout se soient traduites par des projets politiques à l'échelle d'un pays, puis de l'humanité, c'est la révolution industrielle et les bouleversements sociaux et politiques qu'elle entraîna. La Révolution industrielle a donné aux passions pré-totalitaires une arme, l'État moderne, et des troupes, les "masses".

1) **L'État acquit** au XIXe siècle et au début du XXe **une puissance qu'il n'avait jamais eue** auparavant dans l'Histoire. Cette puissance était évidemment celle de la technique moderne, instrument neutre, qui peut aussi bien servir à augmenter la liberté des hommes qu'à la réduire. Il faut aussi souligner qu'au cours des XIXe et XXe siècle l'État s'est vu investi de **missions nouvelles**: favoriser le commerce, éduquer, protéger, homogénéiser la nation... De ce fait, il intervint de plus en plus dans la vie quotidienne de ses administrés, avec de plus en plus de moyens et de légitimité collectivement reconnue à se mêler de leur vie. Au XVIIIe siècle des villages entiers vivaient en ignorant presque qu'il existait un roi de France. Au XXe siècle, on les recensait, on les faisait voter, on les envoyait à l'école, au service militaire, on leur apprenait le français, on les vaccinait... et tout le monde trouvait cela normal, y compris les vaccinés.

2) Les effets sociaux de cette modernisation de l'État furent profonds. Les hommes étaient désormais en contact quotidien, en relation directe avec l'État. Ils ne s'inscrivaient plus dans des groupes, dans des structures intermédiaires qui les étouffaient et les protégeaient à la fois. **L'homme moderne est seul face au pouvoir**; même s'il a la possibilité de se coaliser (en syndicats, en partis politiques) ces coalitions ne sont pas permanentes, elles ne réunissent que des volontaires, sur un projet précis, et partiel — rien à voir avec la chaleur, la permanence sécurisante de la famille, de la paroisse, de la corporation, où l'on entrait une bonne fois, le plus souvent par la naissance, pour n'en plus sortir.

De plus, **tous ces individus isolés font les mêmes expériences**, ressentent les mêmes sentiments. La vie sociale s'est massifiée: au début du XXe siècle des millions d'ouvriers accomplissaient les mêmes gestes, avaient les mêmes conditions d'existence, quelle que fût par ailleurs leur valeur humaine personnelle. Le paysage politique se simplifia en quelques grandes tendances, les problèmes politiques se réduisirent à quelques-uns, de portée très abstraite et générale — et la qualité du débat s'effondra: comparez de ce point de vue la presse de la monarchie de Juillet et celle du temps de l'affaire Dreyfus! La culture et l'information aussi se massifièrent. **L'homme de l'ère des masses est un homme qui perçoit les mêmes choses que ses voisins, qui éprouve les mêmes sentiments que ses semblables**. Isolé par ailleurs face à l'État et dans la jungle de l'économie capitaliste, il eut tendance, au début du XXe siècle, à se replier sur les solidarités nouvelles que lui proposaient les partis, les syndicats, etc... où il lui semblait retrouver la chaleur des anciennes structures sociales moribondes. Ce fut **l'"ère des masses"** (celle où l'on commença à se préoccuper de la

"psychologie des foules", selon le titre de l'ouvrage du sociologue Gustave Le Bon — qui finit en admirateur du fascisme): en manifestant, on se tient chaud! Ce fut l'ère aussi où les médias commencèrent à forger des personnages politiques (en France, Boulanger fut l'un des premiers)¹.

3) Aussi **les passions politiques étaient de plus en plus collectives**, de plus en plus téléguidées aussi par les médias et ceux qui les contrôlaient ou apprenaient le plus vite à s'en servir: en France, l'affaire Dreyfus marque l'acte de naissance de la campagne de presse et celui de l'intellectuel². Ce fut aussi l'époque où l'opinion publique commença à jouer un rôle majeur dans le jeu politique: tout simplement parce qu'un peu partout en Europe le suffrage, universel ou tout au moins assez large, était désormais bien installé et que peu à peu les votants parvenaient à faire entendre leur voix. Bien sûr l'opinion collective était souvent manipulée, et peu importait le niveau d'instruction des gens! En Italie dans les années 1920, ce furent d'abord les régions les plus instruites qui se donnèrent à Mussolini. De même en France, ce fut dans l'*intelligentsia* que l'idéologie communiste opposa la plus longue résistance à la réalité des faits, alors que les ouvriers, eux, ne croyaient plus depuis longtemps à leur propre appauvrissement supposé, et autres contes à dormir debout³.

Avant 1914, les classes politiques traditionnelles continuaient cependant à contrôler l'essentiel, c'est-à-dire les constitutions et les élections; le personnel politique, pour l'essentiel, n'envisageait pas de changer les règles du jeu (y compris l'immense majorité des socialistes, tel Jaurès). Mais les premiers partis de masse apparurent alors (comme la S.P.D. en Allemagne); **des passions que les élites traditionnelles n'avaient pas intégré au jeu politique firent irruption** et menacèrent de gauchir le débat. En France, alors même qu'Émile Combes jouait la vieille comédie de la guerre religieuse dans une indifférence polie de l'opinion, l'antisémitisme se développait et trouvait une expression politique avec l'Action française — il la trouva encore plus promptement en Allemagne, en Autriche et surtout en Russie où il était manipulé par le pouvoir, justement dans le but d'empêcher l'apparition d'un débat politique moderne.

Tout ceci annonçait les premiers **démagogues**, c'est-à-dire ceux qui plus tard se servirent des passions des masses pour arriver au pouvoir, puis pour y rester en "dynamitant" le système politique d'en haut, mais au nom des masses, comme le firent Lénine (au nom de la survie de la Révolution) puis Hitler (au nom de la survie de la nation allemande). À ma connaissance, cependant, il n'y eut aucun phénomène de ce genre avant 1914: Lénine était

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 5. Tout ceci a beaucoup évolué dans la seconde moitié du XXe siècle: les messages véhiculés par les médias, notamment, sont bien moins massifs et bien moins simplistes que voici un siècle.

² Voyez le cours sur la France, au chapitre 6.

³ Voyez le cours sur la France, aux chapitres 15 et 16.

alors à la tête de groupuscules inoffensifs, et Mussolini, l'un des leaders des socialistes italiens (ceux-ci n'étaient pas très puissants et tous n'étaient pas aussi excités que lui); quant à Hitler, il ne faisait même pas encore de politique.

c) Le déclencheur: le désastre de la guerre de 1914-1918.

La première guerre mondiale fut le grand cataclysme de l'Histoire contemporaine de l'Europe. Elle provoqua non seulement un déclin économique durable du vieux continent, mais aussi des transformations radicales dans les mentalités, et une destabilisation générale des systèmes politiques hérités du XIXe siècle, qui sans cette boucherie auraient peut-être continué à fonctionner jusqu'à nos jours, comme aux États-Unis. C'est pourquoi on ne peut pas comprendre la naissance du totalitarisme sans remonter aux circonstances précises. Les dates parlent d'elles-mêmes: Lénine a pris le pouvoir en 1917, en pleine guerre mondiale; Mussolini en 1922, à la faveur de la crise économique et politique qui suivit le retour à la paix; Hitler tenta un coup d'Etat en 1923 (année où les communistes allemands firent aux aussi leur dernier coup de force, à Hambourg); il échoua, mais réussit à la crise suivante, en exploitant les souvenirs de 1918 (notamment l'iniquité du traité de Versailles).

1) La "grande guerre" renforça encore les **États**. Elle permit des **innovations techniques** spectaculaires (ainsi le tank, le sous-marin, les gaz asphyxiants), exclusivement orientées vers la destruction de l'être humain. Elle inaugura aussi **de nouvelles méthodes de contrôle des économies** (c'était la première fois dans l'Histoire que toute la production était orientée vers un but, la guerre: une leçon que les régimes totalitaires allaient reprendre à leur compte!) et des individus: pendant quatre ans et demi, on maintint les soldats au front, et l'arrière en état d'hypnose, par le bourrage de crâne et par quelques exécutions de mutins. La guerre fit prendre aux gens comme aux pouvoirs l'habitude de la violence pour régler des problèmes déjà anciens: en 1915, un premier génocide eut lieu en Turquie. Certains historiens (mais pas Furet) parlent à ce sujet d'**une "brutalisation" générale des rapports sociaux et politiques** à cette génération.

2) La "grande guerre" fut **une guerre totale**: toute la population fut mobilisée, même les femmes (à l'arrière, dans les usines, aux champs, etc.). Les soldats ne rentrèrent pas chez eux aux récoltes, ni en hiver. Les belligérants cherchèrent non seulement à détruire des armées mais aussi à bombarder des villes, à arrêter l'activité économique (par le blocus); les civils ne furent pas épargnés, au contraire ils furent la cible privilégiée de la guerre sous-marine. Ce fut aussi **une guerre "démocratique", une guerre d'opinions**, d'opinions manipulées mais pas seulement: on n'eût pas pu la mener sans l'acquiescement des populations, c'était toute la mentalité des Européens du XIXe siècle que les bourreurs de crâne exploitaient. Toujours est-il qu'on soufflait sur les braises des passions d'hommes qui souffraient, qui perdaient des proches, qui voyaient leurs pays meurtris. Cette guerre rendit les

passions encore plus massives (tout le monde avait été dans les mêmes tranchées, toute une génération avait une même expérience), encore plus extrêmes.

3) Surtout, la guerre introduisit massivement dans les esprits **un doute radical quant à la valeur de la civilisation européenne**, qui avait pu déboucher sur de tels massacres. Comment penser dans les termes mesurés du XIXe siècle un événement qui avait coûté la vie à dix millions de personnes, qui avait laissé des régions entières labourées et incultivables, qui vous avait aveuglé, amputé, gazé? En particulier, les systèmes politiques et les partis qui avaient suscité ou accepté la guerre se trouvaient totalement décrédibilisés: notamment la social-démocratie, qui avait milité pour la paix avant de voter les crédits militaires en juillet 1914. En plus, les hommes politiques de l'avant-guerre n'avaient aucun projet pour l'Europe de l'après-guerre.

Tout ceci était si énorme, si impensable qu'il allait falloir trouver des voix nouvelles pour l'exprimer, des voix qui s'exprimaient avec la grossièreté, le manichéisme de la guerre, non dans le vocabulaire abstrait, policé des politiciens d'avant 1914. Et comme on ne voulait plus se souvenir qu'on avait aussi défilé la fleur au fusil en août 1914, il fallait trouver des boucs émissaires, des responsables de la boucherie: le grand capital impérialiste, les Boches, les Juifs, les bolcheviks, etc... Pour beaucoup d'Européens, il était du devoir des hommes de détruire (plus exactement, de finir de détruire) ce monde qui avait débouché sur l'horreur: d'où une renaissance de l'idée de révolution, à droite comme à gauche (mais aussi tous les mouvements culturels "nihilistes" de l'après-guerre: Dada, etc...). En même temps, on savait désormais que l'Histoire serait tragique: on avait perdu l'optimisme, la foi dans le progrès du XIXe siècle, mais on n'avait pas perdu la foi dans l'Histoire; s'y ajoutait l'idée que seule la volonté humaine peut empêcher les hommes de se déchirer à nouveau, de se détruire. **L'utopie était devenue une urgence, car le spectacle du monde était celui d'un enfer.**

Bref, **Hitler comme Lénine et Staline étaient les enfants de la contestation radicale de la société du XIXe siècle**, de l'individualisme bourgeois, du règne de l'argent; c'étaient des révolutionnaires sociaux au sens où ils voulaient bouleverser la société en s'appuyant sur les masses traumatisées par la modernisation et faire émerger de nouvelles valeurs, une nouvelle élite qui ne fût pas seulement celle du profit et de l'exploitation d'autrui, au détriment des anciennes, marginalisées (en Allemagne) ou éliminées (en Russie). Lénine menait cette contestation au nom d'un *corpus* de valeurs issues en dernière analyse de la tradition révolutionnaire et socialiste française du XIXe siècle, avec des médiations allemandes (Marx) et russes (la *Narodnaïa Volia*); Hitler la menait à l'aide d'un *corpus* de valeurs issu du nationalisme allemand, une tradition elle aussi venue en dernière analyse de la France révolutionnaire, mais déjà profondément gauchie par la génération de l'unité "par le fer et par

le sang", par le vitalisme nietzschéen¹. Ce que ces deux traditions avaient en commun, c'était de prétendre **détruire et dépasser l'individualisme bourgeois au nom d'une véritable communauté**. Elles avaient un ennemi commun, elles mobilisaient des passions communes: le mépris du droit, la haine de la démocratie, l'assimilation de la politique à la guerre, l'exaltation de l'avenir, le culte de la révolution et de la minorité révolutionnaire.

Les totalitarismes ne partageaient pas seulement les mêmes origines, mais aussi largement les mêmes principes.

Ils étaient les vecteurs d'**une idéologie globalisante**. Les totalitarismes avaient pour l'humanité entière un projet à la fois global, exclusif de tout autre, auto-justifié (c'est-à-dire non justifié par une quelconque transcendance, par la référence à un quelconque droit, à des principes partagés avec d'autres systèmes: **le totalitarisme est son propre principe**) et surtout d'ordre intellectuel et non pragmatique: il s'agissait d'utopies, c'est-à-dire que le projet totalitaire n'était pas de gérer une société existante, mais de faire se conformer la société aux idées exposées (plus ou moins systématiquement) par Lénine, Hitler ou Mussolini, de créer un "homme nouveau". L'idéologie touchait tous les aspects de la réalité, elle ne se limitait pas à ses aspects sociaux ou politiques: **pour le totalitarisme, tout est idéologie**. Dans l'Allemagne nazie même l'histoire de l'Art fut réinterprétée en termes raciaux. En U.R.S.S., les tomates étaient censées pousser en Sibérie grâce à la génétique "socialiste" inspirée de la pensée de Marx².

Ceci permet de relever encore une autre caractéristique des totalitarismes: **la croyance absolue dans le volontarisme humain**, en ce que dont l'homme est capable quand il va dans le bon sens, quand il dispose des bons instruments (et de guides éclairés). Cela dit, le triomphe de l'idéologie n'était pas forcément inscrit dans l'Histoire: seul le communisme était un optimisme fondamental qui ne cessait de proclamer l'inéluctabilité de son propre triomphe. Le nazisme était un évolutionnisme pessimiste et angoissé: pour les nazis le salut annoncé n'était pas inéluctable, il y avait un risque de triomphe des forces de décadence. Mais dans les deux cas, il n'y avait d'autre solution que de combattre les forces adverses; toute coexistence était inconcevable.

Il n'y avait donc pas de place pour d'autres idéologies, d'autres systèmes de pensée. Les opinions personnelles n'étaient tolérées que dans la sphère de la vie privée (comme la religion en Italie fasciste), sphère que le régime s'efforçait précisément de réduire au

¹ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 1.

² Voyez les cours sur l'Allemagne, au chapitre 3, et la Russie, au chapitre 4.

maximum. En tout cas, les opinions personnelles n'avaient à interférer en aucune manière avec l'administration et la mobilisation de la collectivité au nom de l'idéologie totalitaire. À la limite, il n'y avait même pas de place pour **la réalité, niée** lorsqu'elle ne correspondait pas à ce que le régime tentait d'imposer: ce fut ainsi que l'U.R.S.S. devint *Le pays du grand mensonge* (selon le titre d'un essai d'Ante Ciliga, paru en 1938): on modifiait les mots faute de pouvoir modifier les choses. Ou alors la réalité était **modifiée, réélaborée**: le totalitarisme essaya de laisser une trace, par dives travaux pharaoniques, en remodelant la société ou la "race", mais aussi parfois tout simplement par des destructions massives (ainsi en Chine lors de la Révolution culturelle, ou dans le Cambodge des Khmers rouges).

Le **caractère révolutionnaire** était un autre trait commun aux totalitarisme de tout poil: mais il s'agissait d'**une révolution institutionnalisée** — plus exactement, il y avait une tension incessante entre deux pôles, celui de la révolution et celui de l'institution. Les totalitarismes étaient par essence révolutionnaires; pour leurs partisans, seul un processus révolutionnaire pouvait aboutir à l'accomplissement du projet totalitaire: toute approche graduelle, toute perspective de coopération, de coexistence avec les forces adverses était exclu, il s'agissait de les liquider ou de les asservir. Seule la force impitoyable d'une minorité permettrait au projet totalitaire de se réaliser: cette minorité agissante mobiliserait l'ensemble de la population dans une situation de "dictature", c'est-à-dire de pouvoir absolu mais transitoire. Le processus cependant s'inscrivait dans la durée: les structures du vieux monde résistaient, comme Lénine et ses compagnons s'en rendirent compte à l'échec des révolutions bolcheviques hors d'U.R.S.S.¹ Il fallut donc **faire durer le processus révolutionnaire**, éviter à tout prix le retour à une "normalité" qui eût représenté la défaite du projet totalitaire, le retour à l'ancien monde sous une forme à peine modifiée en surface (les bocheviks, férus d'Histoire de la Révolution française, appelaient cela "le danger thermidorien"). En U.R.S.S., il y eut une **reprise du processus révolutionnaire** à partir de 1928-1929; en Chine, à partir de 1958; en Allemagne nazie, à partir de 1938.

Mais à l'ambition de poursuivre la Révolution s'opposait la nécessité de **faire fonctionner correctement l'État et la société**, ne fût-ce que pour leur donner la force de vaincre: on avait vu les dangers de l'arbitraire et du désordre révolutionnaire au moment de l'invasion de l'U.R.S.S. par l'Allemagne en 1941, qui faillit bien réussir parce que l'armée soviétique avait été décapitée par les purges staliniennes. Il fallait donc **institutionnaliser le processus révolutionnaire**, donner à l'état provisoire de la société en cours de réforme des règles claires, sinon définitives. Ce furent les staliniens qui, maniaques d'organisation et

¹ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4, et le cours sur la Russie, au chapitre 6.

d'efficacité, poussèrent le plus loin l'institutionnalisation de leur projet; l'Allemagne nazie n'y est que très imparfaitement arrivée, et seulement dans les premières années¹. Codifier l'arbitraire est évidemment un exercice difficile, qui mène inévitablement à des paradoxes, à des contradictions: en témoignent par exemple les classifications raciales du III^e Reich². Dans le cas de l'U.R.S.S., on voit bien, à étudier la succession des différentes constitutions et codes judiciaires, comment l'idée de légalité et d'institution s'articulait à celle de progrès de la Révolution: chaque Constitution était censée représenter un progrès, une étape sur la voie du socialisme.

Mais dans la logique totalitaire **les institutions, les lois n'étaient que des instruments**, seconds par rapport au projet révolutionnaire: on pouvait toujours les négliger au nom des intérêts supérieurs de la Révolution: être en contradiction avec sa propre législation était moins grave qu'être en contradiction avec son propre projet. C'est une différence essentielle avec les démocraties de type occidental (et c'est aussi l'un des signes privilégiés qui indiquent qu'après la mort de Staline en 1953, et surtout après la destitution de Khrouchtchev en 1964, l'U.R.S.S. cessa d'être un État véritablement totalitaire: le respect formel de la loi y primait tout, ce fut d'ailleurs dans cette brèche que les dissidents surent s'engouffrer³).

Au niveau des **pratiques**, on retrouve logiquement des similitudes, qui n'ont rien de superficiel (contrairement, par exemple, à la reprise de certaines pratiques des totalitarismes de droite par des régimes autoritaires conservateurs, ou de certaines pratiques du totalitarisme soviétique par des régimes nationalistes du tiers-monde); je crois que cela ne vaut pas la peine de s'y arrêter, l'essentiel étant dans les stades précédents de la démonstration. En voici une liste non limitative, qui pour l'essentiel répète des choses déjà dites plus haut: le parti unique, instrument de l'idéologie et du projet révolutionnaire, à la fois caste dirigeante et vivier où l'on faisait carrière, où le régime recrutait ses serviteurs; les instruments de contrôle quotidien de la société, notamment la police secrète; la mobilisation permanente de la population (notamment les jeunes, les femmes) au nom de l'idéologie totale et l'entretien permanent de la tension révolutionnaire (pour occuper les gens et les empêcher de penser); la persécution des non-conformistes et pas seulement des contestataires, car le but n'était pas seulement le contrôle quotidien de la société mais bien l'intégration générale de la norme. La toute-puissance de l'État, le monopole des communications de masse (avec des méthodes de propagande très modernes et des esthétiques d'une proximité troublante) et des armes

¹ Voyez le cours sur la Russie et celui sur l'Allemagne, aux chapitres 3.

² Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4.

³ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 4.

opérationnelles, la destruction de toutes les structures sociales indépendantes (l'individu devait être absolument seul face à l'État), y compris des tentatives de liquidation de la famille. L'absence de droit, et même de normes et de structures claires, car tout cela changeait au gré du projet et de l'équilibre entre révolution et institution. L'utilisation systématique (et volontaire) de la violence et de la terreur comme modes de gouvernement. Le cynisme érigé en principe. L'espionnage généralisée, et la surveillance de la population par elle-même, par le biais de la police secrète: la communauté toute entière devait être compromise dans l'entreprise totalitaire.

En résumé, on peut aboutir à la conclusion suivante: issu d'un même moule mental, nés dans des circonstances comparables, les différents totalitarismes ont eu en commun une certaine manière de se représenter les rapports sociaux et politiques, une certaine manière de gouverner, une certaine relation à la société: il s'agit de phénomènes autonomes par rapport aux idéologies dont les régimes totalitaires se réclamaient — mais le totalitarisme nécessitait la présence d'une idéologie, quelle qu'elle fût.

Annexe 3: note sur les "populismes".

L'Histoire et la science politiques recourent à un certain nombre de concepts qui, hérités de l'Histoire et quoique parfois toujours "opérateurs" dans le débat politique, donnent à l'occasion l'impression d'être un peu dépassés en tant qu'instruments de réflexion intellectuelle. Que reste-t-il exactement de "socialiste" dans l'idéologie du P.S. ou de la S.P.D. en 2002, est-ce que vraiment ces deux partis, qui se proclament "socialistes" jusque dans leurs noms, et les Verts français et allemands, qui ne manient pas cette référence, sont très éloignés dans leur vision du monde? Nous avons vu aussi plus haut dans cette fiche, et au chapitre 12 du cours sur la France, à quel point le mot de "fascisme" pose problème. Que reste-t-il même, à part des souvenirs, certains réflexes de vote et la place des cœurs dans les poitrines, de la dichotomie gauche-droite dans la France d'aujourd'hui, marquée par la mobilisation des deux camps derrière Jacques Chirac, au second tour de l'élection présidentielle d'avril-mai 2002, contre le Front national, à l'heure où la droite fait presque autant de réformes sociales que la gauche (en tout cas, elle revient rarement sur celles de l'autre camp) et où la gauche privatise presque autant que la droite?

À situation nouvelle, peut-être faut-il des mots nouveaux. L'un d'eux, à vrai dire pas si nouveau que cela¹ mais jusqu'ici peu employé dans la presse et le débat politique, semble s'imposer depuis la fin des années 1990 pour expliquer la montée de courants politiques contestataires d'un genre inédit en Europe: en France le F.N., aux Pays-Bas la "liste Pim Fortuyn"², dans le nord de la Belgique le Vlaams Blok de Filip Dewinter (né en 1963), en Autriche le Parti libéral (F.P.Ö.)³ de Jörg Haider (né en 1951), au Danemark le Parti du Peuple danois de Pia Kjaersgaard (née en 1947), etc.: c'est celui de "populisme" (en concurrence avec "extrêmes-droites" — ce dernier terme rattache ces courants nouveaux à un passé que tous refusent d'assumer; une bonne partie des commentateurs et chercheurs de science politique le récuse). C'est à ce terme, et aux réalités qu'il recouvre, que je voudrais consacrer cette note.

¹ En fait, il remonte au XIXe siècle, mais il désignait alors une réalité très différente de celles que je vais à présent traiter. En Russie vers les années 1870, le terme de "populistes" désignait ces étudiants qui tentèrent d'"aller au peuple" pour partager sa vie et pour l'éduquer au socialisme. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1 — je négligerai ici cet emploi marginal pour mon propos.

² Cette liste, constituée quelques semaines avant les législatives de mai 2002, a remporté la deuxième place. Entre-temps, son leader, né en 1948, avait été assassiné.

³ Il n'a de libéral que le nom, hérité d'une période antérieure de son Histoire. C'est en 1986 que Haider a pris le contrôle de la F.P.Ö. et en a fait un parti populiste très marqué à droite.

Le populisme, c'est avant tout **l'appel au peuple**¹, aux "gens ordinaires", aux "vraies gens", **contre** les politiciens professionnels, les élites, les techniciens, en un mot **"le système"**, et son langage: le jargon technocratique, le "politiquement correct". C'est **la revendication d'une démocratie directe contre la démocratie représentative** confisquée par les représentants, députés corrompus et indifférents à leurs électeurs entre deux campagnes, énarques à têtes d'œufs (en France). L'"établissement", pour reprendre l'expression de Jean-Marie Le Pen, est perçu comme un tout, irrécupérable ("tous pourris"); il est accusé de mépriser le peuple — le populisme, suivant une formule du politologue Guy Hermet², c'est **le "peuple infallible"** des démocraties directes **contre le "peuple ignorant"** que les démocraties représentatives prétendent à la fois représenter, éduquer, canaliser³. Généralement, le discours populiste s'incarne en **un chef qui parle au nom du peuple**, l'incarnant plus qu'il ne le représente⁴: il manie son langage, direct, souvent vulgaire; il pose les problèmes qui sont censés tracasser le peuple, par opposition aux querelles byzantines des politiciens, et fait entrer dans le champ politique des passions tenues pour indignes par "le système". Une fois qu'il sera au pouvoir, il prétend y amener le peuple: c'est pourquoi les populismes s'incarnent généralement en des courants politiques très personnalisés⁵, voire en des personnalités dépourvues de parti politique pour les soutenir (comme Boulanger en France en 1888-1889, Fortuyn aux Pays-Bas en 2002). Au pouvoir, le leader populiste dialogue volontiers avec le peuple par-dessus la tête des notables, de la classe politique et des élus, par exemple par le biais de meetings ou de causeries radiophoniques (bien sûr ce dialogue est rarement autre chose qu'un monologue déguisé, même sous des formes très élaborées comme celles que promouvait Eva Perón dans l'Argentine des années 1940)⁶.

Le populisme, c'est aussi, toujours selon Guy Hermet, **« un refus de la complexité des affaires publiques. »**⁷ Le populisme simplifie les problèmes jusqu'à la caricature, il nie la spécificité de l'exercice de la politique, qui consiste à sérier les difficultés », à arbitrer entre les intérêts des différentes catégories sociales, etc. Le populisme fonctionne en termes de bien

¹ Avec toute l'ambiguïté de ce mot, dont le sens varie d'un pays à l'autre. Cependant, même dans les pays où le rapport dominant à la nation est de type citoyen, les populistes de droite jouent en général sur le peuple-ethnie autant que sur le peuple-nation. Tous les populistes jouent aussi sur le peuple-plèbe, contre "les gros".

² Dans une interview au *Monde*, parue en mai 2002.

³ À l'extrême limite, les démocraties représentatives sont hostiles au suffrage universel! La légitimité est populaire, mais le peuple n'a pas à s'exprimer car il n'est pas mûr, etc. En France, la dernière tentative de restreindre le suffrage date de 1850.

⁴ Ainsi dans les années 1920 Hitler a été souvent décrit comme un haut-parleur où s'exprimaient les passions allemandes.

⁵ Il y a quelques contre-exemples, notamment dans la Scandinavie des années 1970, et au Mexique à l'époque du P.R.I.

⁶ Voyez plus haut dans cette même fiche. Attention, tous les leaders charismatiques ne doivent pas être qualifiés de populistes! De Gaulle n'était pas un populiste. Chez Staline il y avait des éléments populistes (l'appel aux "sans-grade" contre les "spécialistes bourgeois" censés saboter le Plan dans les années 1930), mais très limités.

⁷ « Le café du commerce porté à la télévision » (Yves Mény).

et de mal et non en termes de divergences fatales, inhérentes à la diversité humaine, à faire coexister: il réduit tout à un seul problème (la fiscalité pour les populistes libéraux de droite, le complot américain pour les populismes socialisants du tiers-monde, etc.¹). Tout est si simple! "Y'a qu'à". Par le même type d'opération "intellectuelle", le populisme a tendance à attribuer la responsabilité de l'ensemble des problèmes du temps à **un bouc émissaire**, emprunté au vaste répertoire des peurs et des haines de l'époque, et généralement perçu ou construit comme extérieur au "peuple" (quelle que soit la définition que le populiste en donne): les bourgeois, l'Amérique, "Bruxelles", la calotte, les Juifs, les immigrés, les fonctionnaires "budgétivores"², voire parfois une entité intellectuelle plus qu'humaine: "Mai 68"... En éliminant ce bouc émissaire, on résoudra par miracle l'ensemble des problèmes, et **tout ira bien, tout de suite** (le populiste refuse l'idée qu'on ne pourra pas régler tous les problèmes à la fois — puisque pour lui tout se résume à un seul problème!).

Pourquoi **le pouvoir en place** ne fait-il pas rien? Parce qu'il **est tombé aux mains des ennemis du peuple**, par naïveté, par intérêt ou parce qu'il se recrute dans les mêmes milieux: la classe politique est aux mains du grand capital, la République est juive, les énarques prennent leurs ordres à Bruxelles, etc. Le populiste dénonce ces complicités, ces compromissions, ce "complot".

Le populisme n'est donc pas à proprement parler un courant politique, mais, selon l'expression de Guy Hermet, « **avant tout un style politique**, plus précisément un style antipolitique³ »; il peut être au service d'une idéologie, ou à peu près vide de contenu concret. Le populisme n'est ni de gauche, ni de droite: il y a des populistes de gauche (Arlette Laguiller est sans doute en France l'archétype absolu du politicien populiste), des populistes de droite (Jean-Marie Le Pen), des populistes qui se classent ni à droite ni à gauche (Hitler). Le populisme n'est pas forcément hostile à la démocratie: les populistes des années 2000 prétendent arriver au pouvoir par les urnes, et ne remettent pas en cause la légitimité du suffrage (y compris Jean-Marie Le Pen, en cela très différent des Doriot et des Dorgères de l'entre-deux-guerres); certains sont même fort libertaires, par exemple Fortuyn aux Pays-Bas⁴. Pour prendre un exemple extra-européen, le leader populiste vénézuélien Hugo Chavez⁵, malgré ses références politiques marxisantes, n'a pas fondé une dictature de type castriste. Certains laedars populistes manient la haine (Jean-Marie Le Pen, Fidel Castro), d'autres la

¹ Aujourd'hui en Europe, la plus caractéristique de ces simplifications, c'est sans doute le refus de considérer la dimension européenne et la dimension mondiale de notre avenir et le repli sur les cadres nationaux, cadres anciens, cadres simples et rassurants, mais largement obsolètes.

² Les fonctionnaires étaient une cible privilégiés des populistes de tout poil dans la France de l'entre-deux guerres: voyez le cours sur ce pays, aux chapitres 11 et 12.

³ Mussolini insistait beaucoup sur cette notion de "style" — voyez plus haut dans cette même fiche.

⁴ Fortuyn affichait son homosexualité...

⁵ C'est un militaire, arrivé au pouvoir par les urnes en 1999, après deux tentatives de putschs.

compassion (Arlette, Madone des prolétaires...). Reste à savoir évidemment, au-delà des proclamations de fidélité à la démocratie (dont certaines sont certainement sincères), si la simplification radicale du politique qu'ils prônent est longtemps compatible avec la démocratie... **Il y a nettement plus de populistes dans l'opposition qu'au pouvoir**: en général, quand ils en viennent à l'assumer, soit il changent de conception de la politique (quitte à conserver certaines méthodes qui leur ont permis d'arriver au pouvoir, comme le dialogue direct avec le peuple); soit ils échouent très vite; soit encore ils se lancent dans des fuites en avant catastrophiques (la plus désastreuse a sans doute été celle à laquelle Mao Zedong s'est lancé, contre le Parti communiste chinois en voie d'institutionnalisation, dans les années 1960¹).

En réalité, **il y a une dimension populiste dans la plupart des programmes, des attitudes, des carrières politiques**². Quel politicien, en France, ne s'est jamais attaqué aux élites? Ce trait correspond à une dimension fondamentale de la démocratie, régime politique qui se sait et se dit imparfait et intègre sa propre critique. Tout le monde sait bien qu'aucune démocratie représentative ne sera parfaite tant que les hommes seront ce qu'ils sont... Mais certains politiciens en font, plus que d'autres, **un fond de commerce**, en l'associant à **un "matériel idéologique" différent selon les cas**. Ce sont eux qu'il convient de baptiser du nom de "populistes". Faire une Histoire des populismes, c'est décrire les associations successives entre ce style politique et les idéologies, les visions du monde, les courants politiques successivement en vogue.

Le populisme prospère lorsque la démocratie est en crise — non pas la démocratie limitée du XIXe siècle, contrôlée par les notables, c'est-à-dire par des gens "bien élevés" et "du même monde", et dont les crises ne pouvaient venir que de l'extérieur, jacqueries et révolutions; mais la démocratie "générale" et "radicale", sans tuteurs et sans véritables ennemis, d'aujourd'hui. C'est la France qui, la première, a connu le passage d'un type de démocratie à l'autre, en février 1848; une crise populiste n'a pas tardé³ — l'ascension de **Louis-Napoléon Bonaparte** s'est faite largement contre l'*establishment* républicain devenu très conservateur et très méprisant envers le peuple après la tragédie de juin 1848. Le second Empire n'était pas à proprement parler un régime populiste, mais une partie de la rhétorique

¹ Voyez le cours sur la Chine, au chapitre 2.

² En ce sens, "populiste" n'est pas très différent de "démagogique": en démocratie, la démagogie est le plus souvent populiste. Mais pas toujours: ainsi lorsque Lionel Jospin, en mars 2002, a promis que s'il était élu il n'y aurait plus de S.D.F. à l'issue de son mandat, il s'agissait de démagogie (la promesse était irréalisable et il le savait), mais pas de populisme (il ne flattait pas son propre électorat contre "le système" ou un bouc émissaire: il excitait sa pitié envers une catégorie de population qui ne vote pratiquement pas).

³ Guy Hermet fait même remonter le populisme à Babeuf, représentant radical d'une démocratie directe rousseauiste; c'est-à-dire à l'aube de la démocratie française (1795).

du régime ("mes amis sont dans les chaumières et dans les usines") ainsi que de ses pratiques (les plébiscites) ressortaient bien du fond populiste. Le tout au service d'un projet politique dépourvu de toute continuité avec ceux des réactionnaires de l'époque, mais empruntant, à doses variables selon les moments, les thèmes et les électorats à convaincre, aux trois idéologies progressistes du temps, le nationalisme, le libéralisme et le socialisme. D'une certaine manière, Napoléon III s'inscrivait dans l'espace démocratique de l'époque; mais d'une manière perverse, laquelle explique que finalement la démocratie en France s'est bâtie contre le bonapartisme, et que la République rétablie en 1870-1879 s'est méfiée comme de la peste de toute forme de démocratie directe, notamment des référendums¹.

Très vite cependant le personnel politique républicain, à son tour, s'est vu accuser de représenter un "système" éloigné des électeurs, inefficace et corrompu. C'est le **boulangisme**, aventure d'un homme charismatique, qui a inventé en France les formes modernes de populisme, au service d'un brochet idéologique fort confus — pour la première fois notamment Boulanger tenta de mobiliser les foules inorganiques des villes; mais le général en retraite à la barbe blonde ne jouait pas les débraillés, et n'identifiait pas d'autre bouc émissaire que les parlementaires. Boulanger aussi se proposait de rénover la démocratie, et ne prétendait pas revenir à l'ancien monde; mais il adopta une posture bonapartiste et accepta des soutiens issus de toutes les droites monarchistes: le soupçon que cela fit naître lui coûta la victoire. Depuis cette époque, en France, la plupart des populistes se réclament de la démocratie, qu'ils affichent l'intention de revivifier en la rapprochant du peuple; mais leurs adversaires dénoncent le caractère factice de cette démocratie populiste, et les accusent d'être les complices de forces franchement antidémocratiques, celles de l'Empire et de la réaction en 1889, celles du fascisme depuis l'entre-deux-guerres. Ce soupçon est rarement dépourvu de base — je souligne cependant, au chapitre 12 du cours sur la France, à quel point il était injuste dans le cas du colonel de la Rocque dans les années 1930.

Ce fut à peu près à cette époque que les populistes "inventèrent le bouc émissaire", en France (essentiellement au moment du Panamá puis de l'**affaire Dreyfus**: les Juifs, les franc-maçons, etc. — Barrès lança déjà le thème des immigrés, sans succès) mais aussi ailleurs en Europe, là où la vie politique est assez évoluée pour permettre l'apparition de politiciens populistes — je pense notamment à la Vienne de Karl **Lüger** à la Belle Époque². À la même époque, aux **États-Unis**, pays à la culture démocratique bien plus solide mais très différente de celle du vieux continent, il apparut une forme très différente de populisme, exempte de toute nostalgie du passé (et pour cause!) comme de toute compromission avec les forces antidémocratiques, mais axée sur la dénonciation de l'emprise excessive de l'État (notamment

¹ Il y avait un certain tropisme populiste chez des leaders républicains comme Gambetta, mais ils se firent régulièrement marginaliser par les partisans d'une démocratie purement représentative.

² Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

fédéral — trop d'impôts, trop de lois, trop de règlements) et des banques auprès des paysans et des classes moyennes du *Midwest*: un **People Party** faillit bouleverser le bipartisme traditionnel en 1892-1894, puis parvint à imposer son programme au candidat démocrate aux élections de 1896 — lesquelles finalement furent remportées par le candidat républicain. Le populisme américain échoua en grande partie par incapacité à se rallier les villes du Nord-Est et surtout les ouvriers, pourtant eux-même en pleine phase d'organisation et de contestation du système; mais les démocrates des années 1900 (notamment Teddy Roosevelt) reprirent une partie de son fonds de commerce¹. Bref, on a ici un premier exemple d'**un populisme libéral**, annonciateur du populisme berlusconien². Il y avait aussi, bien sûr, une part de populisme dans le mouvement socialiste en cours de constitution en Occident (États-Unis compris à l'époque), mais le socialisme de cette époque était bien plus qu'un populisme: il s'articulait sur le marxisme, une théorie complexe et globalisante de la société, de la politique et de l'Histoire, qui représente tout sauf une simplification des problèmes (il est vrai que les **versions vulgarisées du marxisme** peuvent être en revanche fort simplistes, et présenter toutes les caractéristiques d'un populisme — ainsi celle de Gustave Hervé en France; mais Jaurès, comme les leaders socialistes allemands et travaillistes britanniques, méprisait ce genre de facilités — il livrait entre autres un combat pour la reconnaissance de la dignité intellectuelle du socialisme...³).

La guerre mondiale secoua encore plus les démocraties représentatives: les gens avaient l'impression de s'être fait manipuler, et que cette manipulation avait conduit des millions d'entre eux à la mort; les classes politiques étaient plus éloignées que jamais de leurs préoccupations, plus arrogantes. Dans les années 1919-1923, puis après 1930, les démocraties plus ou moins limitées d'alors se mirent à tanguer, sous les coups d'hommes venus du peuple et qui parlaient le langage du peuple (Mussolini, Hitler, Doriot, plus tard Perón), qui proposaient aux problèmes complexes du temps (les révolutions, les traités, l'inflation, les nouveaux pays...) des explications redoutablement courtes et des solutions redoutablement simples, avec aussi, pour la plupart, des boucs émissaires: les Juifs (entre autres) pour Hitler et Doriot, les États-Unis pour Perón. Mais si le **fascisme** représente indéniablement l'apogée du style populiste, il n'est pas que cela: le fascisme, ce sont aussi des idées, une synthèse des contestations de droite et de gauche de la démocratie à la Belle Époque et un projet de société radicalement nouveau. Du fait du succès des fascismes, leur style spécifique et certains éléments de la synthèse idéologique fasciste déteignirent sur les autres populismes, moins

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 1.

² Et aussi d'un populisme sans leader.

³ Quant au léninisme, ce n'est pas un populisme, tout simplement parce qu'il ne fait nullement appel au peuple! Lénine ne comptait que sur le parti, avant-garde politiquement consciente d'un prolétariat censé lui obéir pour son bien; le communisme peut être qualifié de régime représentatif extrême, puisque les dirigeants, qui ne cessent de se référer au peuple, ne le consultent jamais. Sur le léninisme, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1.

radicaux ou peut-être tout simplement moins cohérents dans leurs objectifs, comme celui de La Rocque en France, qui inventa de s'attaquer aux immigrés, ou celui des "démagogues" américains des années Roosevelt¹. C'est depuis cette époque que dans une bonne partie de l'Europe, le populisme est largement assimilé au fascisme, même quand il s'en défend².

Après la guerre, dans les pays vaincus le populisme a pratiquement disparu. Dans les pays vainqueurs en Europe, durant une génération (1945-1980) il n'a fait que de brèves réapparitions, comme en France au moment de l'épisode **poujadiste** en 1956 (le slogan poujadiste était typiquement populiste: "sortez les sortants"). Le programme de Poujade était essentiellement antifiscal et antiparlementaire, mais il y demeurait des éléments du langage des ligues de l'entre-deux-guerres (notamment lorsque Poujade accusait le président du Conseil Pierre Mendès-France de n'avoir "pas une goutte de sang gaulois dans les veines") et surtout des activistes des mouvements fascisants des années 1930 se recyclèrent dans le poujadisme. Puis la Ve République, premier régime politique populaire en France depuis longtemps, rompant avec les vices du parlementarisme (pain béni pour tous les populistes), marginalisa Poujade (il y eut cependant une petite résurgence de néo-poujadisme au début des années 1970 avec le **Cid-Unati** de Gérard Nicoud, une association de défense des petits commerçants — mais elle n'a jamais réellement dépassé le stade corporatiste). Bien entendu, à cette époque, une partie importante des fonctions classiques du populisme (dénoncer le système au nom du peuple, trouver des explications simples au monde) était assurée par les communistes (on appelait ça pudiquement, à Sciences-Po: "la fonction *tribunicienne* du **P.C.F.**"³). Mais le communisme était bien autre chose qu'un populisme! À cette génération, les peuples d'Europe étaient très politisés (selon le vieil axe gauche-droite), et bien tenus en main par des partis "installés", à droite comme à gauche — c'est sans doute pour cela que ce fut la seule et unique génération, depuis les débuts de la démocratie moderne, exclue de la plaie du populisme.

La **renaissance des populismes en Europe à partir des années 1970** est à relier à quatre phénomènes: l'effacement des souvenirs des années 1930 et de la guerre; la fin des trente glorieuses et la crise économique; l'entrée en crise des démocraties d'après-guerre et du pacte néo-keynésien de gestion de la société (en gros: plein emploi et sécurité pour tous contre fiscalité très lourde et marché de l'emploi très rigide); l'effondrement du communisme en tant que cadre de pensée comme en tant que pratique politique — moins structurés politiquement, les gens sont aujourd'hui bien plus sensibles au *style*, quelles que soient les

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 3.

² Même de Gaulle a été taxé de fascisme dans les années 1960! Indéniablement, les référendums et l'élection du président de la République au suffrage universel étaient des éléments de populisme; mais c'était au service, et on aurait pu le avoir du fait de la biographie du Général, d'un projet essentiellement démocratique.

³ Notez au passage à quel point le communisme est susceptible d'analyses opposées lorsqu'il est au pouvoir et lorsqu'il est dans l'opposition...

idées auxquelles ils s'associe, qu'au fond. Puis, dans les années 1990, sont venues l'accélération de la mondialisation et de la construction européenne, qui affolent de nombreux Européens¹. C'est en **Scandinavie** que sont réapparus d'abord des populismes, essentiellement antifiscaux et axés sur la dénonciation des États-providences créés par les sociaux-démocrates au pouvoir depuis les années 1930²; mais ils n'étaient ni racistes, ni xénophobes, et n'avaient aucun lien avec les extrême-droites des années 1930. Ils n'ont pas eu de succès, car les partis de la droite "classique" ont largement repris leur argumentaire, sans leurs méthodes (en Grande-Bretagne il s'est produit un phénomène encore plus net: Margaret **Thatcher**, au pouvoir de 1979 à 1991, a coupé l'herbe sous les pieds des populistes, en reprenant tout cet argumentaire hostile à l'État-providence³).

C'est en France qu'est réapparu pour la première fois, en 1982-1983, un populisme xénophobe et raciste (dont les cibles privilégiés sont les immigrés nord-africains⁴), avec des continuités très fortes, non pas exactement revendiquées mais lourdement soulignées à grands clins d'œil, avec les populistes fascisants de l'entre-deux-guerres (l'antisémitisme n'est pas ouvertement affiché, mais il est réel parmi les dirigeants du F.N.)⁵. Dans les années 1990, cette triste particularité française s'est largement diluée: des partis populistes ont accumulé les succès, en Belgique, en Suisse (en 1999)⁶, en Autriche (18% des voix pour la F.P.Ö en février 2000) puis en Italie (en 2000 aussi), aux Pays-Bas et au Portugal (en 2002)... Seuls sont épargnées (pour combien de temps?) la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Espagne et la

¹ Un autre politologue, Yves Mény, dans le même dossier du *Monde*, évoque le fait que « l'évolution des systèmes démocratiques depuis la seconde guerre mondiale a créé un profond déséquilibre entre les deux piliers qui soutiennent le système démocratique: l'élément populaire est resté chétif ou s'est disloqué (déconfiture quasi générale des partis politiques), tandis que le pilier "constitutionnaliste" est marqué par l'inflation et l'embonpoint: cours constitutionnelles, garanties effectives de droits protégés de l'intrusion populaire, banques centrales, autorités indépendantes de régulation économiques au niveau national, européen ou international » — Cf. la problématique initiale de cette annexe.

² En Norvège et au Danemark dans ces années, la fiscalité était très lourde, et il était obligatoire d'être syndiqué pour trouver une embauche! Bien évidemment, les syndicats étaient devenus une bueracratie complètement coupée du peuple. Beaucoup de Scandinaves avaient l'impression que le "système" faisait peser sur leur vie quelque chose comme un totalitarisme mou. Lors d'un voyage que j'ai fait en Norvège en 2001, cela m'a frappé: tout le monde, sans vraiment politiser ce discours, insistait lourdement sur les parentés entre la social-démocratie triomphante de l'après-guerre et le stalinisme, au niveau formel (les affiches, etc.) comme à un niveau plus profond (le projet de société).

³ On peut faire une analyse comparable à propos de Ronald Reagan aux États-Unis à la même époque (sa campagne victorieuse date de 1979). Il n'y a pas de contestation populiste lorsqu'un parti établi lui coupe l'herbe sous les pieds en reprenant ses thèmes, et en partie son style...

⁴ Un héritage des drames de la décolonisation, manifestement: voyez les ouvrages de Benjamin Stora, qui développe l'idée d'un "transfert de mémoire" des petits Blancs d'Algérie (il appelle cela une mentalité "sudiste") en métropole.

⁵ Au début des années 1990, Mitterrand a essayé d'établir un contre-feu avec le populisme de gauche de Bernard Tapie; mais ce ne fut qu'un feu de paille.

⁶ Le populisme suisse est antieuropéen, xénophobe et antifiscal. Son porte-drapeau est un chef d'entreprise germanophone, Christoph Blocher (né en 1941)

Grèce¹. En Italie, en Autriche, au Portugal, en Norvège, au Danemark et aux Pays-Bas, les formations populistes sont au pouvoir en coalition avec la droite traditionnelle, qui ne voit pas de raisons de les diaboliser, et, dans certains cas, en bonne voie d'intégrer pleinement le "système" qu'ils dénonçaient hier; en France et en Belgique la logique du "**cordonsanitaire**" républicain, héritée des combats antifascistes de l'entre-deux-guerres, l'a emporté². Il faut dire que les populistes français et belges sont particulièrement peu présentables, leurs excès de langage et les crânes rasés qu'on voit à leurs meetings inquiètent — mais les meetings de la F.P.Ö ne sont pas non plus des pique-niques œcuméniques...

De tous ces populismes nouveaux, ceux qui s'inscrivent le plus nettement dans des héritages fascistes sont le **Front national** français, le **Vlaams Blok** belge (très marqué par l'idéologie nationaliste flamande, ethniciste et séparatiste) et le **Parti libéral** autrichien (Jörg Haider, est issu d'une famille de convictions nazies et a fait l'éloge de la politique sociale de l'Allemagne hitlérienne); mais il faut quand même insister sur le fait que leur fond de commerce central, la xénophobie antimusulmane, est un thème nouveau, mineur dans l'entre-deux-guerres. Ces partis, par ailleurs, s'inscrivent tout à fait dans l'espace de la démocratie: les libéraux autrichiens, au pouvoir depuis deux ans, n'ont fait aucune tentative pour la renverser — même si la démocratie sécuritaire et répressive qu'ils essayent de mettre en place est fort inquiétante³... Hermet distingue ces "national-populismes" des populismes ultralibéraux du nord de l'Europe, même si l'immigration est également un thème des populistes néerlandais et danois, et si le Front national, à l'inverse, veut, entre autres, abolir l'impôt sur le revenu.

En revanche, le parti néo-fasciste italien (le M.S.I.), qui vivait depuis l'après-guerre, n'a pas choisi, en se démarginisant, la voie du populisme mais celle de la respectabilité, celle d'un centre-droit des plus classiques (il s'appelle aujourd'hui l'Alliance nationale, son leader est Gianfranco Fini⁴); le populisme en Italie est incarné par un patron de médias charismatique, Silvio **Berlusconi**, et par un parti régionaliste, séparatiste à ses origines et ultra-libéral, la **Ligue du Nord** d'Umberto Bossi (né en 1942). L'argumentaire le plus nettement populiste est certainement celui de la Ligue, avec cette particularité, comme en Belgique, que

¹ Ainsi que les États-Unis, où il est vrai que les structures de deux partis sont si faibles qu'elles accueillent souvent des hommes qu'on qualifierait partout ailleurs de populistes hostiles au système. Il y a quand même régulièrement des candidatures contestataires "populistes" à l'élection présidentielle (comme celle de Ross Perot à celle de 1992); mais elles ne parviennent pas à fonder un courant politique stable. Et le populisme se porte très bien aux élections locales, axé sur la dénonciation du "système" de Washington.

² On utilise souvent en France la notion de "front républicain", héritée de l'affaire Dreyfus.

³ Cela dit, la plupart des réformes législatives qu'ils réclament correspondent à un retour aux pratiques d'avant la grande vague libertaire qui suivit 1968, plus qu'à une véritable sortie de la démocratie: le général de Gaulle ou le chancelier Adenauer n'auraient sans doute pas été si dépaysés que cela dans l'Autriche du Parti libéral. Le problème, c'est évidemment qu'ils ne sont peut-être pas sincères quand ils prétendent s'arrêter là!

⁴ Hermet le range parmi les populistes de type gaulliste.

"le système" est identifié à une partie du pays dont il est question de se détacher. Rome (le "système") ne fiche rien, le Sud (bouc émissaire) consomme et vit d'allocations; le "peuple" (les gens du Nord, essentiellement les petits entrepreneurs) travaillent mais se voient voler le fruit de leur labeur (on retrouve ici le populisme antifiscal); l'Italie du nord est envahie, non seulement d'étrangers, mais aussi d'Italiens du sud. Hermet en fait un troisième type de populisme, le populisme séparatiste.

Il faut enfin signaler que dans les années 1990, le populisme a fait des ravages en Europe centrale, essentiellement sous la forme de courants national-populistes, avec notamment en Slovaquie Vladimir Meciar (né en 1942, premier chef d'État de la Slovaquie indépendante), en Pologne l'Autodéfense paysanne d'Andrzej Lepper (né en 1954), qui joue sur la crainte d'une recolonisation de l'ouest du pays par des Allemands après l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, et en Roumanie le Parti de la grande Roumanie de Corneliu Vadim Tudor (né en 1949), antisémite et hostile aux Tsiganes. Le populisme en Europe centrale est beaucoup plus marqué par les héritages de l'entre-deux-guerres, le communisme ayant en quelque sorte figé les débats; il est hostile à l'Europe, mais en cela il ne se distingue guère des populismes d'Europe occidentale. Cela dit, seul Le Pen propose que son pays sorte de l'U.E.